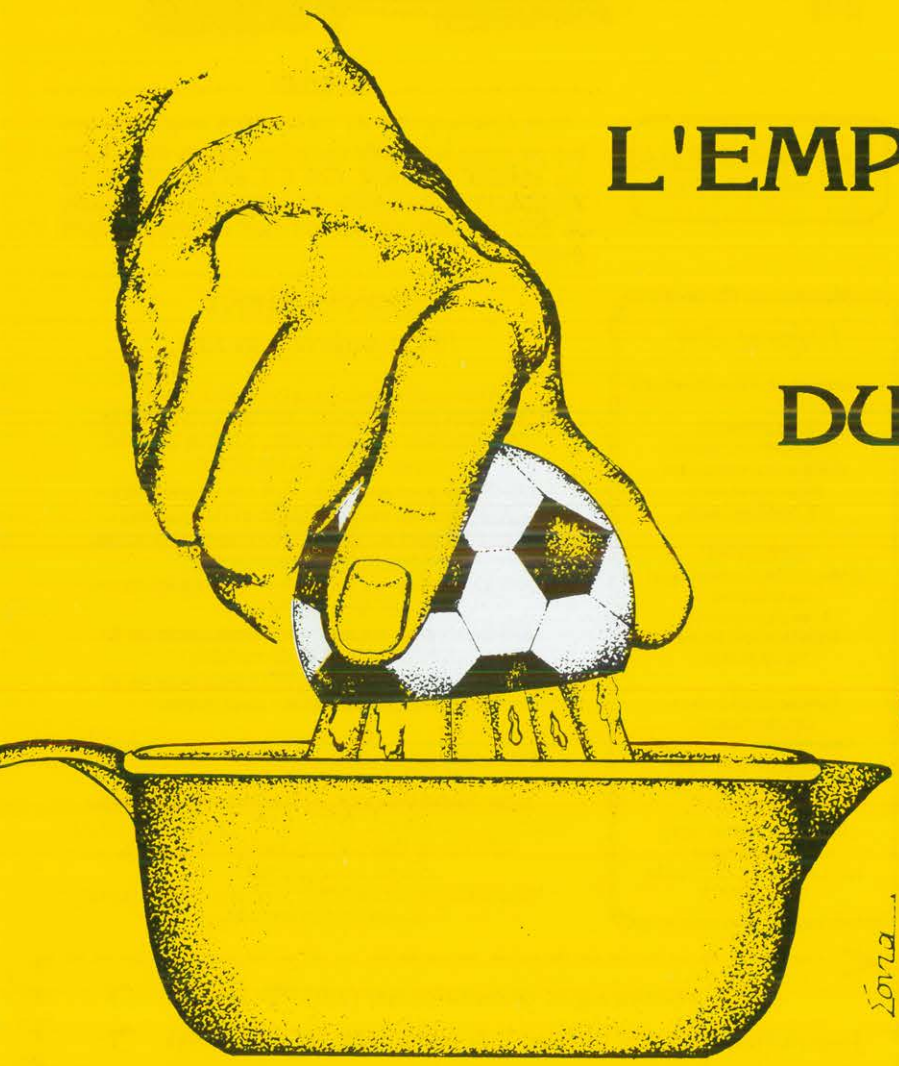
INpreCOR

Numéro 311 du 15 au 28 juin 1990 ◆ 20 FF 5 FS 100 FB



L'EMPIRE DU CRAMPON

URSS

Qui paiera les réformes ?

TCHECOSLOVAQUIE
Le vote tranquille

EUROPE
Le mur de Shengen

INpreCOR

SOMMAIRE DU NUMERO 311
du 15 au 28 juin 1990

SPECIAL 36 PAGES

3
TCHECOSLOVAQUIE
Les "élections de velours"
Colin MEADE

5
Panorama de la gauche
DOCUMENT

6
UNION SOVIETIQUE
Les épines du marché
David SEPPO

12
POLOGNE
Les cheminots roulent contre l'austérité
Cyril SMUGA

14
AVORTEMENT
GRANDE-BRETAGNE : La bataille de l'avortement
Anne KANE

16
BELGIQUE : Le roi des Belges contre les femmes
Ida DEQUEECKER

18
SOCIETE
Le spectacle du football impérialiste
Jean-Marie BROHM

23
EUROPE
Le mur de Schengen
Béatrice RAYMAN

26
PHILIPPINES
Leçons d'Est
Interview de Joel ROCAMORA

31
EL SALVADOR
L'adieu aux armes est encore loin
Interview d'Ana Guadalupe MARTINEZ

34
MARXISME
Le PDS en quête d'identité
Claude DEVILLIERS

35
Nouvelles du monde
CHILI / URSS ; ARGENTINE
FRANCE ; TCHECOSLOVAQUIE

36
ALGERIE
Qui sème le vent...
Salah JABER

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Le dessin de la Une a été réalisé par Sonia.

Erratum

Dans *Inprecor* n° 310 du 1er juin 1990, nous avons attribué par erreur la paternité de l'article "Histoire d'une économie sacrifiée" à Winfried Wolf. Il a, en fait, été écrit par Wolfgang Wolf, économiste est-allemand, ancien membre du SED, qui milite actuellement dans la gauche indépendante.

INpreCOR

Correspondance de presse internationale

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

Editée par PEC (Presse-Edition-Communication)
Administration :
2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France.
Tél : 48.59.00.80

Directeur de publication : Christian Lamotte.
Commission paritaire numéro 59117, ISSN 1 0294 - 8516.
Imprimé par Rotographie.

Diffusé dans les librairies par Diffusion Populaire
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS
Tél : 45.32.06.23

ABONNEMENT
(24 numéros par an)

- Abonnement tous pays (voie de surface) :
140 francs pour six mois . 280 francs pour un an.
- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord, Moyen-Orient, DOM-TOM) :
155 francs pour six mois . 310 francs pour un an.
- Abonnement avion (Afrique et Amériques) :
180 francs pour six mois . 360 francs pour un an.
- Abonnement avion (Asie) :
195 francs pour six mois ; 390 francs pour un an.
- Pli fermé : France :
200 francs pour six mois, 405 francs pour un an.
Autres pays (voie de surface) :
215 francs pour six mois. 430 francs pour un an.
- Pli fermé par avion : nous écrire.

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC", à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris

Abonnement promotionnel (250 FF, un an) ❐
Jeunes (moins de 25 ans) et chômeurs (100 FF, six mois) ❐
Abonnement à l'essai (2 numéros gratuits) ❐
Réabonnement ❐

Nom Prénom : .....
Rue : .....
.....
Commune / Code postal : .....
Ville : .....
Pays : .....

Les "élections de velours"

Le Forum civique (FC) et son équivalent slovaque, le Public contre la violence (PCV), dirigés par des personnalités identifiées avec la direction de la "révolution de velours" de novembre 1989, ont remporté une victoire écrasante lors des élections tchécoslovaques des 8 et 9 juin 1990, avec 46 % des voix à l'échelle nationale, et un taux de participation très élevé. Le Parti communiste tchécoslovaque (PCT) arrive en seconde position, suivi par les chrétiens-démocrates. Ce dernier résultat a représenté une amère déconvenue pour un parti qui, à un moment donné, semblait être sur le point de rattraper le Forum civique et le Public contre la violence et dont les membres étaient certains de reléguer le PCT à la troisième place. Ces scores sont également source d'interrogation quant aux projets de coalition avec les chétiens-démocrates qu'avait la direction du FC-PCV.

Par ailleurs, la confirmation de l'ancien communiste Marian Calfa au poste de Premier ministre par le président Vaclav Havel, le 11 juin, signifie peut-être, de la part de ce dernier, une volonté d'instaurer une politique de "compromis historique" implicite avec les éléments du PCT favorables aux réformes.

Colin MEADE

LES ELECTEURS ont renouvelé l'Assemblée fédérale bicamérale (Chambre du peuple) et la Chambre des Nations lors du scrutin des 8 et 9 juin. La participation électorale a été très forte (de l'ordre de 96 %) et le scrutin, comme la campagne, s'est déroulé dans le calme (1). Le triomphe du FC et du PCV était joué d'avance, l'enjeu de ces élections étant le score qu'ils seraient en mesure d'obtenir. Les sondages faits avant les élections donnaient entre 46 et 49 % au Forum civique et 25 % au VPN ; la réalité a confirmé ces prévisions : ils ont obtenu ensemble 46,6 % des voix à l'Assemblée fédérale bicamérale et 45,9 % à la Chambre des Nations. Cette victoire écrasante ne donne pourtant pas la majorité absolue à cette coalition. L'Union chrétienne-démocrate (KDU-KDH) obtient les résultats escomptés (autour de 12 %), avec un meilleur pourcentage en Slovaquie (de 16 à 20 %) qu'en Bohème (de 8 à 9 %).

Le retour des fantômes du passé

La victoire du Forum civique s'explique d'abord par l'image dont il jouit — le parti de la révolution anti-bureaucratique — mais aussi par le discrédit des chrétiens-démocrates. En effet, ceux-ci ont payé les révélations qui ont été rendues publiques à la veille du scrutin selon lesquelles Josef Bartoncik aurait travaillé pour la police secrète pendant dix-sept ans. Il aurait même dénoncé des membres de la *Charte 77*, auquel appartenaient de nombreuses personnalités du gouvernement actuel, dont le président Vaclav Havel. Selon certains bruits, Havel lui-même aurait proposé à Bartoncik l'immunité à condition que ce dernier renonce à ses responsabilités au sein de son parti. Bartoncik aurait déclaré qu'il acceptait avant de revenir sur sa décision, laissant les mains libres au président pour qu'il rende ces accusations publiques. Mais l'échec de la KDU est aussi dû à d'autres facteurs. La KDU n'a pas reçu les mêmes soutiens que ses amis politiques de la République démocratique allemande (RDA), qui avaient fait une percée électo-

ral à laquelle la KDU ne pouvait même pas rêver ; cette dernière, en effet, ne pouvait pas faire miroiter les Deutschmarks aux électeurs tchécoslovaques. Les chrétiens-démocrates se sont donc limités à lancer des appels à la morale chrétienne et à hisser le drapeau de la défense des Tchèques et des Slovaques face aux "horreurs" de l'homosexualité, de la pornographie et de l'avortement qui viendraient de l'Ouest. Dans les provinces tchèques, où la KDU atteint entre 8 et 9 % des voix, ces épouvantails sont restés lettre morte et la visite de Jean-Paul II, en avril 1990, n'a pas plus inversé la situation. Le Forum civique a su profiter de son image progressiste et tolérante, d'ouverture au marché qui s'est accentuée au fur et à mesure que les sympathies pour les Verts, les sociaux-démocrates ou les partis socialistes déclinaient.

Le Parti communiste tchécoslovaque (PCT) a atteint 13,7 % des voix, manifestant une bonne tenue ; en Bohème, il est même arrivé en deuxième position. Ses deux scissions, la Gauche indépendante et le Forum démocratique tchécoslovaque, n'ont pas réussi à se stabiliser et n'ont donc pas affaibli le PCT, comme on aurait pu s'y attendre. La campagne anti-communiste qui a fait rage à la veille des élections a soudé les membres du Parti. Le PCT espère maintenant devenir le pivot d'un regroupement de forces progressistes, il est le seul parti de gauche à dépasser la barre des 5 % et à être présent au Parlement.

La gauche indépendante, elle, ne sort pas renforcée de ce scrutin. OBRODA et l'Alternative de gauche (voir p. 5) soutenaient le Forum civique aux élections. Les autres regroupements politiques qui se définissent comme de "gauche" ou de "centre-gauche" n'ont pas arraché un soutien électoral significatif ; ni le Forum civique, ni le Renouveau social-démocrate n'ont réalisé de bons scores.

En outre, la gauche souffre de sa dispersion ; elle ne sera représentée au parlement que par quelques députés : Petr Uhl

1) Voir *Inprecor* n° 306 du 6 avril 1990.

(pour l'Alternative de gauche), des élus d'OBRODA et quelques sociaux-démocrates du Forum démocratique.

L'extrême droite sort très affaiblie du scrutin en Bohème, et n'obtient aucune représentation parlementaire avec ses 1 %.

Les résultats électoraux en Slovaquie sont un autre élément déterminant pour l'avenir. Les Tchèques ont toujours traité la revendication nationaliste slovaque avec un rejet condescendant. Le professeur Masaryk, le premier président de la Tchécoslovaquie après l'indépendance, considérait la Slovaquie comme *« l'aire naturelle de l'expansion économique tchèque »* ; l'existence des Slovaques en tant que nation était officiellement niée.

La situation n'a guère évolué sous le régime stalinien et une virulente campagne contre le soi-disant « *nationalisme bourgeois slovaque* » avait même été menée dans les années 50. Malgré la fédéralisation de 1969 — résultat tardif des réformes de 1968 — les Slovaques avaient le sentiment d'être considérés comme des citoyens de deuxième ordre, c'est ce qui a entraîné une poussée du nationalisme.

Aux élections du 9 juin 1990, le Parti national slovaque (SNS), indépendantiste, a obtenu plus de 11 % des voix en Slovaquie ; mais il faut savoir que tous les partis, dont le Forum civique et Public contre la violence, brandissaient l'étendard "slovaque".

La question slovaque pose le problème de la minorité de souche hongroise. La Slovaquie appartenait au royaume austro-hongrois jusqu'en 1918 et quelques 3 000 Hongrois vivent toujours en Slovaquie. Beaucoup d'entre eux, craignant les conséquences d'un possible éveil du nationalisme slovaque — qui a traditionnellement été dominé par des secteurs droitiers et par des courants cléricaux — ont voté pour "le parti des minorités", le VPN.

Le succès du Mouvement autonomiste et autogestionnaire morave et de son homologue en Silésie — qui obtiennent de 8 à 10 % des voix — est surprenant. Cette percée prouve que les idées d'autonomie et d'autogestion ont du poids dans ces deux régions.

L'échec du parti Vert était aussi inattendu (3 à 4 % et aucun député au Parlement), il pourrait d'ailleurs avoir des conséquences défavorables pour la politique écologique du pays.

Le score réalisé par le Parti paysan est faible (de 2 à 4 %). Avant le scrutin, on pouvait craindre que ces nouveaux agrariens qui avaient mené une campagne électorale assez conservatrice, ne connaissent une poussée électorale. Mais ce parti de bureaucrates et de technocrates paye ses liens passés avec le PCT, lorsqu'il était au pouvoir.

Le Parti tchécoslovaque, enfin, n'a obtenu aucun élu.

Comment éviter les erreurs des autres ?

Le débat économique a été le grand absent de la confrontation électorale. Les différents partis sont unanimes quant à la nécessité de réintégrer l'économie de marché ; cette position de principe a masqué les véritables problèmes économiques de la Tchécoslovaquie.

Pourtant, dès juillet 1990, une augmentation des prix est prévue avec des hausses compensatoires des salaires. Les entreprises d'Etat seront divisées en "unités rationnelles" ; en l'absence de ressources et d'aides financières, celles-ci seront obligées de passer des accords avec l'Ouest — et d'abord avec la République fédérale allemande (RFA) — pour pouvoir survivre. Les travailleurs espèrent que ces arrangements ne se feront pas au détriment de leurs conditions de vie et de la sécurité de l'emploi ; mais l'Ouest exigera bien évidemment que ces "unités rationnelles" fassent des pas significatifs dans le sens d'une augmentation la productivité. Les salariés qui auront la possibilité d'élire leurs directeurs d'entreprise essayeront de choisir des hommes capables de protéger leurs conditions de subsistance face à cette nouvelle situation.

Le gouvernement, tirant les leçons des expériences de ces voisins, espère éviter une transition économique catastrophique et promet d'ores et déjà des compensations pour amortir les attaques que ne manqueront pas de subir les acquis sociaux. Par exemple, au lieu de se voir attribuer, de droit, des places dans les crèches (de mauvaise qualité, il est vrai...) pour leurs enfants, les femmes devraient recevoir une allocation pour payer la garderie ou, si elles le souhaitent, garder leurs enfants à la maison. Cette mesure peut être populaire, au moins si l'inflation ne s'accroît pas brutalement, ravageant les allocations et les subsides payées en monnaie locale.

Le danger de telles mesures est que, sous prétexte de donner le choix à la population (payer une crèche ou garder les enfants, par exemple), le droit et les acquis ne disparaissent dans l'élaboration de la nouvelle Constitution — c'est la tâche première de la nouvelle Assemblée. Ceux qui veulent dénoncer les effets négatifs de ces nouveautés risquent de se trouver en mauvaise posture, entre l'épée du marché et le mur d'un système bureaucratique de planification discrédité. Cependant, on peut espérer qu'il y ait une résistance face à de telles modifications — certains syndicats se sont déjà faits les porte-parole de réactions de protestation face aux annonces de hausse du prix des transport.

Le nouveau gouvernement devra aussi faire face à un autre problème épineux : que faire de l'actuelle police et de ses dossiers. L'affaire Bartoncik a rappelé ce qui peut menacer de nombreux hommes publics ; elle a aussi montré que de telles révélations peuvent être politiquement utilisées... Seule une décision claire (soit toutes les archives sont détruites, soit elles sont toutes ouvertes publiquement) peut assainir la situation.

L'éventualité d'une coalition entre le Forum civique et le Public contre la violence d'un côté et les chrétiens-démocrates de l'autre constitue un autre sujet de controverse. Dans le cas d'une négociation entre ces deux forces, la KDU mettrait une série de conditions dans la balance de la discussion, comme son exigence de restrictions dans le droit à l'avortement qui iraient évidemment à l'encontre du droit des femmes. Le destin des 40 000 Vietnamiens qui se trouvaient en Tchécoslovaquie au moment des événements de décembre — et qui ont déjà été victimes d'attaques racistes de la part de groupes de *Skinheads* — sera une autre épreuve pratique pour les dirigeants du Forum civique ; ils devront montrer comment ils gèrent leurs principes humanitaires. ★

14 juin 1990

Panorama de la gauche

L'article que nous reproduisons est issu de *Polarita* de mai 1990, le journal de l'Alternative de gauche-Mouvement pour un socialisme démocratique et autogestionnaire (1). Ce groupe a tenu son congrès de constitution le 17 mars 1990. Il rassemble environ quatre-vingt personnes d'origines politiques diverses, dont des anarchistes et des marxistes indépendants. On y trouve Petr Uhl, marxiste révolutionnaire et opposant de longue date à l'ancien régime bureaucratique, qui vient d'être élu député sur les listes du Forum civique (FC) à Prague. L'Alternative de gauche est partie intégrante du Forum civique.

DOCUMENT

DANS notre spectre politique, l'immense majorité des nouvelles organisations, mouvements et prétendus partis rénovés se situe, d'un point de vue programmatique, à droite ou au centre-droit. En outre, on ne voit pas apparaître de grandes différences entre leurs programmes. L'ensemble de ces formations adhère aux principes conservateurs et libéraux de l'économie libre de marché où un secteur privé serait dominant, et au "retour dans l'Europe" dans le sens d'une reprise totalement a-critique des valeurs traditionnelles de la prétendue "civilisation chrétienne occidentale".

Les partis et mouvements qui se considèrent comme de gauche méritent une analyse plus précise car, à notre sens, ils pourraient, au moins, servir dans une certaine mesure de contre-poids à la droite.

Il faut d'abord évoquer le Parti communiste tchécoslovaque (PCT) qui, du moins selon ses principaux dirigeants actuels, aspire à se transformer en "parti de gauche moderne". Outre le fait que de tels propos constituent un vrai handicap pour la véritable gauche, nous ne possédons cune véritable garantie de leur bonne foi. (...)

Tout porte à penser que les fonctionnaires du parti ne rêvent plus d'un retour à l'ancien ordre — rêve qui est à la fois révolutionnaire et contre-révolutionnaire. Cela n'a rien d'étonnant quand on sait que le PCT n'était déjà plus — et ce depuis longtemps — un parti ouvrier mais un parti extrêmement bureaucratisé qui défendait sa main mise totale sur toute la société, y compris sur les communistes de base. Avec la chute du régime stalinien, le PCT a perdu sa raison d'être. Ses chances de survie dépendent de sa capacité à gagner les communistes de base non compromis et à les isoler du "noyau dur" des fonctionnaires staliniens.

L'apparition de groupes qui scissionnent du PCT, tels le Forum démocratique tchécoslovaque et la Gauche indépendante, montre son éclatement. Pour l'instant, les programmes de ces nouvelles formations sont très flous pour l'instant.

Evolutions sociales-démocrates

On ne peut sûrement pas classer le parti le Parti socialiste tchèque (PST) dans la gauche (2). Depuis son dernier congrès, ce parti n'a plus rien de "gauche", hormis son nom. (...) Le programme électoral du PST ne cite pas une seule fois le mot "socialisme" et il va jusqu'à rompre avec ses meilleures traditions, surtout avec le programme très progressiste de 1918.

Contrairement au PST, la Sociale-démocratie tchécoslovaque (SDT) a les mains propres en matière de collaboration avec l'ancien régime. Cet acquis est cependant mis à mal par les luttes internes qui s'y déroulent du fait des ambitions personnelles de ses représentants les plus connus. La SDT essaye de donner du lustre à son programme, plutôt vague, en lançant des appels bruyants à la glorieuse tradition du mouvement ouvrier. Or, en même temps, et avec une certaine pudeur, elle se définit comme un parti de centre-gauche. (...)

Le parti Vert pratique également l'équilibrisme car son programme relativement modéré (disant, par exemple, qu'il est prêt à faire un compromis sur la question des centrales nucléaires) lui a valu d'âpres critiques de la part des partis écologistes occidentaux qui, souvent, sont plus proches de la gauche radicale.

Les seules forces de gauche conséquentes et authentiques qui existent aujourd'hui en Tchécoslovaquie sont les mouvements qui avaient mis sur pied des structures indépendantes avant le 17 novembre 1989 (voir *Inprecor* n° 299 du 12 décembre 1989) : l'Alternative de gauche, l'Association anarchiste tchécoslovaque et le Club OBRODA Pour un socialisme démocratique.

La tradition de la Charte 77

Dans cette situation, il est très difficile de défendre, aujourd'hui en Tchécoslovaquie, les valeurs traditionnelles de la gauche de manière efficace — la justice sociale, la solidarité et l'égalité sans lesquelles une vie libre et digne est inconcevable dans la société moderne.

Avec d'autres mouvements sociaux (tel le Parti radical transnational, les mouvements indépendants pour la paix et l'écologie, les mouvements culturels alternatifs, etc.), cette nouvelle gauche devrait incarner la continuation des meilleures traditions de la *Charte 77* et des autres structures indépendantes qui existaient sous l'ancien régime, dans une lutte sans compromissions pour les droits de l'homme et les droits sociaux, la tolérance, le dialogue démocratique, la recherche de la vérité, etc.

Toutes ces valeurs, cultivées durant les vingt dernières années par une poignée d'individus courageux au prix de sacrifices personnels considérables, ne peuvent se propager sous la pression d'une concurrence sans pitié, du développement immoral de la consommation, de la propriété et du pouvoir, d'une culture de masse commercialisée et si la Tchécoslovaquie est bradée au capital étranger. Ces valeurs sont le patrimoine des larges masses, mais cela ne sera pas préservé en l'absence de la démocratie et de l'autogestion. L'avènement d'une société de ce type est le principal but de la nouvelle gauche démocratique dans notre pays. ★

***Polarita*, mai 1990**

1) Voir *Inprecor* n° 299 du 12 décembre 1989.

2) Avant la révolution de velours de novembre 1989, le PST était l'un des "partis satellites" du Front national dominé par les communistes. Il déclarait être l'héritier direct du Parti socialiste national, d'origine petite bourgeoise et de centre gauche qui, à la fin de l'Empire des Hasbourg, fut créé comme concurrent nationaliste du Parti social-démocrate ayant une "base de classe". En 1918, sous l'impact de la montée révolutionnaire de la Première Guerre mondiale, le PST a adopté des positions très ancrées à gauche. C'était le parti d'Edouard Benes, président de la Tchécoslovaquie entre 1945 et 1948.

Les épines du marché

Le 28e Congrès du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) — qui débutera le 2 juillet 1990 — est l'occasion de grandes manœuvres. Boris Eltsine, le nouveau président de la Fédération de Russie, manie la carotte et le bâton pour maintenir sa pression sur Gorbatchev ; après avoir brandi le spectre de la sécession de la République russe et avoir participé au dépôt d'une motion de censure contre les nouvelles mesures économiques, il a lancé un appel aux mineurs pour qu'ils abandonnent leur projet de relance d'un mouvement de grève. On sait que des pourparlers existent entre Gorbatchev et la Plate-forme démocratique d'Eltsine en vue de trouver un accord pour le congrès. Par ailleurs, les tensions nationales se poursuivent ; au Kirghizistan les affrontements inter-ethniques ont fait, à ce jour, 139 morts et plus de 500 blessés. Autant de points névralgiques qui pèseront sur le déroulement du congrès, sans oublier les réformes économiques.

David SEPPO

LE 14 DECEMBRE 1989, lors du IIe Congrès des députés du peuple, le Premier ministre soviétique, Nikolaï Rijkov, a présenté le *« programme pour la reprise économique et l'approfondissement de la réforme économique »*, qui prévoyait une transition jusqu'en 1995, en deux étapes vers une *« économie régulée par les mécanismes du marché »*. La première phase, de 1990 à 1992, chercherait à stabiliser l'économie — surtout le marché de la consommation —, réduire le déficit du budget, à mettre en place les mécanismes légaux et régulateurs, ceux des prix, pour avancer vers le "marché régulé" dans une second temps, entre 1993 et 1995. Selon Rijkov, l'économie a déjà été libéralisée de manière significative, mais les mécanismes nécessaires pour réglementer l'activité économique autonome, qui prend parfois des formes anti-sociales, n'étaient pas encore prêts. La réforme avait donc besoin d'une période de consolidation avant d'avancer vers le marché.

En anticipant les critiques des libéraux, Rijkov a expliqué que, si les rapports de marché entraient en vigueur d'un seul coup en 1990 ou en 1991, cela provoquerait inévitablement *« une inflation galopante, une chute du rôle des stimulants économiques, une baisse de la production, un chômage massif et un accroissement des tensions sociales. En d'autres termes, on aboutirait à un renouvellement de l'économie, mais en passant par une crise »* (1).

Comme prévu, ce programme a été attaqué par la "gauche" (c'est ainsi que la presse parle des libéraux soviétiques) : elle l'a jugé comme une tentative timide et contradictoire de concilier les rapports administratifs et le marché qui a peu d'espoirs d'aboutir. La "droite", c'est-à-dire la bureaucratie syndicale et les prétendues "organisations de travailleurs" liées à l'appareil du Parti-Etat, a été, elle, plus complaisante. S. Shelaev, alors président du Conseil des syndicats de toute l'Union, était un peu critique, insistant sur le fait que le programme devait garantir le plein emploi, sur la nécessité de tenir un référendum avant l'adoption d'une réforme des prix de détail et de dédommager tous les secteurs de la population. Cependant, en fin de compte, il a rejoint V. Yarin, un des dirigeants du Front uni des travailleurs (FUT), membre du Conseil présidentiel de Gorbatchev : *« Bien sûr, nous pouvons faire des critiques ou ajouter des propositions concrètes, mais il est temps de se mettre au travail, et de concrétiser les programmes du gouvernement »* (2).

Comme d'habitude, les opinions de l'opposition socialiste démocratique, qui se retrouve plus ou moins organisée aujourd'hui, dans les Nouveaux socialistes et dans la Plate-forme marxiste du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS), entre autres, n'ont pas été rapportées par la presse.

Le IIIe Congrès extraordinaire des députés du peuple a élu Gorbatchev à une présidence nouvellement créée, trois mois après l'annonce de ces mesures. Ce dernier a immédiatement déclaré qu'il avait l'intention d'utiliser ses pouvoirs présidentiels spéciaux *« surtout pour faire avancer la perestroïka plus drastiquement »* pour que l'Union soviétique aille vite vers un *« marché intérieur achevé »*. Il a annoncé que les mesures prévues à l'origine pour 1992/1993 seraient introduites en 1990 et au début de 1991. De plus, il a expliqué qu'une présidence forte était nécessaire pour garantir *« la stabilité de l'ordre social »*, soulignant qu'il existait dans la société *« une inquiétude grandissante face aux menaces de déstabilisation »* (3). Il faut rappeler, qu'à l'automne dernier, Gorbatchev n'avait réussi que partiellement à faire interdire les grèves ; le Soviet suprême votait alors une loi sur la *« solution des conflits sociaux »*, qui rendait très difficile de faire légalement grève.

Peu après la grève des mineurs, certains intellectuels libéraux avaient déjà commencé à parler dans la presse de la nécessité d'un régime autoritaire pour mener à bien une réforme économique impopulaire. Par la suite, après que la bureaucratie syndicale a organisé des manifestations contre la hausse des prix et les profits réalisés par les coopératives, le Vice-premier ministre, L. Abalkin, a demandé que des pouvoirs spéciaux soient attribués au gouvernement : *« En cas de catastrophe naturelle, c'est absurde de faire des réunions et des discussions pour décider comment travailler. Le gouvernement a besoin de liberté et de confiance »* (4).

Peu après que Gorbatchev a été nommé président, *Interfax*, l'agence de presse de *Radio Moscou*, a rapporté qu'Abalkin dirigeait une équipe de soixante spécialistes travaillant sur une série de lois qui devaient être soumises au Soviet suprême en avril et prendre effet au 1er juillet 1990. Le travail de ces experts, qui se rencontraient dans une maison officielle des environs de Moscou,

1) *Troud*, 14 décembre 1989.
2) *Troud*, 14 et 16 décembre 1989.
3) *Komsomolskaya Pravda*, 11 avril 1990 et *Rabochaya Tribuna*, 16 et 27 mars 1990.
4) *Moskovskie Novosti*, 29 octobre 1989.

avait été tenu secret jusqu'alors *« pour éviter une confrontation prématurée avec la société »*. *Interfax* a aussi révélé que le gouvernement envisageait d'ouvrir des soupes populaires pour les nombreux pauvres qui apparaîtraient durant la première phase de la réforme. Selon cette agence de presse, des fonctionnaires du gouvernement étudiaient de très près la réforme polonaise, qu'ils considéraient comme *« la plus appropriée pour l'Union soviétique »* ; c'est ainsi que des rumeurs disant qu'une "thérapie de choc" à la polonaise allait être appliquée ont commencé à courir (le fait que le gouvernement polonais ait opté pour une restauration capitaliste n'a, par contre, pas été signalé).

Les économistes qui ont eu accès à certains documents ont confirmé ce qui se préparait : la libération des prix de gros et de détail, à partir de 1990 ; la privatisation d'environ 70 % de l'économie, les fermes et les petites entreprises étant vendues à des entrepreneurs privés et les grandes usines transformées en compagnies d'actionnaires ; la création de programmes d'aide au chômage massif, qui résulterait des licenciements et des faillites (5). Un rédacteur économique de la *Pravda* a souligné que les revenus seraient partiellement indexés pour protéger les couches les plus pauvres, tout en expliquant que l'époque où l'on pouvait encore stabiliser l'économie sans *« de dures mesures impopulaires »* était révolue et que *« de sérieux heurts sociaux seront inévitables »* (6).

Gorbatchev a expliqué ces mesures en disant qu'il fallait mettre fin à une situation où les nouvelles et les anciennes formes économiques coexistaient tout en étant antagoniques. Les résultats économiques des premiers mois de 1990 étaient en effet alarmants : pour la première fois depuis des décennies, l'institut d'Etat des Statistiques notait un déclin absolu du revenu national de 1,7 % pour les quatre premiers mois de 1990 (même si cela était provoqué, au moins pour moitié, par la reconversion de l'industrie militaire et par les grèves, surtout celles qui ont eu lieu dans le Caucase après l'intervention des troupes soviétiques en Azerbaïdjan) tandis que les salaires connaissaient une hausse de 13,4 % (en 1988 et 1989, ils ont augmenté presque autant que durant les sept années précédentes). Le déficit du budget a continué de s'accroître et l'augmentation de la masse monétaire en quête de biens de consommation a provoqué inflation et pénurie.

Le gouvernement perdait donc le contrôle de l'économie. Il a élargi les compétences des gouvernements locaux et des entreprises, qui se sont rapidement mis à profiter de leurs nouveaux pouvoirs pour faire des bénéfices et ont commencé à exiger de plus en plus de ressources avec des ultimatums et des menaces de grève. Faisant fi des restrictions formelles et des conventions collectives, les entreprises, surtout dans le secteur des services et des biens de consommation, ont cherché à réaliser des profits par des hausses de prix injustifiées, et même en réduisant la production.

La tendance des entreprises à diminuer les quotas que leur avait fixés le Plan a pris de telles proportions que le Produit national brut (PNB) de 1990 devrait être de 12 millions de roubles inférieur aux prévisions initiales du Soviet suprême. Dans l'industrie lourde, la taxe dite anti-inflationniste, introduite à l'automne 1989, touchant les entreprises qui augmenteraient la masse salariale au-delà des limites fixées n'a, en fait, été appliquée qu'à un cinquième des entreprises initialement concernées. Comme l'a déclaré un analyste : *« Bien que, sous l'effet de la colère, nous disons souvent que rien n'a changé durant les quatre dernières années, notre économie est néanmoins différente. Elle est capable de repousser des attaques directes venues des instances nationales et de subordonner toutes les lois à l'égoïsme des clans »* (7). ★

Réforme de l'économie sans démocratisation du pouvoir

MAIS, si le centre a perdu sa capacité à diriger l'économie, il est cependant évident que le gouvernement lui-même a constamment encouragé les tendances centrifuges et corporatistes de l'économie. Si sa politique a pu apparaître, à certains égards, comme une série d'erreurs et de mesures inachevées, il faut souligner qu'elle est le fruit inévitable d'une tentative de réforme de l'économie sans démocratisation du pouvoir central. Cette politique est dictée par les intérêts de la principale base sociale du régime, l'aile réformiste de la bureaucratie. D'une part, les porte-parole du gouvernement et la presse critiquent l'égoïsme corporatiste des collectifs d'entreprises — qui n'est que le comportement rationnel des producteurs dans un marché dominé par les monopoles et sur lequel le contrôle gouvernemental s'est significativement affaibli.

Cette tendance à long terme de l'économie soviétique a été accélérée de manière décisive par la mise en place de la comptabilité autonome des entreprises en 1988 et 1989. Par ailleurs, les ministères sont constamment accusés d'être coupables de tous les maux de l'économie, les "diktats ministériels" condamnés et les entreprises encouragées à lutter pour leur autonomie, comme prévu par la nouvelle loi sur les entreprises d'Etat, et même à garder la majeure partie des revenus issus de leur comptabilité autonome.

Tout cela a exaspéré le fort sentiment anti-bureaucratique de la population. Il est évident que la majorité des Soviétiques, et d'abord les travailleurs, ne veut pas que l'économie soit soumise aux forces spontanées du marché. Comme l'a noté avec tristesse l'économiste libéral Kliamkin, la population veut l'efficacité avec la justice sociale, c'est-à-dire la sécurité économique — le plein emploi, la stabilité des prix, un revenu minimum décent garanti pour tous et des limites strictes aux différentiations socio-économiques. Cela suppose que le pouvoir économique central soit capable de faire dépendre les mécanismes du marché des objectifs sociaux décidés collectivement par la population.

Gorbatchev a conclu que cette perspective était irréalisable car il a refusé d'envisager sérieusement la démocratisation du pouvoir économique central. Tant que centre qui établit et régule l'"économie de marché planifiée" ne sera pas démocratique, les directives et les réglementations qu'il émettra seront perçues

5) *New York Times*, 29 octobre 1989.
6) *Pravda*, 19 avril 1990.
7) *Rabochaya Tribuna*, 16 mars 1990 ; *Troud*, 31 mars et 25 mai 1990 ; *Komsomolskaya Pravda*, 1er mai 1990.

comme des facteurs d'oppression et d'exploitation par les producteurs, il existera une résistance. L'incapacité du centre bureaucratique à motiver les acteurs économiques pour qu'ils agissent par rapport aux objectifs décidés centralement a toujours représenté la contradiction fondamentale de l'économie bureaucratique. Les réformes de Gorbatchev n'ont fait que porter ces tendances centrifuges à leur paroxysme.

Pour dépasser cette situation sans abandonner les valeurs socialistes traditionnelles, il faudrait démocratiser le centre, c'est-à-dire créer un système d'autogestion *à tous les niveaux*. Cela n'est pas, bien sûr, une solution magique en soi qui permette d'atteindre un équilibre viable entre la centralisation et la décentralisation, surtout lorsque l'on part de la réalité soviétique actuelle. Mais la démocratisation de l'économie crée au moins une base sociale qui permet de trouver un accord avec les intérêts des travailleurs. C'est la réforme que préconisent les socialistes soviétiques et qui a toujours été rejetée (8).

La façon dont le régime a traité le mouvement des mineurs illustre bien sa politique. Durant la grève de juillet 1989, le gouvernement, avec une importante campagne médiatique, s'est efforcé de faire déboucher les revendications des mineurs sur l'autonomie des entreprises ; à ce jour, cela ne leur a rien apporté de concret. Avec des prétextes variés, le gouvernement et l'appareil syndical se sont également arrangés pour reporter la conférence nationale des mineurs, exigée dans différentes régions durant la grève. Lorsque le Congrès extraordinaire des Syndicats de travailleurs du charbon s'est finalement tenu, à la fin mars 1990, les représentants des anciens comités de grève se sont retirés de ce qu'ils ont qualifié de *« congrès d'apparatchiks et d'employeurs »*. Dans leur déclaration, les représentants des mineurs ont expliqué: *« Pour nous, ce congrès devait répondre aux attentes des grévistes et en particulier démettre l'ancien comité central du syndicat.- Ensuite, nous aurions dû discuter d'où en étaient les choses, de la situation dans les mines ; analyser comment le gouvernement a répondu aux revendications des mineurs ; travailler ensemble à partir de cette base et élire une nouvelle direction pour qu'elle applique ces décisions. »* Ils ont réaffirmé qu'ils voulaient former un vrai syndicat des mineurs, sans représentants de l'administration, qui unirait les mineurs pour traiter de manière constructive avec le gouvernement (et non pas uniquement en ayant recours à des grèves économiques). Une rencontre nationale des mineurs est prévue pour juin 1990 (9).

L'abandon gr[illegible]el par le gouvernement de l'autogestion dans les entreprises, question qui, à l'origine, faisait partie de sa réforme découle de la même orientation. Lors du IIe Congrès des députés du peuple, Rijkov avait déjà demandé que les directions des entreprises d'Etat ne soient plus élues ; cette pratique ne serait maintenue que dans les coopératives ou dans les entreprises louées au privé.

V. Syssoïev

De plus en plus, l'engouement pour l'autogestion, envers laquelle la presse et les dirigeants sont de plus en plus sceptiques, est remplacé par des appels à faire des travailleurs de *« réels propriétaires »* à travers les locations, les rachats, ou l'actionnariat dans les sociétés, etc. Bien sûr, l'autogestion limitée à l'entreprise (comme le prônait le gouvernement) n'est pas la panacée mais, tant qu'elle appartient à l'Etat, la possibilité de combiner l'autogestion dans les entreprises avec l'autogestion à des niveaux régionaux et nationaux reste ouverte. Au contraire, la privatisation, même si elle prend des formes collectives au départ, écarte complètement une telle éventualité.

En mars 1990, Gorbatchev et ses partisans semblaient avoir décidé de se débarrasser de ces contradictions en livrant l'économie au marché. Bien sûr, le gouvernement déclarait qu'il avait l'intention de réguler ce marché — même les pays capitalistes avancés le font — mais il est évident que cette régulation n'ira pas dans le sens des intérêts de la classe ouvrière qui représente la majorité de la population. Dans l'immédiat, elle profitera à la bureaucratie rénovée et à la couche de la mafia bourgeoise qui est en pleine expansion. Apparemment, la population soviétique a aussi conscience de cela.

Les nombreuses rumeurs sur l'approche de la réforme, et d'après lesquelles elle se ferait sur le modèle polonais, ont fait monter de manière significative la tension sociale, et une nouvelle vague de grèves est attendue. Le 18 avril 1990, après une réunion commune du Conseil présidentiel et du Conseil de la fédération, instances de réflexion largement symboliques, Gorbatchev a paru donner le signal de la retraite : *« Le virage vers le marché régulé doit être pris avec plus de précautions. (...) Nous devons réfléchir sérieusement aux garanties sociales qui seront comprises par le peuple »* (10).

Le secrétariat de presse de Gorbatchev a expliqué que le président, était conscient des risques, *« une montée sociale aux proportions révolutionnaires »*, et donc qu'il ralentissait le rythme des réformes tout en maintenant le cours stratégique vers le "marché régulé". La date d'application des réformes a été repoussée du 1er juillet 1990 au 1er janvier 1991, et la fin de l'année 1990 servira à stabiliser l'économie et à créer le cadre légal des réformes (11). Selon un vieux journaliste soviétique : *« Ils se sont approchés du ravin, ils y ont jeté un coup d'œil et ont été horrifiés par ce qu'ils ont vu. (...) La colère et la frustration sont déjà là, et des étincelles pourraient rapidement allumer le proverbial "feu à la plaine" dans ce foyer révolutionnaire »* (12).

Une semaine plus tard, Gorbatchev a effectué un voyage très médiatique dans la région industrielle de l'Oural pour *« vérifier avec les travailleurs (...) le cours du navire de l'Etat, avant les choix fondamentaux à venir »*. Dans un discours télévisé prononcé depuis Sverdlovsk, Gorbatchev a dit aux travailleurs avoir

8) Voir, par exemple, la Plate-forme marxiste dans le PCUS, *Pravda*, 16 avril 1990.
9) *Izvestia*, 1er avril 1990.
10) *Troud*, 20 avril 1990.
11) *Rabochaya Tribuna*, 24 avril 1990.
12) *Gazette* (Montréal), 24 avril 1990.

« entendu [leurs] *cris d'alarme »*. Il n'y aura donc pas de thérapie de choc, a-t-il dit partout, et il a assuré aux travailleurs que des programmes sociaux seraient mis en place pour compenser les effets des hausses des prix et du chômage, et que le gouvernement *« consulterait la classe ouvrière sur tous les principaux éléments de la réforme »*. Mais il a aussi exprimé clairement que la réforme en soi ne serait pas abandonnée : *« Réfléchissons sur comment, quand et que faire, sur à quoi donner la priorité, et par quoi commencer. C'est une question de vie, de travail et de pratique. Mais en ce qui concerne le choix stratégique, la direction de notre politique, personne n'a, jusqu'à présent, proposé autre chose de sérieux et de fondamental. Beaucoup de discussions ont lieu mais personne n'a encore rien avancé de substantiel »* (13).

Gorbatchev n'a cependant pas dit qui était juge dans ce débat ; ce n'est certainement pas le peuple, il n'y a jamais eu de discussion publique sur les alternatives stratégiques. ★

Plutôt le rationnement que le marché...

« NOUS SOMMES le seul pays au monde où de puissantes attitudes anti-marché existent, sauf peut-être l'Albanie » s'est plaint l'économiste Otto Latsis (14). Qu'est-ce qui déplaît aux travailleurs dans la réforme économique et jusqu'à quel point leurs craintes se justifient-elles ?

Ils craignent d'abord, sans aucun doute, une baisse notable de leur niveau de vie provoquée par les hausses des prix et les licenciements. La presse soviétique a largement parlé des réformes en Europe de l'Est, où libéralisation des prix et arrêt des subventions de l'Etat ont provoqué une hyper-inflation, des faillites d'entreprises et la chute du niveau de vie de 30 à 40 %. Selon Latsis, *« le système du marché suppose la liberté des prix. Et pourtant, nous ne cessons de crier à l'unisson : ne touchez pas aux prix ! C'est comme si nous avions inventé une rose sans épines. Mais le marché est une rose avec des épines »*.

Bien sûr, Gorbatchev et Rijkov proposent des compensations sociales, mais les économistes démontrent rapidement que la logique des réformes s'y oppose : cela engendrerait une inflation galopante et affaiblirait les motivations des travailleurs. D'après les débats qui sont parus dans la presse ces derniers mois, il semble qu'un nouveau consensus ait été trouvé parmi les réformateurs pour compenser uniquement les plus défavorisés, surtout ceux dont le revenu est fixe. Ceux qui touchent des revenus moyens ou élevés, c'est-à-dire la majorité des travailleurs de l'indus-trie, entre autres, devront se débrouiller tout seuls. En résumant une table ronde d'économistes et de fonctionnaires, qui s'est tenue en mars 1990, un article de l'hebdomadaire du Conseil des ministres conclut : *« Maintenant, nous évaluons le système de manière plus réaliste. (...) Il y a trois ans, les discussions partaient du principe que les réformes devaient être introduites de façon à ne pas toucher au niveau de vie de la population. Mais un calcul élémentaire a montré qu'il n'était absolument pas possible de satisfaire une telle exigence »* (15).

Nikolaï Petrakov, l'un des conseillers personnels de Gorbatchev, s'est plaint que, contrairement aux Polonais, les Soviétiques préfèrent des étagères vides à des prix élevés : ils sont prêts à faire la queue et à supporter des mesures de rationnement, mais ils refusent la libéralisation des prix. En effet, si à la fin 1989, 40 % des personnes interrogées lors d'un sondage national se disaient favorables au rationnement, au début 1990, ce chiffre avait atteint 58 %. En commentant ces chiffres, l'hebdomadaire du mouvement des coopératives, *Kommersant*, concluait que *« l'on ne peut pas tirer un trait d'égalité entre les partisans du rationnement et les ennemis de l'économie de marché, cependant, en un an, 50 millions de personnes supplémentaires sont venues grossir les rangs de ceux qui ne comprennent pas ce qui est nécessaire pour faire évoluer au mieux la situation du pays. L'opposition à la réforme économique augmente et, dans ce cas précis, le temps ne joue pas en sa faveur »* (16).

Que ces gens comprennent ou pas ce qui est nécessaire — ou plutôt, ce qui est superflu — pour améliorer la situation est un sujet de débat. Mais ceux qui préfèrent garder le rationnement dans la situation actuelle partent de considérations élémentaires de justice sociale : grâce aux hausses des prix, les étagères seront peut-être remplies, mais la plupart des produits ne seront plus du tout accessibles aux citoyens disposant de revenus moyens ou bas, comme c'est le cas aujourd'hui en Pologne ou en Hongrie. Le rationnement, du moins en principe, permet un meilleur contrôle de la distribution (mais aussi de plus grands abus dans un contexte autoritaire). Comme l'expliquait un citoyen de Iakoutsk : *« Bien sûr, le rationnement est une manière peu agréable de régler la vie sociale. (...) Mais il est de toute manière peu agréable que, dans un pays aussi riche, en temps de paix, les étagères soient vides. Je pense que c'est fondamentalement la partie corrompue de la société qui s'oppose au rationnement »* (17).

Les gens ont également peur du chômage. Les premières déclarations du gouvernement, selon lesquelles le chômage était incompatible avec le socialisme, sont devenues de moins en moins catégoriques ces derniers mois. Le chiffre de 40 millions de chômeurs — pour une population active de 125 millions —, prévu durant la première phase de la réforme, était souvent évoqué en mars dernier. Même si des allocations de chômage et des chantiers nationaux (grands travaux publics) sont instaurés, de nombreux travailleurs de l'industrie verront leurs revenus diminuer s'ils se tournent vers des secteur moins payés comme les services ou les travaux publics. De plus, de nombreux avantages fondamentaux, tels le logement, les retraites, etc., sont liés au type de poste de travail l'emploi, caractéristique qui s'est renforcée avec la réforme de la comptabilité autonome des entreprises.

Plus fondamentalement, la réforme mettrait fin à la sécurité de l'emploi et, donc, à la sécurité économique de base qui était probablement le principal acquis social du "socialisme" soviétique. Comme l'a récemment exprimé un professeur d'économie : *« Nous sommes habitués à percevoir le chômage comme une tragédie. A un certain niveau, c'en est réellement une. Mais, pour l'instant, nous avons 10 millions de "chômeurs au travail", qui ont un emploi et reçoivent un salaire mais qui ne font que* semblant *de travailler. (...) Bien sûr, les chômeurs devront toucher des allocations. Mais il faut comprendre que ces indemnités ne pour-*

13) *Troud*, 27 avril 1990 ; *New York Times*, 14 mai 1990.
14) *Rabochaya Tribuna*, 27 mars 1990.
15) *Pavitel stveni vestnik* n° 18, 1990.
16) *Komsomolskaya Pravda*, 1er mai 1990.
17) *Rabochaya Tribuna*, 18 avril 1990.

raient dépasser le revenu minimal pour survivre. Si on les fixait au niveau du salaire moyen, nombreux sont ceux qui préféreraient en profiter plutôt que d'aller travailler et le parasitisme social se développerait » (18).

Avec leurs grands discours sur les travailleurs qui deviendraient de "vrais propriétaires" par la "désétatisation", les libéraux, et aussi le gouvernement, se font, en fait, les avocats d'un système basé sur le travail aliéné et où la force de travail devient un produit à part entière, subordonné aux lois du marché. La "désétatisation" ne signifie pas la socialisation, mais la création d'un secteur privé de petites et moyennes entreprises et la transformation des grandes usines d'Etat en sociétés d'actionnaires. Ces dernières seront-elles des coopératives — où tous les d'actionnaires, employés de l'entreprise, détiennent des parts égales — ou bien certains pourront-ils en posséder plus que d'autres ? Les porteurs auront-ils le droit de vendre leurs parts à des gens ne travaillant pas dans l'entreprise ? La logique de cette réforme fait encore appel aux droits pleins et entiers de la propriété. De nombreux observateurs soviétiques ne cachent pas que ces formes de propriété collective ne sont qu'une transition psychologique nécessaire - à cause de l'attitude de la population - dans la voie de l'entreprise privée à grande échelle (19).

Bien sûr, tout ceci est présenté comme la création "d'entreprises du peuple", mais pendant combien de temps appartiendront-elles au peuple dans un marché "fonctionnant normalement" et où la concentration sera inévitable ? Cela ne suppose pas seulement que l'écart entre les salaires se creuse, mais aussi que la richesse augmente et que, par exemple, le pouvoir économique se concentre entre les mains d'une minorité qui peut ainsi décider des conditions sociales et de travail de la majorité. La plate-forme de l'Union des collectifs de travailleurs du Kouzbass, par exemple, adoptée en octobre 1989, rejette de manière spécifique l'exploitation (20) ; mais les média dominés par les libéraux mènent une campagne idéologique déchaînée pour convaincre les travailleurs d'abandonner leurs valeurs égalitaires et leur refus de l'exploitation. L'hebdomadaire *Izvestia* a ainsi récemment publié un article de deux pages démontrant que le pays avait besoin de gens riches et que les pauvres ne seraient que des "perdants", incapables d'être à la hauteur : *« La dictature du prolétariat a gagné, la résistance de la bourgeoisie a été écrasée, la propriété a été socialisée, l'argent a perdu sa valeur, l'exploitation de l'homme par l'homme n'existe plus. Il ne manque qu'une seule chose : les bénéfices ne coulent pas à flots. Une société n'est riche que s'il y a beaucoup de personnes riches en son sein. Il ne faut rien faire pour arriver à cette situation de richesse : il faut juste ne pas mettre de bâtons dans les roues de ceux qui veulent devenir riches et qui savent comment y arriver »* (21).

Bien sûr, ce ne sont pas là les positions officielles du gouvernement, mais la logique qui guide l'orientation de ses réformes va dans le sens des libéraux. Pour Pavel Bunich, le terme "marché planifié" — qui apparaît dans le projet de plate-forme du comité central du PCUS — est ridicule (22). *« Le terme "marché planifié" ne reflète pas les vraies intentions »* commente un autre économiste : *« C'est une concession à l'idéologie et un travestissement »* (23). Beaucoup de personnages officiels du Kremlin partagent ce point de vue, ce qui n'est un secret pour personne. Genadi Guerassimov, le plus vieux des porte-parole du ministère des Affaires étrangères a même décrit l'"économie de marché régulée" comme une "auto-contradiction" (24). Le Premier ministre, tout en rejetant les propositions des libéraux "radicaux" sur le terrain politique, a admis leur logique dans les domaines purement économiques (25). ★

L'avenir de la réforme économique

LE 22 MAI 1990, la réunion commune du Conseil de la fédération et du Conseil présidentiel a approuvé une version "améliorée" de la réforme. Elle prévoit une consultation populaire sur tous ses éléments clés, et particulièrement sur ceux qui touchent aux prix. Selon cette nouvelle disposition, le gouvernement — ce terme implique certainement qu'il s'agit de Rijkov mais pas de Gorbatchev — devrait démissionner si la réforme était rejetée lors d'un référendum.

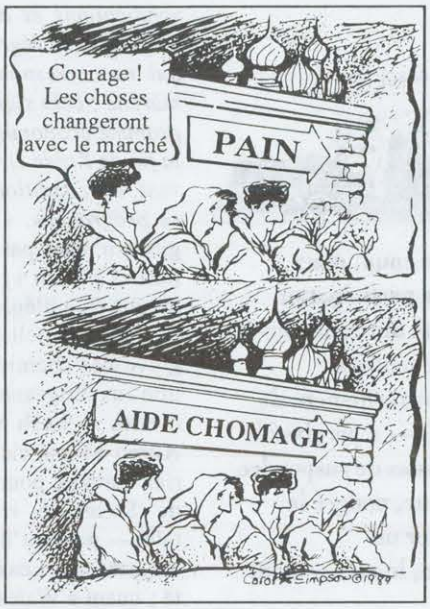
Les nouvelles mesures annoncées sont moins "radicales" que celles dont on parlait en mars et en avril, et ce nouveau tournant (les informations de mars ont-elles été de simples ballons d'essai ?) matérialise l'opposition frontale et anticipée des travailleurs. Les prix de détail vont augmenter en moyenne de 43 % ; le prix du pain va tripler au 1er juillet 1990 et, à partir du 1er janvier 1991, les prix du sucre et du lait augmenteront de 200 % ; la viande de 130 % et les produits de consommation non alimentaires de 30 à 50 %. Mais nombre de prix de détail ne seront pas libérés : 60 % continueront à être fixés et 25 % pourront varier uniquement dans le cadre de limites déterminées. Toutes les catégories de revenu bénéficieront de compensations, dont 15 % d'augmentation pour les bas et moyens salaires ; selon le gouvernement, ceci compensera 70 % de la hausse des prix de détail. Les salaires seront également indexés sur le coût de la vie.

Rijkov a rejeté explicitement les appels des libéraux à légitimer le chômage et a réaffirmé l'engagement du gouvernement envers le droit constitutionnel au travail. L'on estime maintenant qu'il n'y aura que 10 millions de chômeurs vers 1992, et non 40 millions comme prévu dans la thérapie de choc, et que cela ne sera pas dû à une pénurie réelle d'emplois mais à la restructuration de la force de travail. Le gouvernement envisage de lancer de grands travaux publics, tels des constructions de routes et des aménagements écologiques. En même temps, avec cette réforme, les entreprises bénéficieront de plus d'autonomie et seulement 40 % de la production dépendra des directives de l'Etat en 1991 (26).

Le principal dirigeant de la bureaucratie syndicale, G. Yanaev, a donné son accord aux réformes (27) ; il peut clamer partout que le gouvernement a été obligé de faire marche arrière devant les critiques des syndicats. Le Groupe interrégional libéral du Soviet suprême a demandé un vote de censure, expliquant que ces mesures provoqueraient des dégâts sans pour autant aller dans le sens du marché :

18) B. Riazberg, "Troudnosti na kotorie nado reshitsya", *Nedelya* n° 20, 1990.
19) Voir, par exemple, S. Shpilko "Eta strasnaya chastanaya sobstvenost", *Nedelya* n° 52, 1989 et P. Bunich dans Troud, 12 décembre 1989.
20) Photocopie.
21) G. Batigin, "Liudi i dengi", *Nedelya* n° 17, 1990.
22) P. Bunich, "Chto moshet pravitelstvo, chto khochet narod", *Ogoniok* n° 18, 1990.
23) Raizberg, *Nedelya*.
24) *New York Times*, 26 mai 1990.
25) *Troud*, 25 mai 1990.
26) *Ibid.*
27) *Ibid.*

les prix augmenteront sans être libérés, et les hausses devront être compensées, annulant largement l'effet des mesures. Cette réforme n'apportera aucun bénéfice économique et, par contre, la notion même de réforme économique de marché en sortira discréditée.



La population, en général, a réagi en se précipitant pour faire des stocks de provisions, en proie à la panique, pendant quelques semaines ; des menaces de grèves ont également été évoquées. L'annonce des nouvelles mesures a renforcé les forces centrifuges, ainsi villes et régions se sont mises à dresser des barrières commerciales (28).

Alors que le nouveau programme apparaît comme une retraite face à l'opposition populaire, Rijkov a admis à plusieurs reprises dans son discours au Soviet suprême que les positions des libéraux n'étaient correctes que sur le terrain strictement économique. Il n'a absolument jamais évoqué l'autogestion durant son discours mais, par contre, il a beaucoup parlé de l'"esprit d'entreprise"sans avancer de détails concrets sur les nouvelles formes de propriété, ni sur la nature des rapports de travail. Rijkov s'est enfin plaint de la hausse injustifiée des revenus, des grèves et des menaces de grèves, et du fait que la loi sur les conflits du travail n'était pas respectée : *« L'économie ne peut pas fonctionner et se développer dans les conditions de la "démocratie participative". »* Il a ainsi fait une menace voilée de recours à la force dans le monde du travail.

Bien que le gouvernement (ou, du moins, sa fraction dominante) partage les orientations de base des libéraux — les désaccords ne semblent porter que sur le calendrier —, il a rejeté leurs propositions radicales dans le domaine politique, en tout cas pour l'instant. Le devenir de la réforme économique dépendra de l'issue de la lutte entre sa logique inhérente de marché et des pressions politiques qui s'exerceront venant, d'un côté, de l'intelligentsia libérale, des bureaucrates réformistes et de la nouvelle bourgeoisie et, de l'autre, de la classe ouvrière et de ses alliés socialistes (tout comme des forces conservatrices qui rêvent d'un retour au vieux système).

A ce point du débat, on peut uniquement faire des hypothèses sur ce que Gorbatchev envisage réellement. L'idée du référendum en a surpris plus d'un. Le gouvernement songe peut-être à une variante du scénario polonais. En Pologne, le rejet de la réforme de marché du gouvernement communiste, lors d'un plébiscite en 1987, avait conduit à des négociations avec les dirigeants de Solidarité qui, ensuite, sont arrivés au pouvoir et ont mené les réformes de marché avec un "radicalisme" qui aurait provoqué un soulèvement de masse colossal sous l'ancien gouvernement. Mais si Rijkov était sacrifié, si le "non" l'emportait, Gorbatchev est bien loin aujourd'hui de bénéficier d'une légitimité comparable à celle de Solidarité. Ou les dirigeants soviétiques pensent-ils peut-être que cette détérioration continue de la situation économique détruira toute possibilité de réglementation de l'Etat et conduira les travailleurs à souscrire au marché libre en désespoir de cause ?

A un niveau de base, "instinctif", il est évident que les travailleurs s'opposent aux orientations qui découlent de la réforme du gouvernement (on dit, qu'aujourd'hui, Eltsine, qui est l'un des libéraux les plus radicaux après avoir été un socialiste de gauche, rejette la réforme du gouvernement en disant l'on devait introduire le marché de manière à ce que les gens n'en souffrent pas). Il est clair également que les travailleurs soviétiques sont bien plus attachés aux valeurs socialistes et à l'idéal socialiste que les travailleurs d'Europe de l'Est ; mais, on peut en conclure que cette opposition au marché se transformera nécessairement en une action politique pour une alternative socialiste.

Tandis que les travailleurs sont, pour l'instant, assez forts pour bloquer l'introduction d'une réforme de marché cohérente par le régime, si elle n'a pas de programme alternatif à proposer, cette opposition contribuera à exacerber la crise qui, en dernière instance, ira dans le sens des "sauveurs" libéraux et "démocratiques".

Les forces de la gauche (socialiste) sont plus fortes en Union soviétique qu'en Europe de l'Est et elles commencent enfin à s'organiser, mais elles sont faibles face aux libéraux qui contrôlent la plupart des média et qui proposent un programme simple dont la justesse serait "prouvée" par la simple évocation des niveaux de vie élevés des pays capitalistes développés (on oublie résolument les pays capitalistes du tiers monde) et par le fait que le *« monde entier se tourne vers le marché »*. Les socialistes, qui n'ont aucun modèle existant à mettre en avant, peuvent être présentés comme des "expérimentateurs" utopiques.

Il est possible que les travailleurs soient contraints de faire l'expérience d'une "vraie réforme du marché" avant que les socialistes ne soient capables de devenir une véritable force de masse dans la société soviétique. Les mois qui viennent seront certainement cruciaux à ce titre. ★

4 juin 1990

L'URSS dans *Inprecor*

N° 292 du 4 septembre 1989
Perestroïka et emploi
David Seppo

N° 293 du 18 septembre 1989
La grève des mineurs à la loupe
David Seppo

N° 296 du 30 octobre 1989
Un tournant pour les syndicats soviétiques
David Seppo

N° 303 du 23 février 1990
Gorbatchev de quel côté es-tu ?
Gerry Foley

N° 304 du 9 mars 1990
Les perspectives de la gauche marxiste
Interview de Boris Kagarlitsky
Lettres de Léningrad
Piotr Laskine

N° 306 du 6 avril 1990
Gorbatchev en quête de légitimité
David Seppo

N° 307 du 20 avril 1990
Vers l'éclatement du PCUS ?
Interview de Mikhaïl Malioutine

N° 310 du 1er juin 1990
« Il faut revenir aux années 20 »
Interview d'Alexandre Bouzgaline
Déclaration de la Plate-forme marxiste
Document

28) *Newsweek*, 4 juin 1990.

Les cheminots roulent contre l'austérité

Le nouveau gouvernement polonais vient de recevoir, coup sur coup, deux sérieux avertissements. Aux élections locales du 27 mai 1990, la participation n'a été que de 42,1 %, même si les Comités civiques de Solidarité ont raflé plus de 80 % des sièges. Avant et pendant les élections, la grève des cheminots — première grève d'ampleur depuis l'entrée en fonctions du gouvernement de Tadeusz Mazowiecki soutenu par Solidarité, en septembre 1989 — a paralysé le Nord-Ouest du pays. Lech Walesa a fini par convaincre les grévistes de suspendre leur mouvement — après dix-sept jours de bras de fer et alors que, malgré la mise en œuvre de tout l'arsenal de propagande dont peut disposer un gouvernement soutenu par une centrale syndicale hégémonique, le mouvement des cheminots de Poméranie avait tendance à s'élargir.

Cyril SMUGA

LE NON-RESPECT par le gouvernement d'un accord conclu le 20 octobre 1989 entre la direction des Chemins de fer de l'Etat polonais (PKP) et l'ensemble des syndicats de cheminots — Solidarité et les syndicats de métier liés à la centrale OPZZ (ex-syndicat officiel) —, qui prévoyait notamment une revalorisation des salaires, a provoqué la grève. Mais le mouvement exprimait surtout le ras-le-bol, de plus en plus sensible dans le pays, des salariés mal payés face aux effets du plan gouvernemental de stabilisation mis en œuvre sous la houlette du Fonds monétaire international (FMI).

Durant les quatre premiers mois de 1990, les prix ont augmenté de près de 260 %. La production industrielle a baissé, elle, durant la même période de 30 % en moyenne, avec des pointes dans certains secteurs industriels allant jusqu'à 41 % (industrie légère). Le chômage — phénomène inconnu jusqu'alors — touche déjà 400 000 travailleurs ; les salaires sont pratiquement bloqués par un mécanisme fiscal hérité des précédents gouvernements...

C'est un groupe de cheminots, militants de Solidarité de la région de Slupsk, qui a commencé le mouvement. Après quelques actions d'avertissement ignorées par les autorités, le 10 mai 1990, neuf cheminots ont commencé une grève de la faim dans les locaux de la direction régionale des chemins de fer à Slupsk. Le 19 mai, le comité de grève a décidé de bloquer les trains en gare de triage de Slupsk. Le mouvement a fait tâche d'huile : des délégués de cheminots de Gdynia, Radomsko, Poznan, Szczecin et Inowroclaw se sont joints aux grévistes de la faim de Slupsk. A Torun et à Miastko, des grèves de la faim ont également démarré.

Les cheminots — retrouvant une tradition de 1980-1981 — se sont emparés des moyens de communication des PKP et ont organisé des conférences téléphoniques entre les différents centres. Un comité de grève central a été fondé, il a siégé à Slupsk et a établi une liste de douze revendications (voir l'encadré ci-contre).

La direction de Solidarité a vivement réagi à l'extension de la grève et s'en est désolidarisée tout en critiquant le gouvernement. Le 22 mai, le présidium national du syndicat déclarait : *« La grève des cheminots de Slupsk n'a pas été organisée par Solidarité qui ne la soutient pas. (...) Notre jugement critique à propos de la grève ne signifie pas que nous ne voyons pas les raisons qui l'ont provoquée »* (1). Le résultat immédiat de cette déclaration a été l'extension du mouvement à d'autres centres.

La porte-parole du gouvernement, Malgorzata Niezabitowska, a expliqué : *« La grève de la faim et la grève active sont des méthodes de lutte contre un Etat totalitaire. La Pologne est un pays démocratique. »* Un responsable du ministère des Finances renchérissait : *« Les revendications des cheminots vont très loin. (...) Une concession de la part du gouvernement pourrait libérer une série de revendications et de grèves, le retour de l'inflation, la régression à une production qui ne correspond pas aux besoins du marché ; cela signifierait l'échec du programme économique du gouvernement et la fin de l'aide étrangère qui, le plus souvent, est conditionnée à la réalisation de ce programme. »* Par ailleurs, comme la grève n'avait pas été organisée dans les formes par un syndicat, il a été suggéré qu'elle était illégale.

Face à de telles réactions, le comité de grève des cheminots a lancé une invitation aux dirigeants des trois centrales syndicales — Lech Walesa pour Solidarité, Alfred Miodowicz pour l'OPZZ et Marian Jurczyk pour Solidarité'80 (scission de Solidarité en Poméranie occidentale) — pour qu'ils viennent discuter avec les grévistes. Les deux derniers ont accepté ; quant à Walesa, il a répondu aux grévistes : *« Je pense que votre grève est justifiée mais je ne peux pas rejeter les arguments justes du gouvernement. (...) Vous protestez en dehors de toutes les structures syndicales. (...) Je vous demande d'arrêter la grève par la voie de la médiation et d'un accord qui ne mettra pas en cause votre dignité ni votre fierté. »*

Campagne de calomnies

A partir de ce moment, tout a basculé. Pour s défendre des accusations d'illégalité portées contre leur mouvement, les grévistes ont formé un comité national de protestation (KKP), au sein duquel sont entrés, pour la première fois, des représentants des syndicats faisant partie de l'OPZZ. La grève de la faim a été suspendue, mais le blocage des trains s'est poursuivi. Les grévistes ayant décidé que les négociations, pour être démocratiques, devaient se dérouler en leur présence, le comité de grève a refusé de rencontrer une délégation gouvernementale dirigée par le ministre du Travail Jacek Kuron, à Varsovie. Il a mandaté Miodowicz et Jurczyk pour exposer sa position lors de la rencontre à la capitale. Miodowicz, ancien membre du bureau politique du Parti communiste (POUP), mandaté par les grévistes ! Voilà qui ouvrait une voie royale au gouvernement pour déconsidérer la grève ; il pouvait présenter le mouvement comme manipulé par la vieille nomenklatura. Comme l'a remarqué, après

1) Les citations sont reprises du journal *Gazeta Wyborcza* n°118, 119, 121, 122, 123 et 126 des 23, 24, 26-27, 28 et 29 mai, et du 1er juin 1990.

Les principales revendications des cheminots

● Le niveau minimum des salaires, retraites, pensions et allocations familiales doit être fixé de manière à assurer des conditions de vie décentes.

● Le point 6 du protocole d'accord du 20 octobre 1989, signé à Varsovie, doit être appliqué et en particulier :

— 90% du salaire doit être fixe ;

— la part variable du salaire doit correspondre à 20 % du salaire précédent ;

— les augmentations des prix doivent être automatiquement suivies d'une hausse de salaire. Le salaire moyen *[des cheminots, ndlr]* doit augmenter jusqu'à atteindre 110 % du salaire moyen national pour compenser la hausse des prix depuis le 1er avril. Ce point doit être appliqué immédiatement.

● Une nouvelle grille de salaires doit être soumise aux syndicats avant le 15 juin 1990.

● Nous exigeons la suspension, jusqu'au 1 septembre 1990, de la hausse des tarifs de chemins de fer, pour les voyageurs comme pour les marchandises.

● Nous exigeons le limogeage du directeur général des chemins de fer (PKP), Janusz Glowacki et du directeur de la région de Poméranie des PKP, Stafan Maksymow.

● Nous exigeons le paiement des jours de grève et la garantie qu'aucune répression ne frappera les organisateurs, les grévistes de la faim ou ceux qui auraient pris part aux grèves d'avertissement.

● Nous exigeons la possibilité d'informer nos collègues par l'intermédiaire des média nationaux pendant les négociations et à leur conclusion.

D'après *Kret* (*La Taupe*), bulletin du Courant de la gauche révolutionnaire, n° 2/90 (spécial) du 28 mai 1990.

la grève, un journaliste du quotidien de Solidarité : *« C'est bien que Miodowicz et Jurczyk se soient investis dans la grève des cheminots. Face à un ennemi commun — Miodowicz — Solidarité des cheminots, Lech Walesa, le gouvernement, et sans doute aussi une partie des grévistes, se sont à nouveau sentis dans le même camp. La division OPZZ-Solidarité s'est superposée au conflit initial ouvriers-gouvernement et cela nous a sauvés. »*

« Arrêtez la grève ! »

Gazeta Wyborcza a publié un sondage-minute (2) d'où il ressortait que seulement 16 % de la population soutenait les grévistes alors que près de 62 % les condamnait. Des appels de diverses structures de Solidarité se sont multipliés, les média se sont empressés de les reproduire ou de les citer. Pour l'exemple, citons celui de la direction de Solidarité de Gdansk : *« A un moment crucial pour le pays, ceux qui, durant des années, ont soutenu la dictature communiste osent prendre la direction des travailleurs et, en profitant de la conjoncture politique et de la situation économique du pays parlent en leur nom. (...) Camarades cheminots, malgré vos justes revendications, arrêtez la grève ! »*

Les réactions opposées d'autres structures syndicales de Solidarité sont passées quant à elles inaperçues... ou n'ont été publiées qu'une fois la grève terminée telle celle des cheminots de Bialograd : *« Nous, travailleurs de la gare de Bialograd, membres de Solidarité et non organisés, rejetons la position de la direction du syndicat des cheminots Solidarité, qui n'a pas été discutée avec les travailleurs. Nous déclarons soutenir la position du comité de grève de Slupsk. »*

Lech Walesa s'est finalement rendu à Slupsk dans la nuit du 26 au 27 mai pour tenter de convaincre les cheminots d'arrêter la grève. Il a essuyé un échec et dont il s'est expliqué à la télévision en ces termes : *« Lorsqu'on construit la démocratie, lorsqu'on est au milieu de la réforme, les grèves vont contre la réforme et contre la logique démocratique. En un mot, cela conduit à détruire la réforme. Les arguments de bon sens ont touché la majorité. Presque tous étaient d'accord avec moi, nous avions commencé à arrêter la grève. Alors trois personnes sont montées sur le podium, une d'entre elles a dit :* "Si vous arrêtez la grève, alors Czeslaw, qui a fait la grève de la faim avec nous, se suicidera immédiatement !" *Et un autre gars de Slupsk a déclaré :* "Si vous terminez la grève, Slupsk la continuera de toute façon." *Ce chantage a été efficace, car les gens sont déterminés, puisqu'on ne discute pas avec eux et qu'ils ont été manipulés dans cette situation difficile. A mon avis, il faut agir de manière déterminée. On ne peut permettre que quelques irresponsables détruisent l'acquis de la société tout entière. Il faut soit leur donner ce qu'ils veulent, soit stopper cette grève immédiatement et de manière décidée. »*

Le comité national de protestation ayant menacé de lancer un appel à la grève générale des chemins de fer pour le mardi 29 mai à minuit, Lech Walesa revenait une nouvelle fois à Slupsk pour tenter d'arrêter le mouvement. Il choisissait de discuter avec le président et le vice-président du comité de grève — tous deux militants de Solidarité — avec lesquels il est parvenu à un accord ; puis il a affronté l'assemblée générale. Le quotidien de Solidarité rapportait les événements : *« Les dirigeants des trois centrales syndicales, (...) mis à l'écart des négociations ont attaqué l'accord.* (...) : "C'est de la démagogie". *Lech Walesa leur a coupé la parole* : "Il est inutile d'exiger des garanties de ce gouvernement, il ne va pas nous mentir comme le vôtre. Il va accepter toutes les revendications, mais pas de la manière dont vous le proposez : ce gouvernement règlera tout, car c'est notre gouvernement."

Quand Walesa s'en mêle...

« Quelqu'un de la salle cria : "A la télévision, vous aviez proposé une intervention de la police !" "Oui ! Les ZOMO *[milices du précédent régime, ndlr]* auraient dû vous sortir tout comme ils m'avaient sorti moi sous vos gouvernements. Alors vous discuteriez autrement. Finissons-en, j'ai peu de temps. Vos méthodes sont du brigandage ! Mais c'est terminé. En fait, tous ceux qui ont soutenu cette grève auraient du être jugés. Car seul un syndicat a le droit de commencer une grève et nous devons construire le droit et pas le bafouer."

« Cris de la salle : "Mais, monsieur Walesa, cette grève a été lancée par des cheminots de Solidarité poussés à bout." *Walesa a répondu* : "Vous avez eu raison. Mais on ne peut conduire la Pologne à la ruine. Que pouvez vous perdre ? Un peu d'honneur, car le gouvernement n'est pas venu chez vous à genoux ? C'est ce que vous voulez ? Vous avez donné une leçon au gouvernement, à Walesa, aux syndicats et aux malins qui se sont joints à vous. Mais ne détruisons pas ce pays qui est si pauvre. Laissons de côté nos ambitions. Que chacun retourne à sa place". »

Walesa et le comité de grève ont publié un communiqué annonçant la suspension de la grève et déclarant : *« Nous parviendrons en commun à la réalisation des douze revendications et nous allons dire au Premier ministre, Tadeusz Mazowiecki, que le poids de la crise doit être aussi réparti sur toute la société. »* Mais, dès le 31 mai dernier, Jacek Kuron annonçait au nom du gouvernement que si des augmentations de salaires étaient bien envisagées dans les services publics, la revendication des cheminots d'une hausse de 110 % du salaire moyen n'était pas réalisable. ★

2 juin 1990

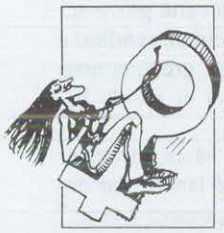
2) La fiabilité de ces sondages laisse à désirer — ils avaient prévu une participation de l'ordre de 61,5 % aux dernières élections...

La bataille de l'avortement

AVORTEMENT

Le 24 avril 1990, le parlement britannique votait pour la première fois depuis 23 ans une modification à la législation sur l'avortement adoptée en 1967. Le gouvernement Thatcher avait fait une concession au lobby anti-avortement en lui cédant le temps qui est normalement prévu pour les projets de loi présentés par le gouvernement (1). Le mouvement qui se bat pour le droit à l'avortement pouvait craindre à juste titre qu'une attaque importante ne soit portée à la loi en vigueur, mais la discussion parlementaire a débouché, au contraire, sur une libéralisation de la loi. Les adversaires de l'avortement ont essuyé une belle défaite.

Anne KANE



SELON la nouvelle loi, le délai légal pendant lequel les femmes peuvent avorter passe de 28 à 24 semaines, mais des amendements prévoient qu'on puisse le pratiquer au-delà de cette limite légale, comme c'était le cas auparavant. Deux exceptions ont été admises : les cas d'anomalie du fœtus et ceux où il existe « *de graves préjudices physiques et moraux* [pour] *la femme enceinte* » ; dans ces deux éventualités, des avortements peuvent être pratiqués au-delà de la 24e semaine de grossesse.

La séparation établie désormais entre la loi sur la protection de la vie de l'enfant de 1929 et la nouvelle loi sur l'avortement constitue sûrement l'avancée la plus importante de la nouvelle législation. La loi de 1929 sur la "viabilité" du fœtus humain oblige le médecin à prouver que celui-ci est condamné et que l'avortement aura bien lieu avant la 28e semaine — et fixe les limites de la "présomption de viabilité". Alors que les médecins, selon la législation de 1967, avaient le droit de pratiquer des avortements, au-delà de la limite de "viabilité", la loi de 1929 en faisait un délit, ce qui dissuader beaucoup d'entre eux de pratiquer des avortements tardifs.

La limite légale des 24 semaines a reçu le soutien de l'Association médicale de Grande-Bretagne et du Collège royal d'obstétriciens et de gynécologues ; ceux-ci expliquent que, grâce aux progrès de la médecine, la "présomption de viabilité" peut être déterminée précisément à ce stade de la grossesse. Le Collectif national pour le droit à l'avortement (NAC), au contraire, refuse les arguments concernant "la viabilité", et explique qu'ils n'ont rien à voir avec le droit des femmes à mettre un terme à leur grossesse. Par ses déclarations, la profession médicale a influencé une partie importante de l'opinion publique modérée favorable à l'avortement — par exemple, les organisations caritatives qui dirigent des cliniques où il est pratiqué — à se prononcer en faveur de la réduction des délais légaux de 28 à 24 semaines. Ce débat a entraîné une certaine confusion au sein de la frange de la population qui est pourtant favorable à l'avortement ; elle ne comprenait pas que le corps médical, tout en avançant ces explications sur la "viabilité", soit aussi favorable à de larges exceptions et à la dépénalisation de l'avortement.

Le lobby anti-avortement perd la bataille

Les adversaires du droit à l'avortement espéraient obtenir une écrasante victoire ; l'ampleur de leur défaite les a conduit à se plaindre amèrement des députés qui ont défendu leur cause. Il faut savoir que pendant plus de vingt ans ce groupe de pression s'est battu sans relâche contre la loi de 1967 au Parlement, s'appuyant sur une campagne de propagande publique déchaînée et coûteuse.

Le vote du 24 avril 1990 a été clair, il a notamment rejeté toutes les propositions des adversaires de l'avortement qui voulaient obtenir une restriction importante quant à sa pratique.

Le mouvement favorable à l'avortement a remporté, quant à lui, un succès en amenant à une certaine prise en compte, sur les bancs mêmes du Parlement, du sentiment largement majoritaire dans l'opinion publique selon lequel c'est aux femmes de décider en matière d'avortement. Cela a été possible malgré la confusion dans laquelle s'est faite cette attaque contre le droit à l'avortement : le poids de l'opinion médicale qui appuyait la réduction du délai légal, l'hostilité des dirigeants du mouvement ouvrier à toute restriction de ce droit et la relative indifférence du public.

La campagne du NAC a été considérable ; menée par les différents groupes de femmes favorables à l'avortement, elle a reçu l'appui des structures de femmes à l'intérieur des syndicats et des députés du Parti travailliste.

Ce combat a représenté un test pour la légalisation de l'avortement en Grande-Bretagne depuis le vote de la loi en 1967 qui avait substantiellement dépénalisé l'avortement et rendu possible pour les femmes si elles avaient l'accord de deux médecins, sans pour autant en faire un "droit".

La "Dame de fer" intervient

Thatcher elle-même soutenant le lobby anti-avortement, voilà ce qui explique la férocité de cette attaque contre la loi de 1967. La "Dame de fer" est intervenue personnellement pour s'assurer que le vote sur l'avortement serait rattaché au projet de loi gouvernemental sur "la fécondation humaine et les embryons" ; en engageant le gouvernement dans cette bataille, et contrairement aux précédentes attaques menées par des députés seuls, l'amendement semblait avoir toutes les garanties de passer devant la Chambre des Communes, entraînant un vote définitif sur la question.

Les précédentes propositions contre l'avortement avaient toujours été rejetées par des batailles de procédure menées par l'opposition avant même d'atteindre le stade de projet de loi. L'intervention de Thatcher pour que le vote sur l'avortement soit rattaché à celui d'un projet de loi sur un thème différent s'est faite contre l'avis du corps médical et même de certains de ses ministres.

1) Au Parlement, des temps sont prévus pour discuter des différents projets de lois proposés. Les temps ne sont pas les mêmes lorsqu'il s'agit de propositions de loi présentées par le gouvernement, l'opposition ou bien des députés à titre individuel. Jusqu'à présent les propositions pour une nouvelle loi concernant l'avortement avaient toujours été présentées par des députés à titre individuel, et les défenseurs de l'avortement étaient donc toujours parvenus à faire traîner les débats pour qu'il n'y ait plus suffisamment de temps pour voter.

Le projet de législation sur "les embryons" est arrivé au parlement sous prétexte d'élaborer un cadre légal pour la recherche scientifique et médicale concernant les embryons humains, l'insémination artificielle et les donateurs, la fécondation *in vitro*, les mères porteuses, etc. Ces recherches sont indispensables pour les progrès de la science.

La pression des milieux scientifiques sur la question est d'ailleurs très forte : d'énormes investissements sont faits pour permettre une recherche permanente et le développement de nouvelles techniques de reproduction. Les recherches sur les embryons sont essentielles pour progresser dans la connaissance et le traitement des maladies congénitales, de la stérilité et dans l'amélioration des contraceptifs.

Les techniques sur lesquelles veut légiférer le projet de Thatcher ont d'importantes implications pour l'extension du contrôle des femmes sur la reproduction. Le gouvernement conservateur veut encourager les progrès scientifiques sans pour autant élargir le choix pour les femmes en matière de reproduction et sans affaiblir le lobby anti-avortement. Tout en autorisant la recherche sur les nouvelles technologies de reproduction, le gouvernement cherche à les contrebalancer par des amendements restrictifs quant à leur accès par les femmes. Le résultat, par exemple, serait de restreindre l'accès à l'insémination par donneur aux seules femmes « *qui ont des relations hétérosexuelles stables* ».

Manœuvres, illusions et condamnation

Les manœuvres du gouvernement ont provoqué une large condamnation du lobby médical et scientifique, conscient, à juste titre, que ce projet de loi avait toutes les chances de toucher au problème brûlant de l'interruption de grossesse.

Les adversaires de l'avortement savaient qu'un débat avec "le temps du gouvernement" ne pourrait pas être repoussé par des manœuvres de procédures. Ils espéraient arriver à imposer des restrictions à la loi en vigueur, allant même jusqu'à déclarer publiquement, juste avant le vote final, qu'ils arracheraient une restriction du délai légal à 20 semaines, sa limitation a 22 semaines étant, en tout cas, selon eux, acquise.

Bien que le Parti travailliste ait clairement pris position en faveur du "droit des femmes à choisir" librement, et que la majorité de ses députés en aient fait de même, la direction de cette formation n'a, comme d'habitude, donné aucune consigne de vote à ses élus ; l'avortement — expliquait-elle — est une affaire de "conscience individuelle". En réalité, le parti, bien que s'opposant formellement aux attaques portées contre l'avortement, refuse d'affronter sa propre aile droite sur la question.

Large front pour répondre aux attaques

Les organisations partie prenante de la campagne pour le maintien de ce droit, en particulier le NAC et le groupe de coordination créé pour l'occasion, le Collectif contre l'amendement (STAC), a décidé que la seule façon de réduire les conséquences de l'offensive menée par les adversaires de l'avortement était de se prononcer fermement contre tout changement de la loi. En même temps, et cela prouve que le NAC a évalué correctement le rapport de forces, la campagne de riposte n'a pas pris comme cible principale ceux qui pensaient que la réduction à 24 semaines était inévitable. Parmi ces derniers, on trouvait beaucoup de gens qui sont loin d'être des adversaires de l'avortement.

Une telle démarche a rendu possible la construction d'une alliance de forces très large, dans des circonstances pourtant difficiles : voilà la clé du succès final. La campagne s'est d'abord efforcée de mettre en évidence le tort que porterait à la législation sur l'avortement la tenue de la discussion en parallèle du projet de loi sur "les embryons", et que cela provoquerait un rattachement des deux législations. Un appel public demandant deux discussions séparées a été lancé ; il a obtenu le soutien du lobby médical, d'un large front politique et de secteurs importants de l'opinion publique.

L'appui des syndicats a été décisif ; la campagne, établie sur la base d'une opposition à toute restriction du droit à l'avortement, a gagné l'appui actif du Congrès des syndicats (TUC) et des fédérations nationales. Ce soutien, et en particulier, celui des structures de femmes à l'intérieur des syndicats a été fondamental car il a assuré l'expression publique de cette position opposée aux projets anti-avortement.

La campagne ne disposait que de trois semaines avant le vote décisif du Parlement, une manifestation a été pourtant organisée et un groupe de pression créé au parlement ; les syndicats, habituellement lents à riposter, ont répondu par une mobilisation massive. La manifestation qui s'est déroulée la vieille du vote a compté sur la présence d'importants cortèges des syndicats nationaux et régionaux, des employés des municipalités, etc. Malgré les courts délais de préparation, 3 000 personnes y ont participé. Cette manifestation a d'ailleurs été évoquée à maintes reprises lors des débats au Parlement. L'expression de l'opinion publique a eu une grande influence sur les votes des parlementaires, et notamment sur les députés travaillistes.

Seulement un député sur 16 est une femme, et pourtant la grande majorité des élues s'est fortement opposée aux attaques portées à l'avortement. Des femmes du Parti conservateur, comme Theresa Gorman, se sont battues contre la remise en cause de la loi de 1967 ; celle-ci est intervenue en attaquant de façon virulente non seulement les adversaires de l'avortement mais aussi la misogynie, la sexualité "machiste" et l'hypocrisie chrétienne. Cette attitude de la part d'une femme qui, sur d'autres thèmes, se trouve à la droite du Parti conservateur, n'a pas été isolée et on ne peut l'expliquer par la seule crainte des députés d'une réaction populaire contre les adversaires de l'avortement, comme cela s'est vu récemment aux Etats-Unis.

Le mouvement pour l'avortement à l'offensive

Cependant, le vote a, en général, reflété strictement les intérêts de classe. La moitié des députés conservateurs et trente députés travaillistes ont voté pour réduire le délai d'avortement légal à 22 semaines. La version finale de la clause — réduction du délai à 24 semaines — a été adoptée par 335 voix contre 129, ces derniers représentants les plus farouches adversaires de l'avortement.

Cette bataille a modifié le rapport de forces en faveur des femmes. Pour la première fois depuis 1967, le mouvement pour l'avortement est à l'offensive. Pendant que les parlementaires poursuivent l'examen du projet de loi, il est encore

possible de déposer des propositions pour rendre les conditions légales d'accès à l'avortement plus flexibles dans les douze premières semaines, comme cela existe dans d'autres pays européens. Une telle disposition pourrait réduire le nombre d'avortements pratiqués au-delà des délais légaux.

Les adversaires de l'avortement ont lancé une énorme contre-offensive, il est donc peu vraisemblable d'imaginer qu'on puisse aller encore plus loin sur la question du droit des femmes à avorter. Mais les revendications des femmes sur l'avortement sont désormais réapparues sur la place publique : voilà le succès majeur de cette bataille. ★

Mai 1990

AVORTEMENT

Le roi des Belges contre les femmes

La naissance difficile de la nouvelle loi concernant l'avortement en Belgique a éveillé l'intérêt des médias mondiaux lorsque le Roi a refusé de la signer. Après avoir déjà été votée par la majorité du Sénat, cette loi a obtenu 61 % des votes à la Chambre des députés. Avec un petit retard, elle est entrée en vigueur le 3 avril. Pour la première fois, la loi belge sur l'avortement datant de 1876 qui interdisait sans exceptions l'avortement, a été modifiée de façon fondamentale.

Ida DEQUEECKER

D'APRÈS la nouvelle loi, les femmes peuvent avorter légalement pendant les 12 premières semaines de grossesse, si elles se trouvent dans une situation de détresse dont elles sont juges. Il suffit qu'elles en fassent part elles-mêmes à un médecin. L'avortement doit être effectué par un médecin, dans une institution médicale. Concrètement, cela signifie que c'est la femme qui décide. En fait, il existait déjà tout un réseau "illégal" de centres où l'avortement était pratiqué d'après ces principes. Les avortements qui ne répondent pas aux conditions énoncées sont toujours passibles de poursuites judiciaires, sauf si la santé de la femme est en danger grave ou que l'enfant est atteint d'une maladie incurable.

Cette dépénalisation partielle, mais importante, de l'avortement est sans doute le résultat tardif, et donc peu reconnu, de vingt années de lutte du mouvement des femmes et de la gauche. Elle est aussi la conséquence d'une évolution des rapports de forces politiques, et du recul électoral du parti chrétien (*Christelijke Volks-partij*, CVP), pilier politique de la bourgeoisie, qui essaie de réconcilier en son sein les différentes classes sociales.

Le texte de la nouvelle loi, datant de 1985, et fut déposé au Sénat par les libéraux-socialistes. Malgré le fait, qu'à ce moment-là, une majorité libérale-démocrate-chrétienne détenait le gouvernement, la proposition de loi avait été inscrite à l'ordre du jour du parlement ; jamais auparavant, aucune proposition même moins radicale, n'en était arrivée là, le CVP ayant toujours réussi à les bloquer : interdiction de toucher au ciment idéologique de la foi chrétienne qui lie les travailleurs chrétiens à ce parti.

Pourquoi une telle proposition en 1985 ? Il faut savoir qu'en 1973 un médecin de Liège, qui revendiquait ouvertement la pratique d'avortements à la demande des femmes, avait été arrêté et emprisonné pendant trente-trois jours en préventive ; un tel châtiment n'était plus concevable à la fin des années 70. Plusieurs cliniques universitaires pratiquaient ouvertement des avortements, et des centres avaient été ouverts en Wallonie et à Bruxelles. En 1980, un autre centre fut également inauguré à Gand, en Flandres. Donc, de fait, la législation en vigueur n'était plus respectée depuis des années. A partir de 1974, lors des grandes mobilisations pour l'avortement, les différents gouvernements belges — toujours à majorité démocrate-chrétienne — se voyaient souvent confrontés au problème de l'avortement, même s'ils essayaient d'éviter cette question explosive.

En 1974, la question de l'avortement avait été renvoyée à une "Commission d'éthique" qui émit un avis partagé (treize voix favorable à la modification de la loi, douze contre). Dès lors, les déclarations gouvernementales ont fait systématiquement de l'avortement "une affaire du Parlement". Plusieurs tentatives libérales d'introduire une modification modeste de la loi (autorisant l'avortement si la santé de la femme était menacée) se sont heurtées au refus du CVP.

Pendant toute une période, les tribunaux, en attendant une adaptation de la législation, avaient pris une attitude tolérante par rapport au réseau — toujours plus important — qui le pratiquait. Mais les poursuites judiciaires ont repris à partir de 1982-83, sans être systématiques ; au contraire, elles étaient fort arbitraires. En 1985 a eu lieu un procès "monstre" contre 52 collaborateurs et patientes du centre d'avortement de Gand. La même année, une enquête universitaire enregistrait 15 940 avortements, dont 5 000 pratiqués au Pays-Bas, et les autres dans les hôpitaux universitaires et des centres en Belgique.

Bref, une situation intolérable se développait, y compris du point de vue de l'Etat démocratique bourgeois. Néanmoins, le CVP maintenait son refus du moindre compromis.

Pressions sur le CVP

C'est dans ce cadre qu'est arrivée la proposition des libéraux-socialistes, avec l'appui des Verts, qui a été la base de la nouvelle loi adoptée. L'alternative proposée avait le mérite de correspondre à la pratique des avortements qui existait dans les faits. Elle a été vue comme un acquis par de larges couches de la population. Le CVP, parti qui s'éternise au gouvernement et qui incarne la politique d'austérité, est obligé d'avoir aujourd'hui une position politique plus autonome par rapport au mouvement ouvrier chrétien ; depuis la réforme de l'Etat de 1987, il doit quand même travailler face au Parti socialiste qui est majoritaire en Wallonie.

Avec son "rejet" traditionnel de tout changement de la loi sur l'avortement, le CVP a fini par se trouver dans une posi-

tion clairement minoritaire avec, comme seul allié, l'extrême droite pour essayer d'utiliser des avis du Conseil d'Etat afin de bloquer la proposition libérale-socialiste. Finalement, ceux dans les rangs du CVP qui menaçaient de faire tomber le gouvernement si la proposition de loi était adoptée ont dû se plier aux arguments des "réalistes" ; une dernière tentative pour trouver un compromis n'a abouti à rien (permettre l'avortement si la santé de la femme était menacée, et dans les cas de viol et d'inceste). Même la déclaration avec laquelle le CVP voulait se consoler, en expliquant qu'au moins en Flandres sa position avait été majoritaire, est partie en fumée après le vote : une majorité des représentants flamands ont voté pour la loi.

Le roi s'en mêle

Il existe une explication supplémentaire à l'attitude rigide du CVP : la cour avait fait savoir de façon discrète que le très catholique roi Baudouin était opposé à la proposition de loi ; mais, en vain. Lorsque celle-ci a été votée, le roi a renoncé à ses devoirs constitutionnels : il a refusé de signer la loi en invoquant des problèmes de conscience insurmontables. Caprice d'homme "mélancolique" que le roi a la réputation d'être ? Non, dans le contexte politique belge (forces centrifuges dans le cadre de la réforme de l'Etat, politique d'austérité et résistance, etc.) il faut comprendre l'initiative du roi — symbole et clé de l'unité du pays — comme une tentative consciente d'intervenir de façon autoritaire dans ce débat.

De façon unanime, le Parlement a laissé faire le roi en proclamant son incapacité temporaire à gouverner. Au moment où les ministres signaient la loi à sa place, le roi s'adressait à la nation sur un ton de père juste mal compris. 55 % des citoyens ont déclaré comprendre son attitude. Voilà qui peut créer un précédent qui permette une intervention au-dessus de la mêlée parlementaire.

L'ensemble des partis, y compris les socialistes et les Verts, a couvert cette intervention du roi — alors que, d'après la Constitution, celui-ci n'a pas le droit d'exprimer ouvertement ses opinions politiques — avec des discours moralisateurs selon lesquels le roi, qui est un être humain, a le droit d'avoir une conscience personnelle.

Les socialistes ont fait preuve de peu d'initiative sur l'avortement — que ce soit au parlement ou ailleurs. Cependant, la proposition de loi socialiste de 1974, qui voulaient changer la loi sur l'avortement tout en tenant compte des sensibilités du CVP, a eu le mérite, avec les premières déclarations de médecins, de lancer le débat sur l'avortement.

Mais, déjà à cette époque-là, le nouveau mouvement des femmes, y compris des secteurs du mouvement traditionnel, jugeait cette proposition insuffisante, exigeant que le droit de la femme à choisir soit reconnu. Ce n'est qu'après les grandes mobilisations des années 70 avec le mot d'ordre « *Avortement hors du code pénal, la femme décide* », qu'une proposition de loi socialiste a vu le jour en 1978 pour dépénaliser l'avortement. Le mouvement des femmes et la gauche révolutionnaire ont appuyé cette initiative. Cependant, rien n'a été fait par les initiateurs de la loi pour déclencher un mouvement large de soutien dans la société, aucune politique n'a été développée en direction du mouvement ouvrier chrétien (par exemple, en lui demandant de ne pas faire obstacle à un vote au Parlement pour des motifs démocratiques). Mais le PS avait plus ou moins redoré son blason avec cette affaire, et la question de l'avortement a été renvoyée au calendes grecques.

Lorsque, finalement, un changement de loi acceptable ne paraissait plus être hors de portée au niveau parlementaire, les socialistes, qui viennent de rentrer au gouvernement, ont tout fait pour limiter les actions de soutien des mouvements qu'ils ne contrôlent pas. Ils ont expliqué qu'il fallait éviter de heurter les équilibres délicats existant au Parlement et au gouvernement. Les Verts sont allés dans le même sens car ils craignent des répercussions électorales négatives.

Le mouvement des femmes et la gauche

Mais le fait d'armes parlementaire a été précédé par vingt années d'actions et d'activités de masse, où le nouveau mouvement des femmes et la gauche révolutionnaire ont joué un rôle moteur irremplaçable : les grandes mobilisations unitaires des années 70, les comités pour l'avortement et leur lutte pour constituer un large front unitaire, les actions de sensibilisation (par exemple, la journée nationale des femmes de 1976 : « *Avortement, la femme décide* »), la fondation des centres illégaux d'avortement, les mobilisations contre les procès dont ont été victimes les animateurs et patientes, etc.

C'est surtout toute cette activité qui a fait changer les mentalités en profondeur et qui a créé les conditions pour que les femmes puissent revendiquer dignement un droit démocratique fondamental qui leur a été longtemps interdit par l'idéologie patriarcale de la famille : le droit de disposer de leur corps. Celle-ci a permis de revendiquer le droit à l'avortement.

L'existence des dispositions permettant l'avortement n'en a pas fait augmenter le nombre, au contraire. Leur nombre, en Belgique, était de 19 000 à 34 000 par an entre 1968 et 1972 ; il a chuté, entre 1978 et 1982, de 13 000 à 15 000. La levée de l'interdiction de propagande sur les moyens de contraception (intervenue en 1973) a apparemment très vite conduit à leur utilisation généralisée. En Flandres, au début des années 80, trois fécondations sur dix sont toujours considérées comme non-désirées ; une bonne moitié de ces grossesses est interrompue volontairement. Cette évolution de la société a sans doute eu aussi des répercussions dans les milieux chrétiens. La condamnation de la nouvelle loi par les évêques a eu peu d'écho dans la population ; celle-ci, par sa pratique, a devancé la nouvelle loi.

Une avancée importante

Le droit de la femme à décider est la clé de voûte de la nouvelle loi. Elle reconnaît son droit à l'autodétermination. Les parlementaires partisans de la nouvelle loi veulent enfermer cette idée dans les termes libéraux étroits de la "liberté personnelle" : comme s'il s'agissait d'un conflit d'intérêts entre la femme et l'embryon, un conflit de valeurs entre le droit de la femme à disposer de son corps et le respect de la vie.

Cette approche contourne la problématique de la maternité sous le capitalisme, qui est liée à l'oppression spécifique des femmes dans la famille. Le droit à l'avortement implique à la fois le droit de refuser la maternité en général, et cette maternité spécifique dans l'oppression ; le problème des alternatives, d'une société où la maternité n'est pas oppressive est alors posé. Tout cela n'a certainement pas été mis à l'ordre du jour au parlement ! Et pourtant l'avortement fait partie des délits « *contre l'ordre de la famille et de la moralité publique* » ; ce point fait bel et bien partie intégrante des discussions sur l'avortement dans le mouvement des femmes.

Même si la Belgique vient d'adopter une nouvelle loi, le débat parlementaire est loin d'être fini. Pour consoler le CVP, le Parlement a voté la constitution d'une commission d'évaluation sur l'avortement. Cette commission doit rassembler des statistiques, mais aussi formuler des avis pour des initiatives législatives ; sur la base de son rapport, un débat parlementaire aura lieu tous les deux ans. Il sera difficile pour le CVP de faire marche arrière, mais il faut rester vigilant. ★

6 juin 1990

Le spec
football i

Par la présence de l'ancien secrétaire correspondant de presse et des président Cameroun et, bien sûr, Cossiga d'Itali football, le Mondiale, en Italie, le 8 juin directs qui existent entre le sport-spectac gouvernements. Si, cette fois, il ne s'agi prisonniers politiques argentins (197 tremblement de terre de Mexico (1982), qui entoure cet "événement"

En Italie même, tous ne cèdent pas à la contraire, pour mettre leurs luttes sur le métallurgie et de la chimie de Milan, en lu leur convention collective, ont distribué p des matchs, couvert la ville d'affiches rev de grève et effectué une manifestation im du secteur public (chemins de fer, hôpit menace d'une grève qui créérait la pa revendications. Quant au gouvernemen Coupe du monde pour faire passer "à visant à limite

Plus directement contre le Mondiale, l'écrivain Alberto Moravia, organise diver monde en collaboration avec des ass écologistes, etc. Le 8 juin, jour de l'ouv appelée, entre autres, par *Democrazia P* à Milan, avant d'être très rapiden

Jean-Ma

UNE THEORIE critique de la société (1) se doit de comprendre la frénésie spectaculaire qui s'empare de plus en plus des sociétés capitalistes contemporaines. Le football-spectacle est un dispositif central de la spectacularisation télévisuelle qui s'organise à l'échelle européenne et mondiale en tant que spectacle du capital qui se donne en spectacle (2). Malgré les réflexions pédantes de quelques "sociologues" et "anthropologues" contemporains (3), tous professionnels amateurs, si l'on peut dire, de l'apologie béate ou nuancée, tous supporters du fait accompli, bien peu d'observateurs ont réussi à comprendre la logique du football comme entreprise de profit et d'abrutissement : profit de l'abrutissement et abrutissement par le profit. Pour saisir les contradictions qui agitent le football il faut avoir présent à l'esprit quelques idées forces.

Une entreprise capitaliste de type nouveau

L'avènement du football-spectacle est totalement déterminé par le développement historique du mode de production capitaliste, puis de l'impérialisme en tant que marché mondial. Les cycles d'expansion de ce sport sont liés aux grandes périodes de développement du capitalisme, de la même manière que l'exportation du football aux quatre coins de la planète, sa pénétration dans les zones nouvelles liées à l'extension de l'impérialisme, à son appétit insatiable de conquêtes et de surprofits. Comme le remarque Rosa Luxembourg : « *L'impérialisme est l'expression politique du processus de l'accumulation capitaliste, se manifestant par la concurrence entre les capitalismes nationaux autour des derniers territoires non capitalistes encore libres du monde.* (...) *Le capitalisme est la première forme économique douée d'une force de propagande ; il tend à se répandre sur le globe et à détruire toutes les autres formes économiques, n'en supportant aucune autre à côté de lui* » (4).

Le football tend, lui aussi, porté par la vague impérialiste, non seulement à pénétrer tous les pays les uns après les autres, mais également à supplanter les pratiques corporelles traditionnelles, les sports populaires ou les jeux ancestraux. Il faut donc le considérer comme une superstructure politico-économico-idéologique du capitalisme avancé, au même titre que les multinationales, les marchés boursiers, les banques, les trusts, les cartels, les réseaux médiatiques (*networks*), etc.

L'économie politique du football est de bout en bout une économie politique capitaliste. Pire même, elle participe aujourd'hui de la dynamique capitaliste et impérialiste dans son ensemble, et en particulier de sa dynamique idéologique. Comme le note Ernest Mandel : « *La structure et l'idéologie de la société du troisième âge du capitalisme créent des modes de comportement reposant sur la contrainte de performance menant au stress et à la névrose et sur la soumission à l'autorité technologique. De tels modes de comportement limitent systématiquement le développement de la pensée et de la conscience politique, mènent au conformisme et à l'obéissance aveugle* » (5).

Non seulement la genèse du football, mais aussi sa structure, sont totalement déterminées par le mode de production capitaliste. Les rapports de production du capitalisme ont pénétré l'institution du football au point d'en faire une entreprise capitaliste comme une autre. Les rapports du salariat sont devenus hégémoniques dans ce sport. De riches entrepreneurs (groupes industriels, hommes d'affaires, sponsors, etc.), tentés par la perspective du profit, investissent dans du capital constant fixe (installations, stades) ou dans du capital variable (salaires). Ils n'hésitent pas à dépenser des sommes considérables dans des opérations de promotion publicitaire afin de prendre leur part du marché du spectacle sportif. Ils achètent, vendent, transfèrent, échangent, louent des joueurs, véritables mercenaires du crampon qui vendent leur force de travail, leur habileté sportive et leur talent au plus offrant.

L'entreprise du football oppose par conséquent ceux qui apportent des capitaux et qui ceux apportent des performances (il n'est pas rare d'entendre dans le milieu que tel joueur vaut vingt buts par saison, autrement dit une espérance de victoires et donc de gains !). C'est ce rapport inégalitaire d'exploitation, même si les joueurs sont surpayés — ce qui est loin d'être le cas pour tous —, qui explique au fond la lutte de classes larvée, rampante qui oppose les joueurs aux dirigeants. Parallèlement à ces rapports de patron à ouvrier, on voit se constituer un véritable marché du football. Et ce marché est double.

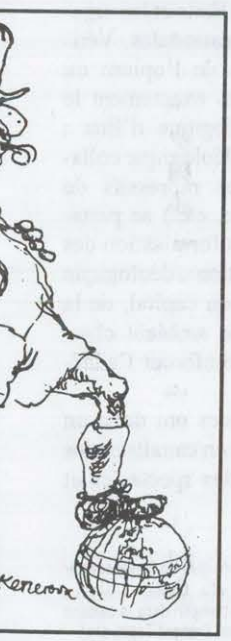
Il concerne d'abord les spectateurs que les clubs tentent de s'arracher (en moyenne 14 à 15 000 spectateurs par match, en première division française) ou qu'on essaye de "vendre" à des annonceurs et des sponsors (chacun sait que la publicité est attirée par le taux d'audience !). Il concerne ensuite, bien évidemment, les joueurs considérés comme de pures marchandises, comme de véritables valeurs d'échange.

Sur ce marché règnent toutes les tendances que l'on peut observer sur le marché capitaliste en général : tendances inflationnistes des coûts et des prix, chômage des petits besogneux du ballon rond, licenciements, faillites, restructurations, etc. Ce marché est international et structuré par des filières qui sont de bons indicateurs des rapports de forces économiques mondiaux. Il suffit de prendre la composition de n'importe quel club profession-

tacle du
npérialiste

Etat américain Henry Kissinger déguisé en
Color du Brésil, Menem d'Argentine, Biya du
le coup d'envoi de la Coupe du monde de
990, a prouvé une fois de plus les rapports
et l'aliénation préméditée des masses par les
as d'aller jouer sur les corps suppliciés des
ou dans les ruines encore branlantes du
débauche financière, médiatique et policière
ortif ne peut laisser indifférent.
lie du Mondiale et certains en profitent, au
evant de la scène. Ainsi, les travailleurs de la
e pour exiger une renégociation équitable de
s de 50 000 tracts d'information à l'occasion
dicatives et, le 13 juin, observé une journée
rtante. Par ailleurs, dans plusieurs branches
x, musées, banques), les salariés utilisent la
que en plein Mondiale pour appuyer leurs
l joue également la montre et la carte de la
sauvette" un projet de loi au parlement
e droit de grève.
groupe de 101 intellectuels italiens, dont
s activités de protestation contre la Coupe du
iations de consommateurs, des groupes
ture de la compétition, une manifestation,
etaria, a regroupé environ 1 500 personnes
nt dispersée par les forces de police.

e BROHM *



nel en France ou à l'étranger pour constater la présence d'Africains, de Maghrébins, de Yougoslaves, de Latino-américains, de Britanniques, d'Italiens, d'Espagnols, etc. Ces filières (par exemple la filière yougoslave) sont soigneusement tenues par des intermédiaires qui les gèrent comme leurs fonds de commerce, en essayant au passage de prélever leur part ou en jouant les impresario obligatoires (on dit qu'en Italie la mafia tiendrait plusieurs joueurs et clubs). Des sommes considérables tran-sitent ainsi sur ce marché international du football à travers les transferts, transactions et échanges. Il faut savoir que l'attaquant britannnique Waddle, acheté par Marseille, l'a été pour 45 millions de francs français lourds, que Maradona avait été aussi acheté par Naples pour plusieurs dizaines de millions de francs et que les salaires en France peuvent aller jusqu'à 1 million de francs par mois (6).

En France, le salaire moyen pour un professionnel est de 85 000 francs par mois, chiffre qu'atteignent six clubs. Les travailleurs qui touchent le salaire minimum (en France il dépasse de peu les 4 000 francs), qui regardent les matchs et jouent au loto apprécieront ! Il va de soi que, dans cette atmosphère financière, les arrangements souterrains sont légion et que le fisc bourgeois a toutes les peines du monde à intervenir (caisses noires, abus de biens sociaux, doubles billeteries, malversations diverses, etc.). Compte tenu du fait que le marché n'est pas extensible à souhait, la lutte concurrentielle qui fait rage aboutit insensiblement — et là aussi c'est une loi du capitalisme — à la concentration des entreprises et à la constitution de monopoles. Monopoles nationaux d'abord (en France, les clubs de Bordeaux et Marseille), puis multinationaux ensuite.

Avec la construction de l'Europe de 1993, on peut imaginer en effet que les fusions d'entreprises toucheront également le football et que l'on verra s'affronter de super-clubs dans un super-championnat européen (Fiat, Philips, Opel, etc.). Aujourd'hui, d'ailleurs, les dirigeants des grands clubs ne sont plus issus du milieu du football, mais directement des affaires (7). Le football est aujourd'hui tenu de "a" jusqu'à "z" par le capital, ce qui ne laisse guère de place aux illusions réformistes de ceux qui voudraient l'assainir, voire lui donner une dimension culturelle...

Une multinationale impérialiste

Le football est devenu une branche économique intégrée à la division du travail dans le cadre du mode de production capitaliste. Au même titre qu'il existe une "industrie de l'enseignement" (8), on peut légitimement parler d'une industrie du football. Cette industrie se définit par ses facteurs et ses produits, l'organisation de sa production, sa productivité, ses coûts, la part qu'elle occupe dans le produit national, etc. Sa production n'est pas strictment matérielle — encore qu'elle contribue à augmenter le stock des équipements et du matériel sportif, etc. — ; elle a donc un effet d'entraînement sur l'industrie du bâtiment, des équipements, des articles de sport, etc. Sa production est constituée par une marchandise d'un genre spécial sous le capitalisme : le spectacle sportif, marchandise qui a sa valeur d'usage (le "plaisir" qu'elle procure aux supporters du ballon rond) et une valeur d'échange

Chaude camaraderie...

22 octobre 1989 : Deux jeunes supporters néerlandais lancent deux bombes à fragmentation dans la tribune des partisans d'un club "ennemi", blessant dix-neuf personnes dont neuf grièvement.

3 mars 1990 : De jeunes soviétiques provoquent de très violents incidents à la sortie d'un match en Ouzbékistan.

Selon des sources non officielles, il y aurait eu plusieurs morts.

14 mars 1990 : Sérieux affrontements entre les supporters (et les joueurs !) du Dinamo de Zagreb et de l'Etoile rouge de Belgrade, en Yougoslavie. Bilan : 60 blessés.

28 mars 1990 : En RDA, la police charge 200 supporters du FC Berlin.

17 avril 1990 : La police de RFA arrête 206 personnes à la sortie d'un match après des échauffourées. ★

---

* Jean-Marie Brohm est directeur de publication de la revue *Quel Corps ?*

1) Voir Theodor W. Adorno, *Modèles Critiques*, Paris, Payot, 1984, p. 211 : « *Les tendances répressives, c'est-à-dire des individus représentant des penchants sadiques refoulés, naissent partout et résultent de l'évolution globale de la société* (...). *Partout où la conscience est mutilée, elle se replie sur le corps et la sphère du corporel et prend la forme aliénée d'un acte de violence* (...). *C'est ici qu'il faudrait étudier le rôle du sport que la psychologie sociale critique n'a pas encore suffisamment étudié* ». Sur la mercantilisation spectaculaire de la société capitaliste, voir le livre classique de Guy Debord, *La société du spectacle*, Paris, Buchet-Chastel, 1967.

2) Sur cette question voir Michel Beaulieu, Jean-Marie Brohm et Michel Caillat, *L'Empire football*, Paris, EDI, 1982.

3) De manière limitative, car cette littérature donne la nausée, voir Alain Ehrenberg, *Le football et ses imaginaires*, Les Temps Modernes, n° 460, novembre 1984 ; *Une passion planétaire* dans la revue *Autrement*, n° 80, mai 1986.

4) Rosa Luxembourg, *L'accumulation du capital*, Paris, Maspéro, 1969, tome II.

5) Ernest Mandel, *Le troisième âge du capitalisme*, Paris, 10-18, 1969, tome III.

6) Sur cette question voir l'enquête de *L'Equipe* des 9 et 10 mai 1990, "L'argent du foot". D'un point de vue plus général, voir Jean-François Bourg, *Football business*, Paris, Olivier Orban, 1986.

7) Jean-Luc Lagadère, PDG du groupe de communication international HACHETTE et de la multinationale d'armement et télécommunications MATRA, a dirigé le Racing Club de Paris ; Daniel Hechter, PDG d'un important groupe textile, le club de Strasbourg ; l'homme d'affaires Nicolin, celui de Montpellie,r et Bernard Tapie, entrepreneur spécialisé dans la "reprise"des entreprises en difficulté, "compagnon de route" du PS, et député de Marseille est le patron de l'équipe de football de cette ville.

8) Voit Thanh Khoi, L'industrie de l'enseignement, Paris, Minuit, 1967.

Sous les crampons, les gros sous...

● 7 000 journalistes ; 150 chaînes de télévision ; 15 satellites de télécommunication.

La Radio télévision italienne (RAI) a payé 71 millions de dollars à la Fédération internationale des associations de football (FIFA) pour avoir l'exclusivité des droits de retransmission. Cette dernière espère réaliser 164 millions de dollars de profits grâce au Mondiale. Toutes les chaînes internationales vont effectuer des gains publicitaires colossaux grâce aux retransmissions.

● La finale sera retransmise à 1 100 millions de téléspectateurs, soit un quart de la planète, dans 148 pays. Nombre global de téléspectateurs durant l'ensemble du Mondiale : 26,5 milliards

● Le gouvernement italien a financé la construction de deux stades et le réaménagement de dix autres ; d'après de nombreux observateurs, ces travaux ont été effectués à la va-vite et sans aucun respect des normes de sécurité. Les conditions pénibles de travail (heures supplémentaires, cadences très rapides, etc.) ont causé 678 accidents dont 25 décès. Le budget initial de 885 millions de dollars a sans doute été multiplié par deux : ainsi, à Gênes, on est passé d'un projet de 36 millions à plus de 97 millions de dollars. Or, dès le premier match, le toit du stade olympique de Rome prenait l'eau...

● Le gouvernement italien a également consacré 4,5 milliards de dollars à l'amélioration des infrastructures de transport et des télécommunication afin que le Mondiale se déroule dans les meilleures conditions, au grand dam des contribuables qui n'apprécient pas les joies fiscales du ballon rond. Là encore, tout a été bâclé : ainsi, le jour de son inauguration, le train rapide entre l'aéroport de Fiumicino et Rome, qui a coûté la bagatelle de 650 millions de dollars, n'a pas réussi à quitter la gare ; à Rome toujours, un tunnel routier flambant neuf menant au stade olympique devra être détruit à l'issue du Mondiale car les architectes ont oublié d'y réaliser des trottoirs.

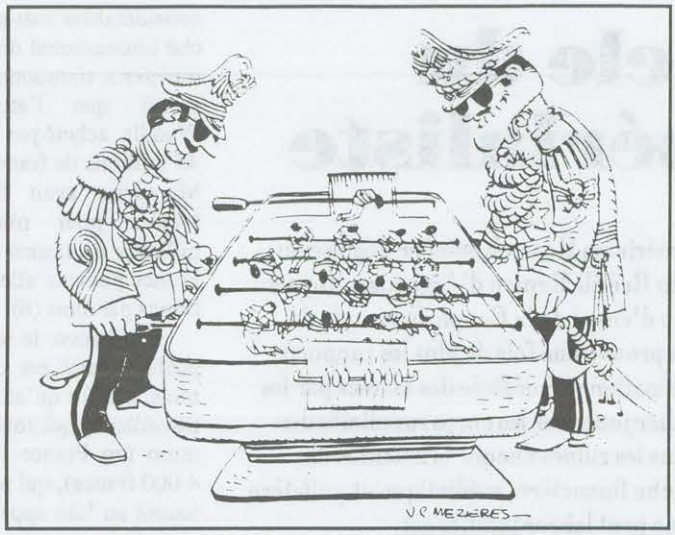
● On estime que la vente de souvenirs du Mondiale (avec la fameuse figurine *Ciao*) dépassera 1,3 milliard de dollars.

Après la finale, une entreprise privée revendra de petits carrés de la pelouse du stade olympique de Rome pour plus de 100 dollars pièce... Profits en vue : 23 millions de dollars.

● La Fédération italienne de football a promis de donner une prime de 200 000 dollars à chacun de ses joueurs si l'équipe arrive en demi-finale, de 400 000 si elle remporte le Mondiale.

Les footballeurs des Emirats arabes unis ont reçu chacun la modique somme de 368 000 dollars. ★

matérialisée par le prix qu'il en coûte pour mettre sur pied un spectacle. C'est cette marchandise que les clubs vendent de plus en plus aux collectivités locales désirant organiser des matchs de gala, aux télévisions, voire aux journalistes qui veulent simplement en rendre compte (voir les débats provoqués par le président du club de Bordeaux, Claude Bez, un raciste notoire, qui refusait toute idée de « *droit à l'information sportive* », celle-ci étant pour lui une marchandise comme une autre, le produit-spectacle appartenant au club qui le fournit !). La productivité d'une entreprise insérée dans cette industrie du spectacle sportif est déterminée par le rapport entre les coûts investis (investissements, endettements à rembourser, salaires, frais généraux, frais d'entretien, etc.) et les profits annuels qui sont soit réinvestis dans les clubs — en particulier dans l'achat de vedettes de plus en plus cotées à la bourse des joueurs —, soit distribués.



Une industrie florissante

La recherche de la productivité passe par le classement sportif : être en tête du championnat ou de la coupe implique une montée dans les championnats de niveaux supérieurs, notamment au niveau européen qui est le rêve de tout club, car les recettes sont garanties (droits de retransmission télévisée, annonces publicitaires, recettes sur billets, etc). Cette industrie du spectacle du football tisse évidemment des liens d'association avec d'autres industries et fait vivre, presque par sous-traitance, des "sous-industriels". Ainsi un club fait-il faire des affaires aux agences de tourisme, aux compagnies de transport, aux vendeurs de boisson (on sait que les supporters ont soif !), aux industries du vêtement (tenues, gadgets vestimentaires, etc), aux marchands de souvenirs, etc.

En même temps, cette industrie du spectacle cherche à se prémunir contre les risques de la conjoncture. Jouant sur le chantage à la popularité, les clubs, qui ne sont pas avares de compliments lorsqu'il s'agit d'aider les politiciens locaux (9), essayent de se faire prendre en charge financièrement par les municipalités auxquelles ils rendent en contre-partie de multiples services idéologiques. Cela va de la caution bancaire pour des prêts à long terme à des subventions municipales de plus en plus importantes pour éponger les déficits au nom de la lutte pour l'emploi (pensez, onze mercenaires au chômage...), en passant par des associations de partenariat et autres services gratuits. Les impôts locaux, en principe destinés à l'action publique, servent ainsi à engraisser à fonds perdus des entreprises privées... de tout scrupule ! Malgré quelques résistances, les conseils municipaux peuvent difficilement risquer de mécontenter leurs administrés qui sont eux aussi des supporters...

La Fédération internationale de football (FIFA) constitue aujourd'hui une véritable multinationale, un cartel international chargé de faire fructifier l'empire du football. Organisation intercontinentale, c'est à la fois un organisme de gestion, une administration sportive, un organisme financier et un groupe de pression politico-idéologique très puissant capable de se faire écouter par les Etats et les organisations bancaires internationales. Véritable pieuvre ou Eglise de l'opium du peuple, la FIFA joue très exactement le rôle d'un appareil idéologique d'Etat : c'est-à-dire un appareil idéologique collaborant avec les organes répressifs de l'Etat (l'armée, la police, etc.) se partageant le travail de chloroformisation des consciences et d'aliénation idéologique avec toutes les agences du capital, de la religion et du crétinisme ambiant chargées de perpétuer et de renforcer l'adhésion à l'ordre établi.

La FIFA et ses agences ont donc un rôle de régulation sociale en canalisant les masses populaires vers des spectacles et

9) Voire Claude Bez, le président du club de Bordeaux par rapport au maire gaulliste de cette ville, Chaban Delmas ; l'Olympic de Marseille est devenu un tremplin dans la carrière électorale du "député-homme d'affaires" Bernard Tapie, etc.).

des "loisirs" d'une pauvreté culturelle affligeante, en les accoutumant à consommer des produits infantillisants et régressifs, en les habituant à célébrer des images de marques ou des marchandises (stars transformées en "hommes-sandwiches"), en enfermant ainsi leur horizon dans l'espace mortifère de la lutte pour la vie et la compétition de tous contre tous (10).

Une violence cannibale

Les spectacles de football constituent aujourd'hui des incitations au meurtre légitime. Toutes les semaines, sur tous les stades du monde et à longueur d'années, les violences se succèdent dans la surenchère. Les naïfs ou les cyniques ont dû déchanter, lorsqu'en mai 1985, survint le carnage du Heysel, lors de la Coupe d'Europe des clubs entre la Juventus de Turin et Liverpool. Bien entendu, la presse a cherché l'explication dans la "fatalité" ou dans la faute à "pas de chance".

Tout était prêt pour la grande fête du football, lorsqu'éclata le massacre, comme une fatalité : telle est, du moins, l'explication dominante. Selon le journal français *Le Parisien Libéré* : « *Le carnage aurait sans doute été évité sans une incroyable coïncidence : la fatalité a voulu en effet que, à côté des supporters de Liverpool surexcités, s'installent les Italiens de Bruxelles... Un événement totalement imprévisible* (...). *Pour comprendre à quel point le hasard encore a joué...* » (3 mai 1985).

Tout avait commencé comme une soirée ordinaire de football que tous les média s'empressaient de diffuser, nous disait-on, alors que : « *Voilà des heures que monte la tension. Sur le terrain deux équipes de minimes belges s'affrontent. Mais personne ne les regarde. Or, à bien y réfléchir, un stade est comme un concentré de violence : ou bien elle s'exprime, règlementée, plus ou moins canalisée, sur le terrain et chaque joueur exprime la passion des supporters ; ou bien, elle risque d'exploser ailleurs, dans les tribunes.* » (*Le Point*, 3 juin 1985).

Ce même hedomadaire français, relate le témoignage d'un supporter italien : « *Brusquement, ils* [les Anglais, ndlr] *ont enfoncé la barrière de séparation pour envahir notre tribune. Nous* [les supporters italiens] *avons reculé à l'autre bout. C'était une panique incroyable. Nous nous sommes trouvés tout de suite coincés contre un mur.*

« *Certains ont été écrasés ou piétinés. J'ai vu un enfant écartelé. Des spectateurs sont tombés de la tribune, d'une hauteur de sept mètres.*

« *Moi j'ai eu de la chance, mais je ne sais pas si je retournerai jamais voir un match de football.* »

Les sociologues de sous-préfecture s'en sont donnés à cœur joie pour tenter d'expliquer l'horreur de Bruxelles. Max Gallo, ancien porte-parole du premier gouvernement de Mitterrand en 1981 et plumitif du Parti socialiste, y est allé de son couplet humanitaire : « *Nous avons vu. Nous étions des millions à regarder. On a tué devant nous. Les corps entassés, violacés, étaient chez nous. Puis les joueurs sont venus.* (...) *Nous avons assisté à un film d'horreur et de guerre.* (...) *Que reste-t-il dès lors aux "pauvres" ? Comment crever les écrans tendus autour d'eux et où ne se reflète qu'un succès auquel ils n'accèderont pas ? Les bandes violentes, ce sont les sections d'assaut qu'ils créent, anarchiquement et spontanément, pour exprimer leur révolte innée, refoulée, inutile. Ces hommes sont jeunes, souvent chômeurs, sont-ils les guerriers*

10) Voir, de manière limitative, Dominique Duvauchelle, *Le football, le plaisir, la violence*, Paris, Le Solitaire, 1979 ; Gerhard Vinnai, *Fussballsport als Ideologie*, Francfort, Europaïsche Verlangsanstalt, 1970 ; Juan Jose Sebreli, *Futbol y Masas*, Buenos Aires, Editorial Galerna, 1981 ; Jean-Louis Deshaies, *Football, spectacle et violence*, Paris, Chiron, 1987.

Les flics aiment le foot

LE MONDIALE, "fête du sport", est l'occasion d'une intégration sur le terrain sans précédent des polices européennes, sous couvert de combat contre le hooliganisme. Depuis le carnage du Heysel en 1985, le spectre des *hooligans* anglais hante les polices européennes et sert de prétexte à un fichage généralisé de la jeunesse.

FIN 1989, le ministère de l'Intérieur britannique a créé une unité nationale de renseignement sur le football chargée de contrôler les *hooligans*. L'une de ses premières tâches a été de veiller au "bon déroulement" du Mondiale en fournissant à ses collègues italiens les noms de plus de 100 personnes fichées comme "pouvant être dangereuses" ainsi que ceux des 34 hooligans supposés être les "plus durs". Un téléphone rouge entre les deux polices a été installé afin de permettre un échange d'informations permanent, et la presse britannique n'hésite pas à révéler que des policiers britanniques ont infiltré les bandes de supporters afin de suivre au plus près leurs agissements en Italie.

LA POLICE française participe aussi de cette grande opération de fichage international : elle contrôle les supporters à leur descente de ferry et les renvoit en Grande-Bretagne dès l'apparition du moindre "vice de forme" administratif. Les autorités de République fédérale d'Allemagne (RFA), quant à elles, ont déclaré qu'elles surveilleraient davantage leurs frontières après les violents affrontements entre supporters ouest-allemands et yougoslaves à Milan, le 1er juin dernier (ils ont été dispersés à l'aide de grenades lacrymogènes par la police italienne et deux supporters allemands ont été condamnés à un an de prison par un tribunal italien).

EN ITALIE même, 42 000 policiers et carabiniers sont sur le pied de guerre sous prétexte d'assurer la sécurité à tous les niveaux (gares, aéroports, villes où se déroulent les matchs — ainsi la ville de Milan accueille 3 500 policiers supplémentaires) ; plus de 20 000 d'entre eux sont spécifiquement chargés de la protection des stades et ont reçu une formation anti-émeutes spéciale — qui pourra toujours leur servir à nouveau. Les spectateurs doivent franchir trois contrôles musclés de police avant d'accéder aux tribunes ; les stades sont surveillés en permanence par des caméras-vidéo et des hélicoptères ; les chiens policiers montrent les dents...

A CAGLIARI, dans l'île de Sardaigne, où ont lieu les trois premiers matchs de l'équipe anglaise pour cause de facilité de tri des supporters, grâce à la traversée maritime, de violents incidents ont opposé forces de l'ordre italiennes et *hooligans* britanniques, le 11 juin. Les brigades anti-émeutes de la police italienne ont répondu extrêmement violemment aux provocations de jeunes supporters anglais éméchés, en en blessant quatre, dont un grièvement, lors d'une charge. Ils ont même molesté deux photographes anglais.

LORS de la rencontre Irlande-Angleterre du 11 juin à Cagliari, 2 000 policiers entouraient le stade tandis, qu'à l'intérieur, 1 500 autres dressaient des cordons de sécurité entre les différentes nationalités (Anglais et Irlandais, mais aussi *hooligans* italiens, les *ultras azzurri* qui voudraient se "venger" des Anglais depuis la boucherie du Heysel). Après le match, la police anti-émeutes italienne, l'arme au poing, a canalisé les partisans des deux équipes jusqu'à la gare de Cagliari, les séparant par un mur humain.

A LA SUITE de cette journée, où seuls quelques incidents entre Anglais et Irlandais ont pu être déplorés, un porte-parole du gouvernement britannique a déclaré que son pays était « *relativement content de la façon dont l'Italie avait tenu en main le match Irlande-Angleterre* »...

PAR AILLEURS, de nombreuses expulsions de "fauteurs de troubles" de différentes nationalités ont déjà eu lieu, toujours grâce à la collaboration étroite entre les autorités de police italiennes et celles des différents pays concernés. ★

d'une époque sans guerre ? » (*Le Matin de Paris*, 31 mai 1985).

Le chœur des pleureuses du journal sportif français, *L'Equipe* donna, lui, dans la défense et l'illustration du football : : « *Gardons-nous des amalgames faciles. Envoyer dans le désert de l'incompréhension chargé de tous les pêchés de notre temps, un football devenu un bouc émissaire idéal, relèverait de l'injustice.* (...) *Cette montée de la violence et de l'intolérance n'annonce pas forcément, un demi-siècle après l'épouvantable tragédie* (...), *une nouvelle "nuit des Longs couteaux."* (...) *Le mal court aujourd'hui avec des souliers de vent. Pour le combattre, ce n'est pas le football qu'il faut encore accuser, mais tout le sport qu'on doit défendre* » (28 août 1985). Le prêtre attitré de la religion du football dans *L'Equipe* a été encore plus ignominieux : « *Oui, les ennemis du sport sont terribles : il a suffi qu'un drame affreux éclate mercredi soir au stade du Heysel, à Bruxelles, pour que l'on assiste à un déferlement d'invectives, à un amalgame d'arguments de mauvais goût, comme si tous ceux qui pratiquent la compétition, à quelque niveau que ce soit, étaient des débiles mentaux profonds, des dégénérés.* (...) *Oui, les ennemis du sport sont terribles, car ils nous contraignent à redire des vérités premières à ceux qui ne savent rien de ce que le sport peut et doit apporter à une nation* » (31 mai 1985).

Et *L'Equipe*, à la pointe de la servilité, conluait son réquisitoire en faveur du football prétendument "assassiné" en mettant ce massacre sur le compte de la "folie des hommes", autrement dit, là aussi, en dédouannant le football assassin : « *Seule la folie des hommes intervenait hier et c'est bien ce qui désole tous ceux pour qui le sport est d'abord un reflet pacifique de notre société dite civilisée* » (*L'Equipe* du 30 mai 1985).

Lorsque le bain de sang de Sheffield, en avril 1989, déffraya la chronique, en suivant la devise olympique : "*citius, fortius, altius*", la presse essaya encore de justifier l'injustifiable (11). Tout comme les 39 morts du Heysel, en 1985, les 95 victimes de Sheffield ne seraient pas imputables au football ! Ainsi, dès le lendemain du drame, le Vice-président de l'Union européenne de football (UEFA), M. Freddy Rumo, affirmait que « *le jeu n'avait rien à voir avec les incidents, à Sheffield comme au Heysel* » (*Le Monde* du 18 avril 1989). Le football, aux prix des pires dénégations, ne devait pas apparaître comme « *à nouveau synonyme de mort* », comme le déplorait le secrétaire d'Etat français à la Jeunesse et aux Sports.

Le massacre de Sheffield ne devait surtout pas être mis en relation avec les violences qui enflamment habituellement les tribunes, pour ne pas retarder ou compromettre le retour en coupe d'Europe des clubs anglais. Des clubs mis en demeure d'éradiquer le hooliganisme de leurs stades. Ainsi, pour Colin Monyhan, ministre britannique des Sports, cette "horreur" n'avait « *absolument aucun lien avec le hooliganisme* ». La plupart des observateurs s'étaient d'ailleurs entendus pour souligner que, "par sa nature", le drame ne pouvait être comparé avec « *celui du Heysel, puisqu'il n'y a pas eu d'affrontement entre surpporters.* » (*L'Equipe* du 17 avril 1989). Dans ce concert d'éditoriaux déculpabilisants et de déclarations déresponsabilisantes, le spectacle sportif devient très vite une innocente victime, « *l'instrument très secondaire de la tragédie* » (*France Football* du 18 avril 1989).

En 1986, quelques mois après le terrible séisme qui avait ravagé Mexico, le capital international n'avait pas hésité à organiser le Mundial dans un pays saccagé par la dette extérieure, en proie à tous les maux, hélas classiques, du sous-développement et de la corruption impérialiste.

Les cadavres de milliers de victimes ne devaient pas être un obstacle à la "fête du ballon rond".

« Voici un jeu étranger... »

« QU'EST-CE qu'une partie de football dans un grand stade urbain ? Voici un jeu étranger dont les règles sont importées et dans lequel sont impliqués des Congolais, la compétition entre les deux équipes s'inscrit dans cette unité. Les spectateurs massés autour du terrain reconstituent les ruptures hiérarchiques (trois groupes sont généralement distincts : les bourgeois, les travailleurs intellectuels, la masse des citadins) ; les dignitaires du régime sont là : hauts fonctionnaires, politiciens, officiers supérieurs, leur présence est marquée de quelque manière ; policiers et soldats, en tenue de combat, quadrillent étroitement la foule des spectateurs. Il n'est pas possible de séparer ce qui se joue sur la pelouse de ce qui se passe autour : l'événement offert à la foule est la mise en scène des rapports, le spectacle participe à leur reproduction, leur présence, celle de leurs soldats et policiers, est une manière de manifester la liaison entre ce jeu et la domination dont ils sont les bénéficiaires [il n'est peut être pas indifférent qu'en 1966-68, de nombreuses exécutions publiques aient été organisées dans les stades ; que les meetings politiques s'y localisent le plus souvent].

« LE FOOTBALL, mise en scène ludique de rapports privilégiés centrés sur la médiation étrangère, est un instrument privilégié de leur reproduction au sein de la masse, dans la mesure où il pénètre au sein des quartiers urbains et des villages, ce généralement par l'école ; les grands spectacles du stade sont relayés par les multiples équipes de jeunes qui s'affrontent dans les terrains vagues des villes, sur un champ proche du village ; c'est là un élément non négligeable de la fixation des adolescents dans l'ensemble du système de rapports. » ★

Les fleurs du Congo, Gérard Althabe, Maspero, Paris, 1972

Après le Heysel et Sheffield, véritables massacres de foule, il faudra sans doute attendre que les groupes néo-nazis et autres bandes d'hooligans racistes et fascistes tirent dans le tas pour que les "intellectuels de gauche" se penchent peut-être sur un "fait de société" qui dépasse en ampleur tout ce que le capitalisme a pu produire d'aliénation, d'oppression idéologique et d'exploitation culturelle. ★

7 juin 1990

11) Voir Frédéric Baillette, *Les cristaux de la violence*, *Etudes*, juillet-août 1989. Et l'indispensable numéro spécial de la revue *Quel Corps ?* ("Football connection"), n° 40, juin 1990.

Le mur de Schengen

Dans le cadre de l'Europe de 1993, les accords de Schengen (1) visent à remplacer les contrôles aux frontières communes par un renforcement des contrôles aux frontières extérieures des pays membres du groupe, afin de « *faire obstacle à l'immigration clandestine de ressortissants d'Etats non membres de la Communauté européenne* ». En décembre 1989, la signature de cette convention entre la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg, la République fédérale allemande (RFA) et la France avait été suspendue du fait de la RFA, qui voulait y inclure la République démocratique allemande (RDA). A cette époque, l'"Europe sans frontières" du Groupe de Schengen paraissait d'autant plus compromise que le Luxembourg, les Pays-Bas et la Belgique s'y opposaient également, les députés hollandais et belges dénonçant les risques que comportait la création d'un système centralisé de fichage pour les libertés et l'absence de garanties pour les demandeurs d'asile politique.

Depuis avril 1990, les négociations ont repris et un accord intégrant l'actuelle RDA, dans le cadre du processus d'unification de l'Allemagne, pourrait être signé avant le 1er juillet prochain et entrer en vigueur vers janvier 1992.

Béatrice RAYMAN

JUSQU'A présent, toutes les négociations du Groupe de Schengen ont été menées de façon secrète, hors de tout contrôle parlementaire ; sans consultation ni des organisations de protection du droit d'asile, ni du Haut commissariat aux réfugiés (HCR) des Nations Unies, et en dehors, également, de toute concertation avec les autres Etats. Une "clandestinité" d'autant plus inadmissible que les règles définies dans le cadre de ces négociations, concernant essentiellement le droit d'asile, prévaudront, après ratification parlementaire, sur la législation propre des Etats membres. Elles seront, sans aucun doute, amenées à s'étendre sous une forme ou sous une autre à l'ensemble des pays de la Communauté. L'Espagne, l'Italie, la Grèce qui ont demandé à faire partie du Groupe, se sont vues refuser leur candidature sous le prétexte que leur politique migratoire pouvait laisser à désirer.

Exclusions tous azimuts

Au delà des "motifs classiques" appliqués dans les différents pays de la Communauté, pour refuser l'entrée sur le territoire national à certains étrangers, le Groupe de Schengen propose de nouvelles règles en matière d'exclusion.

Dans un premier temps, les accords ont abouti au rétablissement des visas pour la plupart des ressortissants non-européens. Cent quatre pays seraient soumis à cette exigence. En RFA, et dans les pays du Benelux (Luxembourg, Pays-Bas, Belgique), le visa était déjà exigé notamment pour les ressortissants des pays dont étaient souvent originaires les demandeurs d'asile. La France, sous les arguments fallacieux de lutter contre le terrorisme, s'est empressée d'en introduire l'obligation dès septembre 1986. Les étrangers résidant régulièrement dans un pays membre seront libérés de l'obligation du visa de circulation pour leurs déplacements, dans les cinq pays concernés, s'ils ne dépassent pas les trois mois ; ils devront, cependant, se faire enregistrer auprès des autorités du pays qu'ils visitent, dans les trois jours qui suivent leur arrivée.

Le projet autorise la police à poursuivre une personne dans l'ensemble du territoire commun. Il prévoit, d'autre part, la création d'un fichier central informatisé dans lequel seront répertoriées les personnes recherchées pour extradition, les disparus et les personnes recherchées dans l'intérêt de leur propre sécurité ou pour la prévention de "menaces" ; les gens appelés à témoigner ou à comparaître devant un tribunal, ainsi que les étrangers indésirables seront aussi fichés. Dans chacun des pays signataires, un fichier identique au central sera constitué.

Deux annexes confidentielles aux accords définissent une liste de pays dont les ressortissants seront systématiquement suspectés au titre de l'immigration ou de la sécurité. L'entrée dans la "forteresse communautaire" pourra être refusée à toute personne susceptible de constituer une « *menace pour l'ordre public, la sécurité nationale ou les relations internationales* » pour l'un des pays signataires. Ainsi, le statut de résident d'un étranger établi en France pourrait être remis en cause s'il est considéré comme *persona non grata* dans un autre pays !

Dans l'état actuel du projet, les étrangers, auxquels un titre de séjour aura été refusé, figureront dans le fichier des personnes recherchées tant que la police ne disposera pas de la preuve qu'ils ont effectivement quitté le territoire.

Alors que le traité de Rome « *interdit l'expulsion ou le refoulement d'un réfugié aux frontières d'un territoire où sa vie et sa liberté seraient en danger* » (Art. 33), les négociations de Schengen prévoient que le demandeur d'asile n'aura plus aucune garantie de pouvoir rester sur le territoire commun. Il risque d'être refoulé avant même que son dossier n'ait pu être examiné. Quant à ceux qui lui aurait permis d'entrer sur le territoire, notamment les compagnies aériennes, ils seront passibles de « *sanctions pénales et/ou administratives* ».

N'etant pas formés pour apprécier la validité des demandes d'asile, les respon-

1) Du nom de la ville où les premiers accords furent signés le 14 juin 1985.

sables de ces compagnies seront tentés de ne prendre à leur bord que les étrangers présentant toutes les garanties, ce qui est rarement le cas de celui ou de celle qui craint pour sa sécurité et fuit son pays. Cette disposition prévue par les accords de Schengen s'applique déjà dans certains pays européens : la compagnie aérienne Lufthansa a été récemment condamnée par la cour de Francfort parce qu'elle avait pris à son bord des étrangers ne possédant pas les documents requis.

L'Etat qui aura accordé le visa sera responsable du traitement de la demande d'asile. En cas d'arrivée irrégulière, le pays responsable sera celui dont le demandeur aura en premier franchi les frontières. Si un Etat examine spontanément une demande, celui qui devait en être responsable en sera alors dessaisi. Lorsqu'un demandeur d'asile se verra refuser le statut de réfugié dans l'un des pays du Groupe, il pourra, comme par le passé, réitérer sa demande auprès du pays voisin ; même si celui-ci aura le droit désormais de se prévaloir du refus antérieur pour ne pas instruire la demande. Dans l'actuelle campagne contre les "faux demandeurs d'asile", qui sévit dans l'ensemble des pays d'immigration européens, cette possibilité de refus *a priori* risque fort de devenir la régle.

ESTIMATION DES EFFECTIFS ÉTRANGERS RÉSIDANT DANS LA COMMUNAUTÉ ET PART DES COMMUNAUTAIRES SUR L'ENSEMBLE ENTRE 1985-1987

PAYS		Population étrangère	% sur la population globale	Ressortissants des Pays Communautaires	Part des communautaires(en %)
Allemagne	(1987)	4 630 000	7,6	1 380 000	29,8
Belgique	(1987)	898 000	9,0	518 000	57,7
*Danemark	(1985)	108 000	2,3	25 000	23,1
Espagne	(1987)	335 000	0,6	195 000	58,2
*France	(1985)	3 680 000	6,8	1 578 000	42,9
*Grèce	(1985)	87 000	0,8	27 000	31,0
*Irlande	(1985)	88 000	2,5	67 000	76,1
Italie	(1987)	541 000	0,9	150 000	27,7
*Luxembourg	(1985)	96 000	26,3	92 700	96,6
*Pays-Bas	(1985)	559 000	3,9	173 000	30,9
*Portugal	(1985)	80 000	0,7	21 000	26,3
*Royaume-Uni	(1985)	1 700 000	3,8	729 000	42,9
		12 802 000	.	4 955 700	38,7

Sources : Pour l'Allemagne : Ministère Fédéral de l'Intérieur : « Présentation de la politique et de la législation concernant les étrangers en R.F.A. », 1988.
pour la Belgique : Rapport SOPEMI 1987
pour l'Espagne : Rapport SOPEMI 1987 ; Ministère de l'Intérieur espagnol
pour l'Italie : Rapport SOPEMI 1987 ; Ministère de l'Intérieur italien : données sur régularisations de 1987.

(*) pour les autres pays : REGI-CEE (Rapport d'étape du groupe interservices de la Communauté européenne, in *Europe Sociale* n° spécial 1988, Direction Générale de l'Emploi, des Affaires sociales et de l'Éducation).

Schengen : la continuité d'une politique

Les Etats signataires s'engagent à ce que la demande d'asile présentée soit "prise en considération", mais, cette obligation n'entraîne pas nécessairement l'autorisation pour le demandeur de pénétrer ou de séjourner sur le territoire. Par ailleurs, chaque Etat conserve « *le droit de refouler des demandeurs d'asile sur la base des dispositions nationales ou de dispositions internationales ou de les transporter vers un Etat tiers* ».

Avec le protocole de Schengen, l'Europe des patrons de 1993 se donne une arme redoutable pour sélectionner sa clientèle. En alignant les différentes législations sur les plus restrictives, les bourgeoisies européennes en profitent pour remettre en cause collectivement un droit auquel plusieurs d'entre elles, en ordre dispersé, avaient déjà commencé à s'attaquer. L'offensive du Groupe de Schengen contre le droit d'asile se situe dans la logique des attaques contre l'immigration.

En novembre 1989, Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur français n'hésitait pas à dénoncer les « *milliers d'étrangers qui abusent du droit d'asile* » et qui « *arrivent en France, non pas parce qu'ils sont menacés dans leur liberté ou leur vie, mais, parce qu'ils sont au chômage* », ajoutant que le nombre des demandeurs d'asile avait « *depuis deux ans, augmenté dans des proportions insupportables* ». Pourtant, les flux importants de réfugiés parvenus ces dernières années en Europe proviennent de régions ou de pays (Sri Lanka, Moyen-Orient, Zaïre, Ghana, Angola) avec lesquels l'Europe n'avait pas de liens particuliers et qui n'alimentaient pas traditionnellement les flux migratoires.

Dans certains Etats d'Europe du Nord (Danemark, Suède, Pays-Bas), l'offensive contre le droit d'asile s'est traduite principalement par la création de statuts différenciés qui n'offrent pas la même protection : réfugié au titre de la convention de Genève "A", réfugié statut "B" — ce qui lui donne le droit de résidence et le droit au travail — ou bien à "titre humanitaire", avec un droit de résidence précaire, lié à l'évolution de la situation dans son pays d'origine. Ni le statut "B", ni le statut "humanitaire" qui sont le plus fréquemment accordés, n'assurent une réelle protection du demandeur. En janvier 1990, le gouvernement suédois a décidé de renvoyer dans leur pays 5 200 immigrés turcs de Bulgarie, réfugiés au titre "humanitaire" sous prétexte qu'ils entraient dans la catégorie d'une « *minorité ethnique qui se sentait discriminée sans être réellement en danger* ».

Mais, les attaques contre le droit d'asile ne se sont pas limitées à la création de ces sous-statuts. Aux Pays-Bas, en 1987, sur 8 556 demandes, 237 ont été accordés sous le statut "A" (soit 2,8 %), 444 sous le statut "B" (soit 5,8 %), et 450 sous le statut "humanitaires" (soit 5,5 %) ; 86,7 % des demandes ont été purement et simplement rejetées. Depuis octobre 1986, le Danemark, qui était un des pays les moins restrictifs, en matière de droit d'asile est devenu l'un des Etats les plus fermés de l'Europe capitaliste, exigeant des visas aux demandeurs et rendant responsables les compagnies aériennes de l'arrivée d'irréguliers sur son territoire. En septembre 1988, à Sjöbo, en Suède, 67,5 % de la population s'est prononcé, lors d'un "référendum de la honte", contre l'accueil de réfugiés sur le territoire de la commune.

La chasse aux réfugiés en RFA

En RFA, le droit d'asile est garanti par la Constitution. Mais, depuis 1980, les autorités d'Allemagne fédérale ont renforcé les contrôles aux frontières, multiplié les mesures dissuasives et allongé les procédures pour limiter le nombre des réfugiés et sélectionner les candidats à l'asile. Dès 1980, le visa a été rendu obligatoire pour les ressortissants du Sri Lanka, d'Ethiopie, d'Afghanistan, de Turquie, d'Inde et du Bangla-Desh. En 1981, un visa de transit était imposé aux Afghans et en 1982, aux Ethiopiens.

Par une loi du 14 janvier 1981, les compagnies aériennes ont été rendues responsables, sous peine d'amende, de l'entrée sur le territoire d'étrangers ne possédant pas les visas requis. Une mesure particulièrement "efficace", puisqu'entre 1981 et 1983, le nombre des demandeurs d'asile entrant par l'aéroport de Francfort est passé de 2 976 à 630. Légalement, la police des frontières ne peut refuser une demande d'asile si le réfugié a été résident dans un Etat tiers pendant plus d'une année. Pourtant, ces dernières années, de nombreux refoulements illégaux ont été

effectués par la police fédérale allemande. Des réfugiés ont été renvoyés sans aucune décision officielle, forcés, soit de continuer leur vol dans le même avion, soit de retourner vers le pays d'où ils venaient. Depuis 1980, les demandeurs d'asile, bien que bénéficiant d'une aide sociale particulièrement limitée, n'ont plus le droit de travailler pendant la durée de la procédure (qui peut durer jusqu'à cinq ans) ; ils sont souvent hébergés dans des camps de regroupement et astreints à résidence. De plus, aujourd'hui, avec l'arrivée massive de réfugiés de "souche allemande", en provenance des pays de l'Est, les non-allemands sont devenus "indésirables" au nom d'une inquiétante "préférence nationale", ainsi qu'en témoignent une série de mesures d'incitation au retour récemment prises par le ministre de l'Intérieur ouest-allemand.

En France : le zèle administratif

En France, le Parlement a adopté, le 21 mai 1990, un projet de loi légalisant le traitement rapide des dossiers. Pour résorber le retard accumulé, le budget de l'Office français pour les réfugiés et les apatrides (OFPRA), est passé de 52 millions de francs en 1989 à 142 millions de francs en 1990. 120 000 dossiers devraient être traités en 1990, contre 31 167 en 1989, avec, à la clef, une prime pour les agents qui les auront rapidement expédiés. En tenant compte de la possibilité d'un recours, un dossier est "bouclé" en quatre mois. En complément, 100 millions de francs ont été prévus sur le budget du ministère de l'Intérieur pour que les déboutés soient effectivement reconduits à la frontière. Cette politique ne peut conduire qu'à un traitement expéditif des dossiers dont la ligne politique générale, non-avouable, est le rejet systématique des demandeurs d'asile. « *On voit quotidiennement des refus d'asile décidés trop vite, sans audition du demandeur et fondés sur une interprétation de la Convention de Genève tellement restrictive que les juifs fuyant l'Allemagne nazie auraient été, eux aussi, exclus de son application si cette convention avait existé à l'époque* » expliquaient, en décembre 1989, des responsables de la commission de sauvegarde du droit d'asile.

L'Europe, qui se dit aujourd'hui menacée par l'afflux d'immigrés en provenance du tiers monde pour justifier l'adoption de mesures de plus en plus restrictives, n'accueillait en 1988 que 5,8 % des réfugiés. Alors que des Etats dramatiquement démunis doivent parfois recevoir près de 3 000 réfugiés par jour. En 1988, l'Europe a accueilli 737 600 réfugiés. Selon les estimations minimales du HCR, il y en a actuellement entre 18 et 20 millions dans le monde, accueillis, pour la plupart, par les pays les plus pauvres. La Somalie, le Soudan et le Pakistan accueillent 4 137 000 réfugiés en provenance d'Ethiopie, d'Ouganda, du Zaïre, du Tchad et d'Afghanistan ; l'Asie du Sud-Est en accueille 160 00 ; l'Amérique centrale, 346 000 provenant presque exclusivement des pays limitrophes et de la zone Sud.

La réalité du nombre de réfugiés

Les réfugiés constituent une charge très faible pour les pays d'Europe : parmi les pays aujourd'hui membres du Groupe de Schengen, proportionnellement à la population autochtone, les réfugiés représentent 0,31 % des habitants pour la France, 0,37 % pour la Belgique, et 0,21 % pour la RFA.

L'augmentation du nombre des demandeurs d'asile dans les pays européens (104 000 en 1984, 183 000 en 1987) s'est accompagnée d'une diminution du nombre des décisions positives. Les gouvernements européens accordent le statut de réfugié au compte-goutte, rejetant dans la clandestinité et dans l'insécurité tous ceux à qui le statut est refusé. Certains demandeurs, n'ayant pas été reconnus comme "réfugiés", du fait d'une interprétation restrictive et abusive de la Convention de Genève et ne pouvant toutefois pas être renvoyées dans leur pays d'origine où il est admis que la situation politique leur ferait courir des risques, se retrouvent ainsi dans une situation ubuesque. Ils ne sont pas renvoyés dans leur pays d'origine, mais sont contraints de vivre dans la clandestinité, sans droit au séjour, sans travail, sans ressources, à la merci d'un contrôle de police, à l'issue duquel ils peuvent être reconduits à la frontière, puisque légalement, ils sont en situation irrégulière.

En 1987, en RFA, sur 87 539 décisions prises, le statut de réfugié n'a été accordé qu'à 9,4 % des demandeurs ; 70 % des dossiers ont été rejetés. En France, selon l'OFPRA, le taux de refus des demandes est passé de 30 % en 1983, à 72 % en 1989. Ce pourcentage varie énormément en fonction des origines géographiques des demandeurs : en 1988, la France a accepté 89,5 % des demandes présentées par des ressortissants des pays du Sud-Est asiatique, mais seulement 10,5 % pour ceux des pays africains.

La forteresse assiégée ?

Depuis 1975, le groupe de T.R.E.V.I. (traduisez terrorisme, radicalisme, extrémisme, violence internationale !), regroupant les ministres de l'Intérieur et de la Justice des pays de la Communauté économique européenne centralise, aussi "discrètement" que le Groupe de Schengen la collaboration entre les services de police et de renseignements pour harmoniser, entre autres, les systèmes de visas et les critères d'accès à l'asile.

A travers les accords de Schengen, les discrets travaux du groupe de T.R.E.V.I. et l'adoption de législations de plus en plus restrictives, se dessinent un peu mieux ce que sera l'Europe de 1993 : celle des discriminations et de l'exclusion. ★

6 juin 1990

PROCEDURE DE DETERMINATION DU STATUT DE REFUGIE

	FRANCE	PAYS-BAS	R.F.A.	ROYAUME-UNI	SUISSE
AUTORITE ADMINISTRATIVE COMPETENTE	– Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides (OFPRA). Organisme autonome.	– Division du droit d'asile (Ministère de la Justice).	– Office Fédéral pour la reconnaissance des réfugiés étrangers.	– Département de l'Immigration et des Naturalisations du Ministère de l'Intérieur (Home Office).	– Office Fédéral de Police, Division du Département Fédéral de Justice et de Police à Berne.
RECOURS	– Commission des Recours. – Conseil d'Etat (cassation)	– Sélection faite à l'étranger. – Comité Consultatif pour les Affaires des Etrangers. – Division judiciaire du Conseil d'Etat.	– Sélection faite à l'étranger. – Tribunal Administratif local. – Tribunal Administratif du Land.	– Sélection des migrants « sans autorisation ». – Arbitre de l'immigration. – Réexamens judiciaires sur autorisation : Tribunal, Min. Intérieur, Haute Cour, Cour d'Appel et Chambre des Lords.	– Office de Police Fédéral. – Conseil Fédéral (rarement). – Aucun réexamen judiciaire.

Source Haut commissariat aux réfugiés (HCR)

Leçons d'Est

Depuis de nombreuses années, Joel Rocamora participe activement aux luttes des Philippines, dans le pays comme à l'étranger. Professeur de sciences politiques à l'Université des Philippines de Manille avant d'être emprisonné par le régime de Marcos, après la déclaration de la loi martiale en 1972, il a ensuite dû s'exiler. Aux Etats-Unis, Joel a été le directeur du Centre de recherches sur l'Asie du Sud-Est puis du Centre de recherches sur les Philippines. Il vit actuellement à Amsterdam où il est l'un des quatre co-directeurs du Transnation institute (INI).
Joel Rocamora analyse ici l'impact des récents développements en Europe de l'Est, dans la gauche philippine et dans le Parti communiste des Philippines (PCP). Il présente son propre point de vue sur la signification de ces événements historiques pour les révolutionnaires du tiers monde.

INPRECOR : Quel a été l'impact des événements d'Europe de l'Est et d'Union soviétique sur la gauche philippine ?

Joel ROCAMORA : Ces changements ont mis certaines questions à l'ordre du jour aux Philippines pour le Front national démocratique (NDF) et pour tous les "nationaux démocrates" qu'ils soient clandestins ou "légaux" (1).

Même si les membres du Parti communiste des Philippines (PCP) et du NDF vivent cela de manière spécifique, je pense que les marxistes philippins sont confrontés aux mêmes questions que partout ailleurs dans le tiers monde. Ces bouleversements portent sur la question de la démocratie, de la démocratie interne au parti, et du rôle du parti envers les autres organisations politiques et de masse.

C'est très important et cela touche à des questions extrêmement profondes. Ce qui s'est passé en Europe de l'Est et en Union soviétique est historique. Les révolutionnaires ne pourront plus jamais ignorer la question de la démocratie. Ils peuvent choisir d'être anti-démocratiques mais cette question est maintenant partout à l'ordre du jour.

◆ Ce n'est pas la première fois que tu soulignes l'importance de la question de la démocratie pour les révolutionnaires.

Ce sont des choses que j'ai dit auparavant, même avant les développements en Europe de l'Est. Ces questions en elles-mêmes ne sont pas si nouvelles, bien sûr. Le NDF a dû y faire face plusieurs fois, tout particulièrement depuis 1986 et la chute de la dictature de Marcos. Mais, avec le changement de situation en Europe de l'Est, elles se posent de façon encore plus sérieuse qu'avant. Dans son programme, le NDF écrit noir sur blanc qu'il ne croit pas au régime du parti unique. Cela vaut donc également pour le PCP lui-même, car il fait partie du NDF. En fait, la dernière version du programme du NDF, qui date de novembre 1989, utilise explicitement le terme de "pluralisme politique". Certains diront que le PCP présente un programme auquel il ne croit pas vraiment ; je ne pense pas qu'il soit correct de croire cela.

En revanche, tant que le PCP lutte pour imposer sa position dans la société philippine, quelle que soit l'époque, il se voit confronté à son histoire idéologique. C'est, en fait, le cas pour tous les partis marxistes, qu'on les catalogue de "pro-Moscou" ou de "pro-Pékin"... Même les organisations marxistes de tradition trotskyste, comme vous, doivent se préoccuper du rôle du parti après la victoire. C'est très important parce que si l'on ni songe pas réellement maintenant — c'est-à-dire d'une façon qui influence votre comportement — l'on ne s'en occupera jamais correctement. L'on doit se préoccuper de ces questions en pratique, et pas uniquement de manière théorique.

Par exemple, en 1986, le PCP a fait son auto-critique, non seulement sur son attitude de boycott des élections de 1986, mais aussi, et plus encore, pour n'avoir pas su, à cette occasion, respecter la démocratie dans son fonctionnement interne et dans ses rapports avec les organisations de masse dans lesquelles il agit (2). Le bureau politique du PCP a blamé la façon dont la décision du boycott avait été prise au sein du parti. De plus, les membres du parti dans les fronts de masse avaient exercé des pressions et pris des mesures internes afin que les organisations légales soutiennent le boycott, même quand cela ne reflétait pas leurs positions propres.

A partir de cela, est apparue la demande de davantage de démocratie au sein du parti tout comme dans les organisations de masse. Cependant, la lutte pour la démocratie interne dans le parti est une bataille de longue haleine, surtout à cause de la clandestinité. Ce n'est pas un simple combat mais une longue guerre à mener. J'espère que l'on a fait deux pas en avant à ce sujet — un pas en arrière et pas l'inverse ! (3). Evidemment, cela n'a pas encore totalement réussi ; en tout cas, pas de manière décisive. Je vois l'autocritique de 1986 comme un pas en avant important, mais ce n'est que la moitié du chemin.

◆ Comment le PCP évalue-t-il ce qui se passe en Chine, en Europe de l'Est et en Union soviétique ?

C'est très difficile pour l'instant de dire où se trouve le centre de gravité dans la direction du PCP en ce qui concerne les questions internationales. Pendant longtemps, le PCP a regardé surtout vers la Chine. Il a arrêté quand il a décidé de ne plus suivre la théorie chinoise des Trois mondes, selon laquelle l'Union soviétique était devenue le pire ennemi. La direction du PCP a alors décidé d'analyser la situation mondiale par elle-même. C'est devenu tout à fait explicite dans une interview du président du parti, en juillet 1987 qui a représenté une avancée très positive.

---

1) Le Front démocratique national (NDF) est une organisation clandestine dirigée par le PCP. On appelle des "nationaux démocrates" les militants qui se reconnaissent dans le programme fondamental et les objectifs du NDF, y compris ceux qui agissent dans la légalité et ne sont pas nécessairement membres du Front.

2) Le PCP a boycotté l'élection présidentielle anticipée de 1986 qui a conduit à la chute de la dictature de Marcos et à la formation du régime d'Aquino.

3) Rocamora fait ici référence au titre d'un ouvrage de Lénine, *Un pas en avant, deux pas en arrière.*

D'un autre côté, si vous êtes un intellectuel et que vous avez passé les quinze dernières années dans les montagnes, ce qui se passe en Chine et en Europe de l'Est doit être déroutant parce vous n'en saisissez que d'infimes bribes. A la radio, on ne capte que la *Voix de l'Amérique* et le *Service mondial* de la *BBC* ; je ne suis même pas sûr que l'on puisse encore recevoir *Radio Moscou* aux Philippines. On peut capter *Radio Pékin* mais ses informations sont peu écoutées. On comprend ainsi que ceux qui sont dans la guérilla éprouvent des difficultés à définir une position sérieuse par rapport à ces événements. Et donc, bien plus que pour d'autres thèmes, la direction s'en remet à certaines personnes quant aux formulations du parti sur les questions internationales.

En novembre 1989, il y a eu un article dans *Ang Bayan*, le journal du parti, qui parlait assez favorablement de la perestroïka et de la glasnost ; mais il n'y a pas de position collective, pour l'instant. Certains, dans la direction du PCP, croient, comme Ligatchev, que Gorbatchev trahit le communisme et le marxisme-léninisme. Ils disent que les partis communistes en Europe de l'Est ont échoué parce qu'ils ont introduit des éléments capitalistes dans l'économie, permettant ainsi aux réactionnaires de prendre pied et finalement de les chasser. Je ne suis pas d'accord avec cette position. D'autres pensent, et je me sens plus proche d'eux, que, dans ces pays, la dictature du prolétariat a été identifiée avec celle du parti — ce qui est une chose très différente — et que c'est la racine du problème.

Les développements actuels viennent de la façon dont l'idée de la dictature du prolétariat a été liée au rôle du parti léniniste. En termes théoriques, cela veut effectivement dire quelque chose. Si vous pensez que l'Etat exprime toujours le pouvoir d'une classe et si c'est le prolétariat qui détient le pouvoir, alors vous avez la dictature du prolétariat. Le présupposé est qu'une fois que vous vous êtes débarrassé de la bourgeoisie, grâce à la révolution, tout le monde fait alors partie du prolétariat. Donc, ce n'est pas vraiment une dictature.

Mais, la plupart du temps, il ne s'agit pas de la dictature du prolétariat mais de celle du prétendu parti du prolétariat. L'Etat et l'appareil d'Etat ont fusionné avec le Parti. Toutes les autres organisations sont intégrées aux activités de l'Etat ou du Parti ; ceci n'est pas seulement mauvais pour l'Etat mais aussi pour le Parti. Si le Parti contrôle tout, les organisations se vident de leur contenu, se bureaucratisent et ne rendent plus de comptes au peuple. La place pour des organisations qui agissent indépendamment du gouvernement et du Parti doit être préservée.

Ainsi, l'on trouvera les rapports entre le Parti et les institutions d'Etat, au cœur des questions auxquelles l'Europe de l'Est et l'Union soviétique sont confrontées. Or, je pense que les partis marxistes et marxistes-léninistes ne se sont pas préoccupés de ces questions assez sérieusement dans le passé. Même dans le cas des Philippines, le PCP a encore besoin de mener des débats très sérieux sur ce type de questions. Alors que le programme du NDF dit déjà des choses tout à fait justes sur la démocratie, il n'en va pas de même des idées de certains membres du Parti ; et donc, des luttes peuvent se dérouler au sein même du Parti et aussi dans le NDF entre ceux qui sont membres du PCP et les autres.

Heureusement, je pense qu'au niveau mondial la tendance est plutôt positive. En matière de démocratie et de pratique des partis marxistes prolétariens, les expériences récentes recèlent des améliorations. Les pays socialistes, et plus particulièrement les nouveaux, doivent apporter leur expérience, y compris l'Union soviétique... Mais, en ce qui la concerne, il faut revenir loin en arrière pour trouver une telle contribution. Du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) à la Chine puis à Cuba, de Cuba au Nicaragua, il y a des changements positifs. Nombre de mes idées sur ce sujet viennent en fait des révolutionnaires latino-américains.

◆ ***Ainsi le modèle démocratique bourgeois traditionnel n'est pas la seule solution viable ?***

Je pense que la critique marxiste de l'Etat et de la démocratie bourgeoise reste valable — celle de la nature de classe et des limites des institutions démocratiques dans les pays capitalistes avancés. Tant que les moyens de production sont contrôlés par une petite minorité de la population, l'exercice de la démocratie dans les institutions représentatives restera limité parce que le pouvoir économique joue un rôle très important dans la manière dont s'exercent les droits démocratiques.

Cependant, cette critique ne laisse pas suffisamment d'espace à certains éléments de la démocratie bourgeoise — des choses comme les droits de défense devant la justice, les institutions représentatives, le droit de regard sur le pouvoir de l'Etat, par exemple — pour lesquels la bourgeoisie s'est battue contre l'aristocratie, mais que la classe ouvrière a également revendiqués. Je pense qu'il existe un large accord aujourd'hui parmi les progressistes, dont les marxistes, sur le fait que l'on doit respecter ces droits et ces institutions. C'est relativement nouveau. Le programme du NDF y fait allusion en disant qu'il existe quelques exigences démocratiques internationalement reconnues, quel que soit le système social.

Il est très important d'étudier les expériences de la démocratie directe et pas uniquement de la démocratie représentative, pour voir lesquels de ses aspects peuvent être utiles selon les différents niveaux de développement social — il faut les envisager dans leur ensemble, des lieux de travail aux institutions de quartier, de Cuba ou de la Yougoslavie aux "soviets" (ce mot signifie "conseils") en Union soviétique même. Il faut traiter ces problèmes avec beaucoup d'attention et voir quelles formes peuvent être constituées, aux côtés des institutions parlementaires ou représentatives. Selon moi, l'expérience des pays capitalistes avancés, et encore davantage celle des pays du tiers monde, montre que les institutions représentatives par elles-mêmes ne signifient pas forcément la démocratie réelle.

Il y a aussi des questions intiment liées à la construction du socialisme, au type de stratégie économique que l'on veut suivre et aux institutions politiques qu'il nécessite. Si l'on décide de suivre un modèle stalinien de collectivisation forcée, d'industrialisation lourde, etc., on

a nécessairement besoin d'un Etat répressif.

◆ ***Le NDF a-t-il élaboré un programme concernant ces problèmes ?***

Il a plus avancé sur les questions économiques que politiques. Aux Philippines, le courant national démocratique est celui qui a le mieux réussi à recruter des économistes professionnels parmi tous les courants de la gauche. Les plus progressistes d'entre eux sont "nationaux démocrates". Je pense que cela a un rapport avec le cadre de référence national démocratique. Par exemple, malgré l'influence du PCP dans le NDF, l'organisation Bisig (4) parle bien plus du socialisme que lui. Ces économistes sont liés idéologiquement au le PCP et ont réalisé un excellent travail, très important de recherche des voies d'une économie mixte aux Philippines. Dans un certain sens, le PCP et le NDF sont bien mieux préparés pour la construction du socialisme et la transition que, par exemple, l'Organisation des peuples du Sud-Ouest africain namibienne (SWAPO), ou même les Nicaraguayens quand ils ont pris le pouvoir en 1979.

Cette réflexion est nourrie par l'expérience de la lutte même. La Nouvelle armée du peuple (NPA) et le PCP travaillent dans certaines zones rurales où ils ont gagné l'appui de la population ; les grands propriétaires terriens ont été chassés et de nouveaux réseaux de commerce et de crédit ont été mis en place. Le PCP et la NPA sont ainsi confrontés à des problèmes très concrets dans les zones libérées. C'est ainsi que la question de l'économie mixte est apparue. Mais il existe ici un décalage entre la théorie et la pratique du mouvement.

Le PCP et la NPA utilisent souvent le mot "nationalisation", un peu comme les catholiques disent *« Je vous salue Marie »*. Mais quelle stratégie sous-tend de telles nationalisations ? Comment ont-elles leur place dans le cadre d'une économie mixte, avec des entreprises privées, d'Etat, et des coopératives. Et qu'est-ce qu'une industrie stratégique (à nationaliser) dans l'économie d'un pays du tiers monde ?

Dans la situation actuelle, la pratique du mouvement révolutionnaire demande certaines analyses nouvelles, un changement radical des façons de penser traditionnelles. Il extrêmement difficile d'abandonner ces mécanismes, malgré les contradictions tout à fait évidentes entre la pratique — ce que j'appelle la théorie de niveau moyen — et les théories fondamentales inculquées par la Pensée Mao Zedong et par les *Problèmes du léninisme* de Staline. Il existe une soif de discussions. Il faudrait que nous envisagions tous cette con-tradiction entre la pratique et la théorie avec un esprit entièrement ouvert. J'espère que cela ne conduira pas à des scissions et à une nouvelle forme de sectarisme.

◆ ***Est-ce que les membres du PCP se rendent compte des dangers de la politique de réformes économiques appliquée par la Chine ou par d'autres pays ?***

Une position qui est relativement commune et avec laquelle je suis d'accord jusqu'à un certain point, explique que la direction Deng a fait un peu n'importe quoi en matière d'introduction des relations économiques de marché en Chine. Ce fait est particulièrement dangereux en Chine car les Chinois d'outre-mer de Hong Kong, de Taiwan, de Singapour, des Philippines, d'Indonésie ou de Thaïlande continuent à faire des affaires et leurs réseaux restent des réseaux chinois. Ils représentent vraiment un capital transnational, qu'ils soient naturalisés philippins, indonésiens, etc., et forment une base très puissante pour la bourgeoisie en Chine. La façon désordonnée dont le capital chinois a pu entrer dans les zones économiques est très dangereuse.

◆ ***Penses-tu que le mouvement démocratique chinois a été un produit de cette tendance capitaliste ?***

Non, je ne le crois pas. La lutte pour la démocratie en Chine va évidemment plus loin que les résultats des réformes économiques de Deng Xiaoping. Mais je pense que dans le cas ce pays, ces réformes expliquent certaines choses. La corruption y existait déjà auparavant mais, à la suite des réformes, elle est devenue encore bien plus importante. De plus, Deng a permis aux diplômés universitaires de trouver eux-mêmes leur emploi ; ensuite, le gouvernement est revenu sur cette décision, exigeant de nouveau que ces universitaires rejoignent des unités de travail de manière obligatoire ; cela a joué un rôle dans la radicalisation des luttes étudiantes.

Mais je pense également que certains dirigeants du Parti communistes des Philippines (PCP) essayent de projeter sur l'URSS et sur l'Europe de l'Est des éléments d'analyse qui ne peuvent s'appliquer qu'à la Chine, et peut-être à la Pologne et à la Hongrie. Ils ne fonctionnent certainement pas pour l'URSS parce que je ne crois pas qu'une bourgeoisie continue à exister dans ce pays. Gorbatchev devra en recréer une ! Bien sûr, beaucoup de gens, dont moi-même, sont inquiets du fait que, dans la course pour se débarrasser des aspects les plus déplorables de l'Etat socialiste, le bébé socialiste soit jeté avec l'eau du bain du communisme bureaucratique — des choses comme les garanties d'emploi et des nécessités de base, etc. Or les travailleurs de ces pays se sont battus pour cela.

Pour moi, il est essentiel de reconnaître que c'est le peuple qui se mobilise là-bas, en Europe de l'Est et, d'une manière plus complexe, en Union soviétique. Si l'on veut continuer à être socialiste, l'on doit réaffirmer sans cesse ce qu'on réalisé ces masses. L'élan vers la démocratie, qui sous-tend la plupart des revendications des masses en Europe de l'Est et en URSS, doit être pris en compte, et leurs victoires doivent être célébrées. De plus, le développement des forces productives dans ces pays est bien plus élevé qu'au Nicaragua, au Zimbawe ou au Vietnam ; la possibilité d'avancer vers le socialisme est donc meilleure, si l'on envisage le socialisme non comme la simple lutte des classes mais aussi comme le développement des forces productives. Cela offre la possibilité d'un renouveau du socialisme en tant qu'idéal.

◆ ***Quelles autres implications peuvent avoir les changements en URSS sur le PCP ?***

La grande question de l'internationalisme prolétarien doit être réexaminée

4) Bisig est une organisation de la gauche socialiste indépendante fondée en 1986.

ainsi qu'une autre question qui y a trait : quel rôle les Etats socialistes, particulièrement ceux influencés par l'Union soviétique, jouent dans la lutte anti-impérialiste ? Selon moi, les questions théoriques sont ici très importantes. Ce problème a commencé quand le PCUS a déclaré que la lutte des classes n'était plus le facteur déterminant de la politique étrangère de l'Etat soviétique ; je pense qu'elle ne l'a d'ailleurs jamais été. Mais le fait qu'ils le mettent en avant de manière théorique représente une évolution très importante.

La manière dont le PCP traite cette question est différente parce qu'il vient de la tradition maoïste. Il a déjà formulé des critiques tranchées, dans le passé, de la pratique internationale de l'Etat et du PC soviétiques. De plus, il n'a jamais reçu d'aide du PCUS. Depuis qu'il a abandonné la position chinoise selon laquelle l'URSS est social-impérialiste, le PCP a essayé de développer des relations de parti à parti avec le PCUS mais, que je sache, cela n'a pas été réalisé.

Je pense que le PCP, comme d'autres partis communistes dans le tiers monde, s'inquiète des changements actuels de la politique internationale soviétique et de ses changements à venir. Ils ont tout simplement peur de recevoir moins d'argent de la part de l'URSS. Je ne distingue d'une telle approche parce que je pense que l'internationalisme prolétarien n'est pas une voie à sens unique. Je ne crois pas qu'il faille envisager l'internationalisme prolétarien simplement en termes d'un flot d'idées et de ressources allant d'URSS et d'Europe de l'Est vers les mouvements révolutionnaires du tiers monde. Je pense qu'il est très important que les mouvements révolutionnaires étudient la situation à laquelle est confronté le PCUS et disent, par exemple, ce qu'ils pensent du retrait des troupes d'Afghanistan. Est-ce justifiable que l'Union soviétique, ou tout autre pays socialiste, maintienne si longtemps autant de troupes dans un autre pays, comme cela s'est produit là-bas ? Je ne le crois pas. L'on peut poser la même question à propos du rôle militaire de l'URSS en Europe de l'Est durant les vingt dernières années.

◆ ***Que penses-tu de la présence d'un parti pro-soviétique aux Philippines ?***

Aux Philippines, le PCP a dû prendre à bras le corps la question des relations avec un autre parti qui dit être un parti communiste — le Partido Komunista ng Pilipina (PKP) qui, d'après ce que j'en sais, continue à maintenir les liens fraternels avec le PCUS (5). La question théorique à laquelle on doit répondre est la suivante : dans un pays donné, y a-t-il de la place pour plus d'un parti communiste ? Dans le cas des Philippines et du PCP, cette question n'a jamais été traitée.

La position traditionnelle a toujours été de dire qu'il ne pouvait y avoir qu'un seul parti communiste par pays. Cette question a été posée et résolue de manière assez décisive par l'expérience de l'Amérique latine et par la pratique de Cuba, où a été organisé un Congrès du parti avec sept organisations chiliennes différentes qui se proclamaient toutes "Parti communiste". Ce qui signifie que les Cubains ne croient plus que l'on puisse n'avoir qu'un parti communiste dans chaque pays.

◆ ***Qu'en est-il de Cuba à proprement parler ?***

C'est un cas différent, mais je pense que le besoin de pluralisme politique ne peut être ignoré, à long terme. J'envisage ce développement de la manière la plus matérialiste possible. Cette question est centrale dans les pays les plus récemment libérés, comme le Nicaragua et le Zimbawe en particulier — mais également en Namibie. En tant que bon marxiste, l'on doit penser que ce n'est pas simplement parce que les populations de ces pays ont lu des choses là-dessus mais bien parce les bases matérielles existent.

Donc, je pense que ce que les Nicaraguayens appellent le pluralisme révolutionnaire est la position qui l'emportera à long terme. Cette idée de se débarrasser des Etats dirigés par un parti unique, l'introduction sérieuse de la démocratie dans le processus révolutionnaire, est une position qui l'emportera parce qu'existe une base sociale et matérielle pour cela, pour des revendications de démocratie plus grande, non seulement dans les pays socialistes mais aussi dans le tiers monde et, heureusement, dans les pays capitalistes avancés également.

◆ ***Tu penses donc que la confiance en davantage de démocratie exprime, même dans le tiers monde, un besoin objectif ?***

Oui, très clairement. Regarde les pays du tiers monde, surtout ceux d'Amérique latine et d'Asie où les régimes autoritaires ont été remplacés par des régimes démocratiques : il s'est agi d'un processus réel, sans trucages. La révolution de 1986 aux Philippines a été réelle.

C'est également vrai du mouvement qui a porté au pouvoir Duarte au Salvador, Cerezo au Guatemala, Alfonsin en Argentine ou Benazir Bhutto au Pakistan. Il existait un élan réel vers la démocratie. Cependant, dans ces pays, cela a été coopté par la bourgeoisie ou par les grands propriétaires terriens parce que les organisations politiques des classes défavorisées n'étaient pas assez développées et, j'insiste là-dessus, parce que les mouvements marxistes du tiers monde n'ont pas suffisamment pris la démocratie au sérieux.

Quand Corazon Aquino dit qu'elle veut la démocratie, c'est vrai, mais c'est dans le sens d'un rejet du régime de Marcos, dont la dictature ne s'exerçait pas uniquement contre les classes défavorisées mais aussi contre d'autres fractions des classes aisées. Ainsi, elle a mis en place des droits égaux pour toutes les fractions différentes de la bourgeoisie aux Philippines.

Dans tous ces pays où a eu lieu une transition entre un régime autoritaire et un autre prétendument démocratique, la promesse de démocratie a été trahie en ce qui concerne les classes défavorisées. Et dans tous ces pays, c'est principalement parce que les bases sociales et économiques d'une démocratie large n'existent pas. La lutte pour une démocratie ancrée dans le peuple y est très difficile.

◆ ***Que veux-tu dire par là ?***

Pour commencer, quand on n'est même pas sûr de pouvoir nourrir sa famille, il est très difficile de penser à la participation politique. C'est aussi simple que cela. La démocratie nécessite une so-

5) Le PKP est le "vieux" parti. Le PCP, le "nouveau" parti a été créé à partir du PKP en 1967-68.

ciété civile en dehors de l'Etat ; c'est de cela que les Européens de l'Est parlent sans cesse. L'Etat et ses institutions doivent être contrebalancés par des institutions de la société civile, des syndicats, des organisations de femmes, des associations écologiques, des clubs d'échecs, etc. C'est un large champ d'institutions auquel la population participe. Mais, dans le tiers monde, l'élément de violence et de répression est beaucoup plus fort que dans les sociétés occidentales.

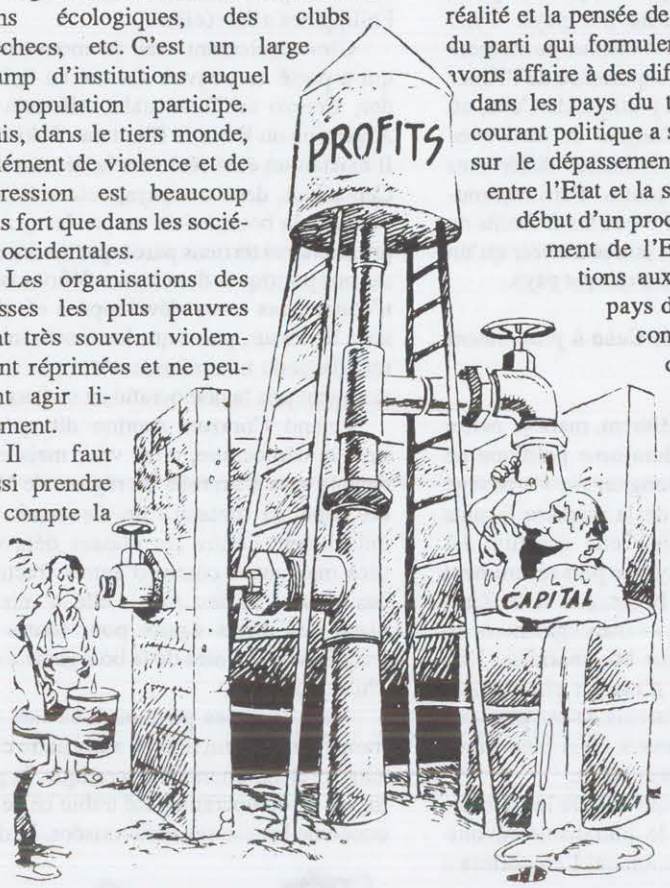
Les organisations des classes les plus pauvres sont très souvent violemment réprimées et ne peuvent agir librement.

Il faut aussi prendre en compte la nature actuelle de l'impérialisme et son impact sur les sociétés qu'il domine — surtout quant aux structures de classe. Là, le prolétariat industriel n'est pas en train de devenir majoritaire, comme le pensaient probablement de nombreux marxistes ; à la place, il y a un large semi-prolétariat rural, des millions de paysans sans terre et de pauvres dans les villes.

Il est même assez difficile de tout analyser en catégories marxistes, sur la façon dont le secteur informel a grossi, par exemple.

Comment appelez-vous quelqu'un qui vend des cigarettes à l'unité ? Ou des chewing-gum à la pièce ? Comment faites-vous face à cela ? Ou, comment comprenons-nous le terme "petite bourgeoisie" dans le contexte du tiers monde ? Ici, la petite bourgeoisie, au sens marxiste originel, la petite bourgeoisie des commerçants, des petits artisans, etc., est moins importante que les instituteurs, les employés des grands magasins ou du gouvernement, les journalistes, etc.

Ainsi la situation de classe dans de nombreux pays du tiers monde est très inédite. Il faut la voir avec des idées nouvelles. En regardant les programmes politiques, l'on se rend compte qu'ils reflètent ces changements car ils doivent y faire face quotidiennement. Le problème est que l'idéologie qui remonte à 1917 est très difficile à déloger. Dans de nombreux cas, il existe une contradiction entre la réalité et la pensée de ceux des membres du parti qui formulent la théorie. Nous avons affaire à des difficultés spécifiques dans les pays du tiers monde. Votre courant politique a surtout mis l'accent sur le dépassement de la séparation entre l'Etat et la société civile, sur le début d'un processus de dépérissement de l'Etat mais les situations auxquelles nombre de pays du tiers monde sont confrontés sont très différentes, car théoriquement, la distinction entre l'Etat et la société civile reste valable. J'insisterai sur le fait que, très souvent, dans les pays du tiers monde, la situation concrète est telle que l'Etat continuera à se renforcer dans un futur proche.



◆ ***Pour certaines organisations, la lutte pour la démocratie dans le tiers monde n'est envisageable que dans un futur lointain...***

Oui, il y a des gens dans la gauche qui pensent que la démocratie est quelque chose qui peut être remis à plus tard, qu'il faut d'abord nourrir la population et ensuite détruire les bases de la bourgeoisie et des autres classes dominantes, chasser l'impérialisme américain, puis prévenir la contre-révolution et, peut-être quarante ans plus tard, l'on pourra parvenir à la démocratie.

Mon sentiment est qu'il est impossible de nourrir correctement la population sans démocratie. L'on ne peut pas prévenir de manière efficace la contre-révolution sans démocratie. En d'autres termes, toutes ces choses sont interdépendantes.

Malheureusement, quand vous êtes en train d'essayer de diriger un pays, vous devez vous occuper de tout cela en même temps. Mais la bataille pour la démocratie n'est pas un luxe, c'est faux de croire que l'on peut s'occuper des aspects économiques aujourd'hui et de la démocratie demain seulement. Ou vice versa.

◆ ***Par rapport à d'autres pays du tiers monde, comment envisages-tu la situation des Philippines ?***

Je pense que les Philippines ont plus de chances de développer la démocratie dans le futur que beaucoup d'autres pays du tiers monde. Tout d'abord parce que les institutions bourgeoises de représentation démocratique et les droits en matière de justice y existent depuis 1916 — quand c'était encore une colonie des Etats-Unis. Il existe déjà au moins une pratique de la démocratie bourgeoise. Ensuite, durant les vingt ans de la dictature de Marcos, les organisations de masse ont augmenté de manière impressionnante. L'organisation des travailleurs, des paysans, des femmes, etc., est considérable.

Finalement, je pense que le fait qu'il y ait des luttes au sein de la gauche — pas simplement chez les "nationaux démocrates", les sociaux démocrates et Bisig — mais au sein du NDF lui-même, sur ces questions est déjà une avancée. C'est un processus qui prendra longtemps. J'espère qu'il s'achèvera par une lutte pour un socialisme plus authentique.

◆ ***C'est-à-dire ?***

Un socialisme avec une démocratie plus directe, une combinaison de la démocratie représentative aux autres formes. ★

Propos recueillis par
Jeroen Zonneveld et Rob Lubbersen
Amsterdam, février 1990

Erratum

Dans *Inprecor* n° 310 du 1er juin 1990, Ernesto Arellano a été présenté comme « *secrétaire général du KMU* ». En fait, il en est secrétaire général adjoint.

Les dessins sont de Neil Doloricon et extraits d'une revue d'éducation syndicale philippine de mai 1988.

Offensive sur tous les terrains

LA PREMIERE année de gouvernement de la formation d'extrême droite Alliance républicaine nationale (ARENA), du président Cristiani, se solde par un bilan sanglant : 3 285 morts, 2 074 détenus et 249 disparus. Selon la Commission des droits de l'homme salvadorienne, les forces armées sont responsables de 2 868 meurtres.

LA DEFAITE électorale du Front sandiniste au Nicaragua a poussé le Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) à jouer à fond la carte de la négociation. Il est parvenu à imposer la médiation des Nations-Unies au gouvernement salvadorien, ce qui suppose une reconnaissance du conflit salvadorien et du rôle de belligerant du FMLN sur la scène internationale. Dans ces négociations, le FMLN exige que les élections soient anticipées et que, fort de l'expérience du Nicaragua, que certaines conditions soient réunies pour sa participation à la vie politique du pays ; il demande principalement surtout l'épuration de l'armée. Mais le FMLN, comme il l'a toujours fait, maintient la pression militaire ; c'est ainsi qu'il a attaqué la résidence du président Cristiani le jour même où s'ouvraient les discussions à Genève et a ensuite lancé une offensive d'envergure dans la région montagneuse de Morazan. Il montre au gouvernement du Salvador et aux masses qu'il garde une capacité militaire intacte et qu'il n'a pas abandonné ses objectifs révolutionnaires, balayant les rumeurs de reddition que certains font courir sur sa participation aux négociations.

L'IMPOSANTE manifestation qui s'est déroulée à San Salvador à l'occasion de l'anniversaire de l'assassinat de Monseigneur Romero — tué par les escadrons de la mort liés à l'ARENA, en 1980 — prouve que, malgré la répression et les dix années de guerre, la capacité de mobilisation des forces révolutionnaires reste entière. Ces facteurs sont déterminants dans les négociations en cours. ★

L'adieu aux armes est encore loin

Nous reproduisons des extraits de l'interview réalisée par la radio du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN), *Radio Venceremos*, à la commandante Ana Guadalupe Martinez, membre de la délégation du FMLN qui s'est réunie avec le gouvernement salvadorien, en avril 1990.

RADIO VENCEREMOS : Comment expliquez-vous que le gouvernement salvadorien ait fini par accepter de se réunir avec le FMLN ?

Ana Guadalupe MARTINEZ : Le gouvernement n'était pas très chaud pour nous rencontrer sous les auspices du secrétaire général des Nations-Unies (ONU), Javier Perez de Cuellar ; il y a été contraint pour sauvegarder ses ressources militaires. Il y a actuellement un débat aux Etats-Unis sur la poursuite de l'aide militaire à l'armée salvadorienne ; après dix ans de guerre, celle-ci n'a pas été capable de remplir le but que lui avait initialement fixé le Congrès nord-américain. L'offensive que nous avons lancée en novembre 1989 (1) a donc fait rebondir la discussion aux Etats-Unis ; certains observateurs ont commencé à se demander pourquoi ces dix années de guerre n'avaient pas davantage affaibli le FMLN, et pourquoi l'armée continuait-elle de violer les droits de l'homme. Au départ, les Etats-Unis voulaient faire de l'armée un corps professionnel et contenir le prétendu "communisme" : ils n'y sont pas parvenus.

L'ouverture de négociations en présence de l'ONU marque la victoire de dix ans de lutte armée au Salvador.

◆ A votre avis, les Etats-Unis ont-ils fait pression sur le gouvernement salvadorien pour qu'il participe à cette réunion ?

L'armée et le gouvernement ne voulaient pas accepter la présence de Perez de Cuellar ; pour eux, le rôle actif assumé par une organisation internationale comme les Nations-Unies dans un tel processus, confirme la reconnaissance du FMLN comme partie prenante de ce conflit et établit officiellement l'existence d'une autre armée et d'une autre force au Salvador. Car si l'ONU accepte de jouer les médiateurs, c'est bien parce qu'il existe deux armées qui se battent et non des fantômes comme le prétend le gouvernement. Si une médiation est nécessaire, c'est qu'on se trouve en présence de deux pouvoirs qui s'affrontent sans qu'aucun ne soit capable de l'emporter. Le FMLN n'est pas seulement une armée, mais aussi une force sociale représentative qui est à l'origine d'une dualité de pouvoir établie : voilà ce qui explique son appui populaire. Le gouvernement salvadorien est aujourd'hui obligé de reconnaître qu'il n'a pas été en mesure de vaincre le FMLN et cela lui coûte très cher.

D'aucuns prétendent que cette rencontre suppose la reddition du FMLN ; ce n'est absolument pas le cas, bien au contraire. La gauche salvadorienne n'aurait jamais gagné la légitimité et la reconnaissance dont elle jouit actuellement, sans notre lutte.

En Europe, la gauche est habituée à disposer d'un certain espace politique, même s'il lui est contesté ; ses militants se promènent librement et différentes idées coexistent dans la société, même si elles ne sont pas majoritaires ; en Amérique centrale, et surtout au Salvador, être de gauche était un "pêché mortel", que les gens payaient de leur vie avant l'existence du FMLN. Aujourd'hui, les idées progressistes, démocratiques et de gauche ont du poids dans notre société. La légitimité du FMLN en tant qu'interlocuteur est admise par des gouvernements et des organisations internationales, et surtout par le peuple du Salvador. Un tel acquis aurait été impensable sans ces années de lutte armée.

◆ Le thème principal de la prochaine rencontre devrait être le cessez-le-feu, quelle sera la position du FMLN ?

Le document que nous venons de signer à Genève est clair : il faut un processus de négociations aboutissant à des accords concrets avant de discuter d'un cessez-le-feu ; la thèse du gouvernement de Cristiani, selon laquelle le seul problème à résoudre au Salvador est l'inté-

1) Voir *Inprecor* n° 298 du 27 novembre 1989.

gration du FMLN au processus de démocratisation, se voit ainsi contredite.

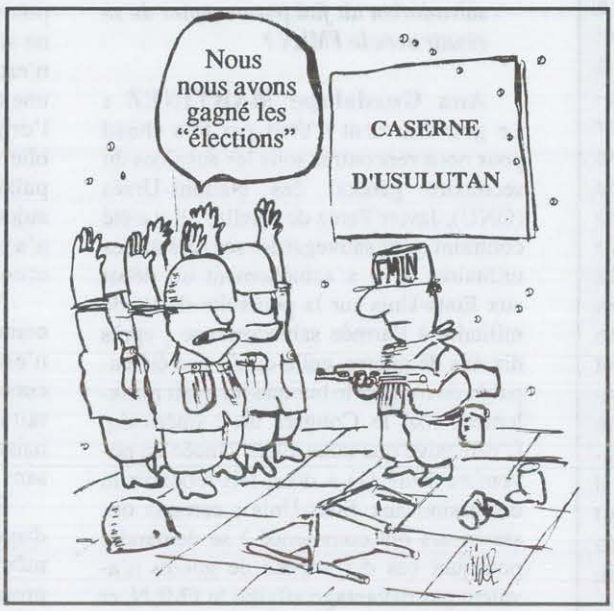
La signature de cet accord confirme qu'il n'y a pas de démocratie au Salvador et que le cessez-le-feu ne pourra se concrétiser que dans la mesure où seront effectués des pas vers la démocratisation. La lutte armée au Salvador reste légitime, c'est une garantie pour le changement. L'accord sous-tend même — et c'est le leader d'un parti d'opposition qui le soulignait — que la lutte armée garantit et préserve ce processus de démocratisation.

Il faut savoir que la guerre continuera d'être un facteur déterminant dans les négociations. Le FMLN pense même que, dans la situation actuelle, les deux parties vont faire des efforts pour maintenir le rapport de forces militaire, politique et social, dans le but d'imposer leur point de vue dans les négociations. Le FMLN doit donc préserver ses capacités militaires, l'appui dont il jouit et, surtout, la solidarité internationale ; c'est ce qui peut faire céder le gouvernement. L'heure n'est pas au désarmement d'un FMLN qui se transformerait en un parti politique, mais à la bataille pour de réels changements au Salvador. Le gouvernement sera obligé de faire des concessions.

Aujourd'hui, il ne faut pas se limiter à revendiquer la démocratie pour les pays d'Europe de l'Est, il faut le faire aussi pour le tiers monde ; au Salvador, la société toute entière l'exige. L'ARENA (2) et le gouvernement salvadorien se trouvent donc bien isolés sur ce sujet. Si le "danger du communisme" n'est plus à l'ordre du jour, pourquoi les Etats-Unis se refusent-ils à une ouverture de la société salvadorienne ? Voilà la question.

◆ ***Dans le document que vous avez signé, il est clairement exprimé que le processus de négociations est ouvert. Comment se fera-t-il ?***

Ce texte dit clairement qu'il faut une démocratisation au Salvador qui aboutisse à la participation directe et légale du FMLN dans la société. Cela revient à dire que la démocratie n'existe pas aujourd'hui dans notre pays : voilà la première lecture des accords qu'il faut faire et que le gouvernement refuse. Ensuite, l'accord précise que, puisqu'il n'y a pas de démocratie, il faut la créer et que, pour ce faire, des changements sont nécessaires, dont les plus urgents concernent le principal pouvoir du Salvador, l'armée. Un des objectifs des négociations est la transformation des forces armées. Le FMLN propose que tous les officiers liés au haut commandement soient mis à la retraite, c'est le groupe de *la Tandona* (3) qui contrôle l'armée aujourd'hui ; le FMLN demande donc une épuration, qui est d'ailleurs acceptée par pratiquement tout le monde. Ensuite, le FMLN veut que l'armée prenne un caractère professionnel ; pour ce faire, il faut transformer ses structures mais aussi son mode de pensée — et on ne change l'idéologie de l'armée qu'en changeant son fil à plomb, l'Ecole militaire. Au terme de la négociation, les effectifs de l'armée devront être réduits. Enfin, il faut que la police ne dépende plus de l'armée ; elle doit être rattachée à un autre ministère car ses tâches sont différentes et spécifiques.



Dans le domaine de la justice, il est bon de rappeler que les lois salvadoriennes ont toujours eu une portée pratique limitée, dans la mesure où notre système judiciaire n'est pas indépendant et ne se trouve pas à l'abri des pressions. Il faut donc en créer un nouveau, indépendant, qui ne soit plus relié au ministère de la Défense. Les juges ne doivent plus avoir peur, ni risquer de disparaître, s'ils accusent un militaire ; ils doivent avoir l'autorité suffisante pour traîner en justice les criminels, même s'il s'agit de membres des Forces armées. Nous pensons qu'il faut aussi une loi qui défende les droits de l'homme et que ceux qui les violent soient punis de façon exemplaire.

Au Salvador, plus que dans tout autre pays, les réformes économiques, et notamment la réforme agraire, doivent être discutées lors de la négociation. Le problème spécifique de la terre a un lien historique avec les formes de violence sociales que nous avons connues dans notre pays. Tant que la réforme agraire ne sera pas réalisée et tant que les paysans ne disposeront pas de véritables garanties légales sur leur terre, ils seront prêts à continuer à se battre ; et ont trouvera toujours des gens disposés à prendre le fusil au Salvador, même si le FMLN ne le conseille plus.

La réforme du système électoral représente un autre élément clé de ces discussions. Le cadre aujourd'hui en vigueur au Salvador a pour fonction la préservation du pouvoir du parti qui est au gouvernement ; le pourcentage de gens qui votent à droite chez nous n'a guère évolué depuis 1982 (environ 500 000 personnes). Si le système électoral est modifié, et si les gens s'inscrivent sur les listes électorales, un million de nouveaux électeurs arriveront sur la scène politique. L'ARENA est convaincue que ce nouvel électorat votera surtout à gauche ou au centre, et qu'il ne s'était pas inscrit avant à cause des recommandations de la guérilla — surtout à la campagne. Les jeunes qui avaient huit ans en 1980 sont déjà en âge de voter. Le problème des inscriptions sur les listes électorales intéresse donc tous les partis politiques.

Nous voulons que le bon déroulement du processus électoral soit garanti ; au Salvador, jusqu'à présent, les observateurs internationaux n'arrivaient que le jour du vote. En 1991, il y aura des élections municipales et législatives. Si l'ARENA perd la majorité à l'Assemblée et dans les municipalités, elle devra faire face à une société majoritairement oppositionnelle, qui disposera de moyens légaux pour lui disputer le terrain politique, et qui pourra mettre en pratique l'autogestion locale. Le gouvernement a déclaré que les négociations ne devaient pas dépasser le cadre fixé par la Constitution et que celle-ci ne serait pas réformée. Il faut donc enlever sa majorité à l'ARENA à l'Assemblée pour pouvoir changer la Constitution et légaliser les négociations. Les élections de mars 1991 sont donc très importantes.

◆ ***Le FMLN participera à ces élections ?***

Il faut d'abord souligner que notre lutte armée pour des élections trouve de nouveaux appuis ; nos armes deviennent

2) L'Alliance république nationale (ARENA) est une formation d'extrême droite (dirigée, entre autres, par le major d'Aubuisson, commanditaire de l'assassinat de Monseigneur Romero en 1980) ayant des liens connus avec les escadrons de la mort ; elle est au pouvoir depuis l'élection présidentielle d'avril 1989.

3) Certains officiers qui dirigent aujourd'hui l'armée salvadorienne tels que le colonel Ponce, chef de l'Etat major sont issus de la *Tandona*. Ces gradés sont favorables à la poursuite de la Guerre de basse intensité, sous la direction des Etats-Unis, et se sont déclarés hostiles à toute négociation avec le FMLN.

des garanties pour la tenue du scrutin et, alors que nombreux étaient ceux qui pensaient que la lutte armée perdrait de sa légitimité au Salvador, elle devient la caution du processus électoral. Le FMLN apparaît donc comme une force nécessaire et même vitale pour la démocratisation du pays.

Les forces armées se trouvent dans la situation contraire : la contre-insurrection perd de sa légitimité et sa raison d'être aujourd'hui — combattre le FMLN car il serait anti-démocratique et communiste — n'est plus de mise. L'armée devient le seul obstacle à l'ouverture démocratique. Les Etats-Unis perçoivent ce changement de façon négative et se demandent s'ils doivent continuer à appuyer inconditionnellement l'armée pour qu'elle continue la guerre. L'armée subira des pressions qui viendront de plusieurs côtés, mais surtout de la société nord-américaine.

Nous pensons qu'il existe une bonne disposition de la part des Etats-Unis, ce qui ne suppose nullement une acceptation de nos positions ; ce pays envisage de réduire l'aide économique et militaire qu'il donne au gouvernement salvadorien, ce qui crée un nouveau cadre politique, différent de la contre-insurrection.

Nous vivons donc des moments très importants ; et ces négociations supposeront surtout des changements pour l'armée. C'est important car elle a joué un rôle déterminant dans le conflit en faisant régner la peur. S'il y a des négociations politiques, une restructuration du système judiciaire, et si le symbole de l'armée intouchable est brisé — si, par exemple, les militaires qui ont assassiné les jésuites sont punis — les gens comprendront qu'ils ont le droit d'avoir des idées proche de celles de la gauche et même d'en parler, sans être menacés de torture ou de disparition. Tous ces changements constitueront autant de garanties pour que les élections soient l'occasion d'une réelle participation populaire.

Le FMLN ne pense pas que ces négociations soient faciles, ni rapides ; il sait qu'il faut encore beaucoup de choses — dans les domaines politique et militaire — pour que l'armée accepte de renoncer à être le centre du pouvoir. Même si nous gagnons de nouveaux espaces avant les élections (la campagne électorale commence en décembre 1990, ndlr), le FMLN ne se transformera pas encore en organisation politique ; mais il pourrait soutenir ces élections et établir certains accords avec le gouvernement et l'opposition pour que le scrutin soit propre.

Si des transformations interviennent dans le cadre des négociations, le FMLN ne pourra pas prôner le boycott électoral, comme il le faisait jusqu'à présent ; mais, si les choses n'avancent pas, il est possible que la Convergence démocratique (4), et même la Démocratie chrétienne (DC), remettent en question leur participation pour ne pas courir à l'échec.

◆ ***Vous pensez appuyer la DC ?***

Qui a parlé de cela ?

◆ ***Vous sembliez mettre la DC et la Convergence démocratique sur le même plan...***

L'histoire fait des tournants, elle n'est pas linéaire. Il y a un an et demi, la Démocratie chrétienne était notre ennemi principal quand elle était au gouvernement (5) ; mais, aujourd'hui, elle a le même adversaire que nous, l'ARENA, et ce serait une folie de nous battre contre le gouvernement sans un minimum de coordination. Il ne nous a pas été facile d'arriver à cette conclusion. La Démocratie chrétienne a, à l'origine, des liens directs avec les Etats-Unis dans la guerre de contre-insurrection et elle apparaît évidemment aux yeux des Salvadoriens comme responsable — ou en tout cas co-responsable — d'une période difficile de notre histoire. Mais, aujourd'hui, la DC est aussi victime de persécutions, certains de ses militants ont été arrêtés et ils ont subi le même sort que nous lorsque qu'elle était de l'autre côté de la barrière ; ses militants sont devenus ainsi beaucoup plus réalistes. S'ils perdent encore les élections, leur parti se décomposera ; les exigences de démocratisation présentées par le FMLN les protègent donc aussi, car elles ouvrent des espaces politiques.

La question d'un soutien à la candidature de la DC aux élections ne se pose même pas car le FMLN a déjà un correspondant parmi les partis politiques, la Convergence démocratique. Si elle passe des accords avec la DC, nous verrons si nous appuyons indirectement une telle coalition, en n'appelant pas au boycott, par exemple. Mais nous n'allons pas dire aux gens d'aller voter pour la DC. Si une telle alliance pouvait battre l'ARENA, et si nous voulons être cohérents, en tant que gauche démocratique, nous devrons proposer des conditions pour aider à cette victoire électorale.

◆ ***Comment va évoluer la situation militaire ?***

La thèse du gouvernement, selon laquelle il fallait un cessez-le-feu avant d'entamer des négociations — parce que le peuple voulait la paix, d'après lui — a volé en éclats ; c'est un élément important. En développant ce discours, l'ARENA voulait bénéficier de bonnes conditions pour gouverner, tout en faisant traîner la négociation et en réduisant notre pression militaire. Aujourd'hui, l'accord signé à Genève entre le FMLN et le gouvernement salvadorien a reconnu la nécessité d'un processus de démocratisation avant de se diriger ensuite vers la nécessité d'un arrêt des hostilités. La guerre va donc se poursuivre pendant une certaine période, avec la même intensité, jusqu'à ce qu'un accord soit trouvé ; elle peut même se raviver si l'armée bloque trop les négociations.

Il faut souligner que l'accord pour les négociations n'est pas contradictoire avec la poursuite des activités militaires du FMLN.

L'armée, de son côté, s'efforcera aussi de maintenir la pression. Les discussions en cours n'impliquent donc pas une paix dans l'immédiat, au contraire, la confrontation militaire peut même s'intensifier, tant qu'un accord définitif n'est pas trouvé.

En ce moment, le FMLN doit redonner une légitimité à sa guerre et à la lutte armée. En même temps, il est obligé de tenir compte de ce que pense la population de ses actions, s'il veut répondre aux aspirations des masses. Si certaines de nos opérations sont mal comprises par la population, nous serons obligés de changer de tactique ; mais cela ne signifie pas que nous cédions du terrain à nos ennemis, c'est la preuve de notre volonté de répondre aux désirs des gens.

C'est dans ce cadre qu'il faudra analyser ce que fera ou ne fera plus le FMLN. Par exemple, à cause de la crise économique, certains nous demandent de voler des camions avec de la nourriture pour la redistribuer ; des opérations de ce genre pourrait favoriser la popularité du FMLN dans les quartiers populaires. ★

Radio Venceremos
Avril 1990

---

4) La Convergence démocratique (CD) a été créée en 1989 à l'initiative des formations membres du Front démocratique révolutionnaire (FDR) qui était allié, lui, au FMLN. On y trouve notamment le Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR) de Guillermo Ungo, qui est membre de l'Internationale socialiste, et le Mouvement populaire social-chrétien de Ruben Zamora (MPSC). La CD s'était présentée à l'élection présidentielle de 1989 et n'avait recueilli que 4 % des voix (voir *Inprecor* n° 284 du 20 mars 1989).

5) La Démocratie chrétienne (DC), et son président José Napoleon Duarte ont été au pouvoir entre 1984 et 1989.

Le PDS en quête d'identité

Plus de mille personnes ont assisté le 25 mai 1990 à un débat entre Gregor Gisy, président du Parti du socialisme démocratique (PDS) (1) de République démocratique allemande (RDA) et Ernest Mandel, à Berlin-Est, devant une salle comble. Cette réunion était organisée par le PDS et par des militants trotskystes de RDA. Pour la première fois, un dirigeant de la IVe Internationale pouvait ainsi discuter avec le président d'un parti de masse issu du ptétendu "mouvement communiste international" (2).

Claude DEVILLIERS

LE DEBAT qui portait sur le sujet : "Le communisme a-t-il encore un avenir ? " traita des causes de l'effondrement de 1989, des perspectives du socialisme et de l'espace politique des socialistes et des communistes en Europe capitaliste (y compris dans l'Allemagne réunifiée sur une base capitaliste).

Ernest Mandel insista sur les causes historiques de la crise de l'effondrement du stalinisme en RDA et dans plusieurs pays d'Europe de l'Est (3). Il rappela ce qu'est le phénomène stalinien : la dictature despotique d'une bureaucratie, c'est-à-dire d'une couche sociale privilégiée, spécifique. Il a rappelé qu'il faut créer les conditions politiques, économiques, sociales, culturelles et morales pour que de telles situations ne se reproduisent jamais ; l'avenir du socialisme en dépend.

Les chances historiques du socialisme, devait rappeler Mandel, découlent des contradictions internes du capitalisme et des puissantes énergies militantes que la chute du stalinisme et la crise de la social-démocratie libèrent et libéreront dans de nombreux pays et mouvements de masse.

Finalement, il a souligné qu'il n'y avait pas de place en Europe capitaliste et dans une Allemagne réunifiée pour deux partis sociaux-démocrates et deux variantes d'une même stratégie réformiste. Il a averti les membres du PDS qu'ils n'auraient un espace politique dans l'Allemagne réunifiée que s'ils se situaient nettement à gauche du SPD et des Verts, s'ils s'appuyaient sans réticences — et sans rechercher un quelconque "consensus" avec la bourgeoisie — sur tous les mouvements de masse : syndicats et mouvements de travailleurs, écologistes, féministes, anti-militaristes, ceux qui prônent une démocratie radicale directe de base, ceux qui se battent pour la solidarité avec les luttes des peuples du Tiers monde, etc. L'avancée de ces combats permettra de surmonter la crise de crédibilité du projet socialiste.

Gregor Gisy a commencé son intervention en s'excusant auprès d'Ernest Mandel pour la répression dont il avait été victime en RDA (en effet, il était frappé d'une interdiction de séjour en RDA, comme en RFA d'ailleurs !) et des attaques calomniatrices et mensongères que certaines publications avaient porté contre lui. Il étendit ses excuses à toutes les victimes de la répression stalinienne au sein du mouvement ouvrier allemand et international.

Un pas en avant ?

Gisy se déclara, comme Mandel, l'adversaire de la restauration du capitalisme en RDA, tout en précisant, qu'à ses yeux, celle-ci était inévitable vu le rapport de forces actuel ; selon lui, il faudrait donc mener des combats défensifs pour que les travailleurs de RDA comme de RFA ne fassent pas les frais de cette réunification capitaliste.

Comme Mandel, Gisy donna la priorité à la lutte pour la démilitarisation de l'Allemagne et pour le démantèlement de tous les appareils policiers. Il approuva aussi la plupart des axes politiques avancés par Mandel, tout en restant beaucoup plus réticent quant à la question de la solidarité avec les mouvements d'émancipation des peuples du tiers monde, sans aller jusqu'à la récuser.

Deux divergences importantes apparurent dans le débat. Contrairement à Ernest Mandel, Gregor Gisy était d'avis que les socialistes, pour déterminer leur stratégie, devaient se baser avant tout sur des phénomènes de globalisation et sur les menaces qui pèsent sur l'humanité, plutôt que sur les contradictions internes au système capitaliste.

Gisy expliqua que, selon lui, la possibilité de voir émerger des révolutions était pratiquement exclue pour une longue période, du moins dans les principaux pays du monde, et avant tout en Europe ; dans ces conditions, la priorité irait, d'après lui, à la lutte pour les réformes.

A ce propos, dit-il, il faut réévaluer le rôle de la social-démocratie ; celle-ci aurait réalisé une série de réformes importantes au profit des travailleurs et des masses en général. Il faut donc en reconnaître l'importance capitale et la nécessité de s'en inspirer dans les conditions actuelles. Gisy reprocha aussi à Mandel une attitude trop négative par rapport à la social-démocratie ; il mit en doute la responsabilité de l'échec de la révolution allemande de 1918-1919 dans l'avènement du stalinisme.

Ernest Mandel rappela certains crimes historiques commis par la social-démocratie (qui ne sont pas moins graves que ceux de Staline). Ces critiques très dures — comme celles que l'on doit faire à l'égard des partis communistes staliniens et post-staliniens — ne s'opposent en aucune manière à une politique de front unique ouvrier qui implique un dialogue permanent, au sommet comme à la base, dans un climat de tolérance, qui s'oppose à toute mise à l'index ou à toute exclusion d'un courant idéologique quelconque du mouvement ouvrier. Mandel lança aussi un appel à la social-démocratie allemande pour qu'elle rompe avec les pratiques du type "interdiction d'exercice pour la profession" à l'égard du Parti communiste (demain sans doute à l'égard du PDS) (4).

Dès le lendemain du meeting, le quotidien du PDS, *Neues Deutschland*, a publié, en première page, un compte-rendu de ce débat, ainsi qu'une longue interview d'Ernest Mandel sur les origines et la politique de la IVe Internationale. ★

8 juin 1990

1) Voir *Inprecor* n° 308 du 4 mai 1990.

2) Le PDS a obtenu 16 % des voix aux élections législatives de RDA ; dans les quartiers ouvriers de Berlin-Est il a atteint 30 % des suffrages aux municipales, ainsi qu'à Eisenhüttenstadt (la cité des sidérurgistes), Rostock, Schwerin, Neubrandenburg.

3) Voir l'article d'E. Mandel, "L'avenir du communisme" dans *Inprecor* n° 305 du 23 mars 1990.

4) Ces tentations "maccarthistes" guettent tous ces régimes : déjà on sait qu'un projet de loi limitant le droit de grève serait en discussion en Tchécoslovaquie et que le SPD de RDA, lors de son récent congrès, a indiqué que le gouvernement de ce pays, s'attendant à des explosions sociales du fait des réformes économiques, se préparerait à utiliser l'ancienne *Stasi* pour les contenir.

URSS

Le "modèle" chilien fait des émules

Les *Nouvelles de Moscou* n° 12 (du 23 au 29 mars 1990) ont publié un article de Youri Korolev intitulé "L'échec économique d'Allende". Youri Korolev, qui a travaillé au ministère de l'Economie sous le gouvernement d'Allende, revient sur les raisons économiques qui, selon lui, ont conduit à l'échec de l'Unité populaire et qui ont conduit le Chili dans une « *impasse* [d'où] *est sorti Pinochet* ».

En opposant le choix des politiques économiques et sociales mises en œuvre par le gouvernement Allende à "l'ordre naturel" du système d'organisation internationale de la production, Korolev condamne toute alternative aux modèles économiques "néo-libéraux" qui sévissent dans la plupart des pays d'Amérique latine et ailleurs, imposés par le Fonds monétaire international (FMI).

Selon lui, « *la renaissance nationale, opposée à l'impérialisme en tant que système d'organisation internationale de la production, constituait l'idée fondamentale du concept chilien. Et c'est aussi ce qui en constituait le danger principal.* »

Korolev, qui n'a rien à envier aux meilleurs défenseurs des *Chicago boys* dont s'est entouré le général Pinochet pour bâtir le fameux "modèle chilien", affirme que, contrairement à d'autres dictatures militaires dont les dirigeants « *ne comprennent rien en économie et* [qui], *dans le meilleur des cas,* (...) *ne pensent qu'au bien-être de leur corporation... Pinochet a invité de jeunes scientifiques doués de l'école économique de Chicago, et les a mis à la tête du ministère de l'Economie et des Finances. Dix ans plus tard, il était parvenu à son objectif* ».

Pour lui, il ne fait aucun doute que la réussite du Chili, dont la croissance économique « *l'année dernière s'est même élevé à 10 %* », en fait « *un concurrent puissant sur le marché mondial* ». Les "omissions" concernant le domaine social sont-elles, là-aussi, volontaires ? ★

ARGENTINE

1er Mai contre Menem

La gauche argentine vient d'infliger un camouflet de taille au péronisme. C'est elle qui, dans l'unité — une fois n'est pas coutume —, a réuni 100 000 personnes à Buenos Aires le 1er Mai, à l'appel de la coalition Gauche unie (qui regroupe notamment le Mouvement vers le socialisme — MAS, organisation d'origine moréniste qui a obtenu deux députés lors des dernières élections de 1989 — et le Front révolutionnaire de libération nationale — FRAL, façade du Parti communiste), avec la participation des organisations de gauche indépendantes.

Le syndicalisme péroniste officiel avait préféré accompagner "son" président Menem à l'église ; le 6 avril, il n'avait d'ailleurs rassemblé que 50 000 personnes. Malgré les critiques émises par certains bureaucrates de la Confédération générale des travailleurs (CGT, dirigée par les péronistes) à la politique gouvernementale, ceux-ci ont préféré ne pas appeler leurs adhérents à manifester pour la journée internationale du travail, de peur d'être noyés par la mobilisation de la gauche.

Depuis la fin de la dictature, l'Argentine vit une crise sans précédent (voir *Inprecor* n° 290 du 12 juin 1989). Quelques chiffres : 2 millions de chômeurs, 45 % des habitants de la capitale vivent en état de pauvreté, 1,2 millions d'enfants souffrent de malnutrition, etc. Les dévaluations successives n'ont pas arrêté l'inflation, mais les fuites de capitaux atteignent 60 milliards de dollars. Après avoir grâcié tous les militaires coupables de violations des droits de l'homme sous la dictature, Menem, bon élève du Fonds monétaire international, privatise à tour de bras (les chemins de fer, les télécommunications, etc.) et menace d'interdire les grèves dans la Fonction publique.

Ce 1er Mai, placé sous l'hégémonie de la gauche, prouve que celle-ci est capable de concurrencer le péronisme dans le mouvement ouvrier, et elle a pris une longueur d'avance ! ★

TCHECOSLOVAQUIE

Hommage au Printemps de Pékin

Près de 3 000 manifestants se sont réunis place de la Vieille ville, à Prague, à l'appel des groupes anarchistes et de l'Alternative de gauche. Les manifestants se sont rendus en cortège à l'ambassade de Chine et ont vainement réclamé de pouvoir remettre un manifeste de protestation contre le massacre des étudiants et ouvriers chinois à Pékin, le 3 juin 1989.

Voici le discours que Vratislav Votava de l'Alternative de gauche a adressé aux manifestants :

« Nous commémorons aujourd'hui l'anniversaire de ce qui s'est passé l'année dernière, place Tiananmen à Pékin. C'est la preuve des méthodes brutales et violentes que les régimes totalitaires utilisent contre leur propre population. On doit réfuter les mesures partielles qui libéralisent les tyrannies sans détruire les structures bureaucratiques qui constituent l'épine dorsale de tout régime totalitaire.

« Après dix années de dictature inimaginable stalino-maoïste, on a assisté en Chine à une libéralisation partielle appelée "l'époque des quatre démocratisations d'ouverture vers le monde". Mais la libéralisation n'était pas satisfaisante. (...)

« Quand l'année dernière, les intellectuels, les étudiants et les ouvriers affrontèrent la gérontocratie conduite par Deng Xiaoping, il se produisit une véritable insurrection. Le gouvernement chinois est intervenu en utilisant les méthodes de tous les régimes totalitaires communistes staliniens.

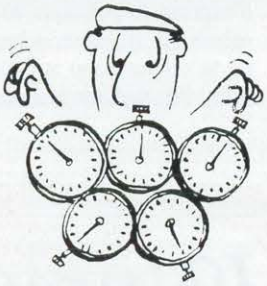
« Nous nous sommes rassemblés pour nous souvenir mais aussi pour nous assurer que les vieilles structures bureaucratiques qui ont servi l'ancien régime ne survivront pas après les élections, qu'elles seront démontées pour les empêcher d'instaurer un retour au passé. Nous sommes aux côtés des étudiants et des ouvriers chinois, du côté de la Commune de Paris et de la démocratie. » ★

FRANCE

Petites boîtes, grosse dégradation

La lente évolution de la structure de l'emploi dans de nombreux pays européens renvoie à certains problèmes d'organisation du mouvement ouvrier. Les restructurations industrielles et les mutations du marché du travail favorisent, en effet, une érosion des effectifs dans les grandes entreprises industrielles et commerciales. En d'autres termes, la croissance de l'emploi dans les petites entreprises au détriment des grandes unités aboutit à une plus grande dispersion des travailleurs et souvent à une baisse de la conscience collective et des moyens d'organisation.

Tout cela n'est encore qu'une tendance relative mais elle n'est plus sans conséquences politiques quand on voit, comme en France, que, désormais, plus de la moitié des salariés travaillent dans des entreprises de moins de cinquante personnes. Une récente enquête (*Le Monde* du 13 juin 1990) conclue que dans ce pays l'emploi dans les entreprises de plus de 500 salariés est passé de 20,7 % en 1975 à 14,6 % en 1986. Dans le bâtiment et travaux publics, 4 % des travailleurs seulement sont dans de grosses sociétés, tandis que 36,1% sont employés dans des maisons de moins de vingt salariés. Ce phénomène, combiné à un transfert absolu d'emplois de l'industrie vers le tertiaire, provoque une tendance lourde qui finit par peser sur les expériences et la prise de conscience politique.



Eviter une rapide dégradation, dans un pays comme la France, de l'organisation syndicale du monde du travail est un enjeu de taille. ★

Qui sème le vent...

Les élections locales (conseils communaux et départementaux) du 12 juin, en Algérie, se sont soldées par un score impressionnant des intégristes du Front islamique du salut (FIS) : ils ont arraché la plupart des grandes villes du pays au Front de libération nationale (FLN), jusque-là parti unique à tous les échelons du pouvoir. Ces élections étaient les premières, depuis l'indépendance algérienne en 1962, à se dérouler sur fond de libertés politiques réelles et de multipartisme. L'opposition libérale et l'opposition de gauche avaient cependant appelé au boycott, jugeant que la partie était inégale contre le FLN. Le résultat des élections, malgré un taux d'abstention de près de 40 %, permet de s'interroger sur l'opportunité de ce choix.

Salah JABER

IL N'EST PAS encore possible de tirer un bilan un tant soit peu complet du tremblement de terre politique qui vient de secouer l'Algérie. Il ne s'agit ici que de quelques réflexions à chaud sur l'événement.

Première grande question : les causes de la poussée intégriste. Elle relève, en Algérie, des mêmes ingrédients qui alimentent une montée similaire, à des degrés divers, dans la plupart des pays arabes et du Moyen-Orient : crise socio-économique aiguë, faillite du nationalisme bourgeois traditionnel, absence ou carence du mouvement ouvrier autonome, discrédit du "communisme" stalinien et faiblesse de l'extrême gauche.

L'Algérie du contre-choc pétrolier a vu se transformer l'euphorie du boom de 1974 en désillusion amère. Les 75 % de la population algérienne nés après l'indépendance subissent une économie qui a réussi l'exploit de combiner les tares de l'étatisme bureaucratique et celles de l'enrichissement privé : chômage massif et croissant, les jeunes étant les plus atteints ; pénuries et inflation ; creusement des inégalités sociales, avec luxe ostentatoire des "nouveaux riches"; etc.

L'échec flagrant et sans appel de la gestion économique du pays par la bureaucratie du FLN n'a fait qu'augmenter son discrédit politique : un parti bassement clientéliste en perte de légitimité, le prestige dû à la libération ayant été dilapidé depuis longtemps. Le président actuel, Chadli Bendjedid, n'a jamais eu le charisme de son prédécesseur Boumédienne.

Le mélange détonant de la crise socio-économique et du discrédit du pouvoir politique a produit l'explosion de colère populaire d'octobre 1988, obligeant le régime à tenter d'évacuer la vapeur en ouvrant grand les soupapes des libertés démocratiques. La première force à avoir occupé massivement ce nouveau terrain d'expression politique au grand jour est la même qui, naguère, occupait le souterrain de la contestation sociale mêlée de religion : l'intégrisme islamique.

L'absence d'un mouvement ouvrier autonome, la centrale syndicale unique du pays étant sous le contrôle de l'Etat-FLN, et la défaillance historique du stalinisme algérien incarné par le Parti de l'avant-garde socialiste (PAGS) — qui, outre son passé infamant de trahison de la lutte nationale, a plus agi jusqu'à maintenant comme aile gauche du FLN que comme opposition véritable — ont laissé le champ libre aux intégristes.

Les enfants de la crise

Ceux-ci, qui manient aisément le discours populiste, ont patiemment étendu leur réseau tout au long des années 80. Dénonçant en termes moralistes la corruption du régime, ils se sont faits les vecteurs du ressentiment populaire, notamment au sein des grandes concentrations plébéiennes où jeunes chômeurs et déshérités étaient d'excellentes recrues potentielles pour un mouvement qui, par nature, n'a aucune difficulté à s'ériger en contre-société.

Dotés d'emblée d'une infrastructure matérielle constituée par les mosquées sous leur contrôle, et d'une liberté de mouvement due à l'aspect religieux de leur expression organisée, les intégristes se sont imposés, par la combinaison de leur discours et de leur pratique sociale, comme principale alternative à un régime de plus en plus honni. Leur comportement depuis la libéralisation de 1989, alternant discours politique "modéré", marches impressionnantes par le nombre et la discipline, et mises en garde menaçantes adressées à l'Etat-FLN et à ses forces armées, démontre qu'ils sont déterminés à s'emparer du pouvoir.

La deuxième grande question est précisément de savoir s'ils le pourront. Le calcul de Chadli était simple : de la libre confrontation des forces antagoniques de l'intégrisme musulman et de l'opposition laïque libérale ou de gauche, il escomptait le réaménagement d'un espace politique du "juste milieu" favorisant son jeu de bascule présidentiel. Toutefois, les forces de l'opposition ont toutes préféré pour l'instant se démarquer du FLN. Le Front des forces socialistes (FFS), courant d'opposition libérale et laïque dirigé par Aït Ahmed rentré d'exil, sait qu'une alliance ouverte avec le régime pourrait lui être néfaste. Non seulement parce que Chadli n'est pas fiable et peut tout aussi bien être tenté par une alliance avec le FIS, mais aussi parce qu'une alliance FFS-Chadli laisserait au FIS le quasi-monopole de l'opposition au régime. Aït Ahmed essaye de surmonter son image de dirigeant berbériste kabyle par un discours démocratique et laïque faisant appel à tous ceux, et en particulier à toutes celles, qui ont des raisons de s'opposer à la fois au FLN et aux intégristes. La raison réelle de son appel au boycott, dont le succès relatif a été estompé par le score électoral du FIS, était l'impréparation de son mouvement, sans véritable charpente organisationnelle.

Le seul atout majeur de Chadli reste l'armée, dont il est lui-même issu. Celle-ci est déjà l'objet d'un noyautage intégriste. Si, avec ou sans Chadli, elle s'alliait au FIS, l'Algérie pourrait s'engager dans un processus à la soudanaise. Contre ce type d'éventualité, les révolutionnaires algériens auront besoin d'un grand savoir-faire tactique : il leur faudra promouvoir un large front démocratique à la fois contre les intégristes et contre le régime, et œuvrer en même temps pour que se dégagent les éléments d'une alternative ouvrière anticapitaliste. C'est une tâche ardue, mais les jeux sont encore loin d'être faits. ★

14 juin 1990

INpreCOR